

**PROTOCOLE
SUR LES STATUTS DE LA BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT**

**PROTOKOLL
ÜBER DIE SATZUNG DER EUROPÄISCHEN
INVESTITIONSBANK**

**PROTOCOLLO
SULLO STATUTO DELLA BANCA EUROPEA
PER GLI INVESTIMENTI**

**PROTOCOL
BETREFFENDE DE STATUTEN VAN DE
EUROPESE INVESTERINGSBANK**

PROCOLE
SUR LES STATUTS DE LA BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT fixer les Statuts de la Banque européenne d'investissement, prévus à l'article 129 du Traité,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

ARTICLE 1

La Banque européenne d'investissement instituée par l'article 129 du Traité, ci-après dénommée la « Banque », est constituée et exerce ses fonctions et son activité conformément aux dispositions de ce Traité et des présents statuts.

Le siège de la Banque est fixé du commun accord des gouvernements des États membres.

ARTICLE 2

La mission de la Banque est définie par l'article 130 du Traité.

ARTICLE 3

Conformément à l'article 129 du Traité, sont membres de la Banque :

- le Royaume de Belgique;
- la République fédérale d'Allemagne;
- la République Française;
- la République Italienne;
- le Grand-Duché de Luxembourg;
- le Royaume des Pays-Bas.

ARTICLE 4

1. La Banque est dotée d'un capital d'un milliard d'unités de compte, souscrit par les États membres à concurrence des montants suivants :

Allemagne..	300	millions
France.....	300	millions
Italie.....	240	millions
Belgique....	86,5	millions
Pays-Bas...	71,5	millions
Luxembourg	2	millions

La valeur de l'unité de compte est de 0,888 670 88 gramme d'or fin.

Les États membres ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leur quote-part du capital souscrit et non versé.

2. L'admission d'un nouveau membre entraîne une augmentation du capital souscrit correspondant à l'apport du nouveau membre.

3. Le Conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité, peut décider une augmentation du capital souscrit.

4. La quote-part du capital souscrit ne peut être ni cédée, ni donnée en nantissement et est insaisissable.

ARTICLE 5

1. Les États membres versent 25 % du capital souscrit, en cinq paiements égaux se situant respectivement au plus tard deux mois, neuf mois, seize mois, vingt-trois mois et trente mois à compter de l'entrée en vigueur du Traité.

Chaque versement est effectué pour un quart en or ou en monnaie librement convertible et pour trois quarts en monnaie nationale.

2. Le Conseil d'administration peut exiger le versement des 75 % restant du capital souscrit pour autant que ce versement est rendu nécessaire pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

Le versement est effectué par chaque État membre proportionnellement à sa quote-part du capital souscrit, dans les monnaies dont la Banque a besoin pour faire face à ces obligations.

ARTICLE 6

1. Sur proposition du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs peut décider à la majorité qualifiée que les États membres accordent à la Banque des prêts spéciaux productifs d'intérêts, dans le cas et dans la mesure où la Banque aura besoin d'un tel prêt pour le financement de projets déterminés, et où le Conseil d'administration justifie qu'elle n'est pas en mesure de se procurer les ressources nécessaires sur les marchés des capitaux à des conditions convenables, compte tenu de la nature et de l'objet des projets à financer.

2. Les prêts spéciaux ne peuvent être requis qu'à partir du début de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur du Traité. Ils ne doivent pas excéder 400 millions d'unités de compte au total, ni 100 millions d'unités de compte par an.

3. La durée des prêts spéciaux sera établie en fonction de la durée des crédits ou garanties que la Banque se propose d'accorder au moyen de ces prêts; elle ne doit pas dépasser 20 ans. Le Conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée sur proposition du Conseil d'administration, peut décider le remboursement anticipé des prêts spéciaux.

4. Les prêts spéciaux porteront intérêt au taux de 4 % l'an, à moins que le Conseil des gouverneurs, en tenant compte de l'évolution et du niveau des taux d'intérêt sur les marchés des capitaux, ne décide de fixer un taux différent.

5. Les prêts spéciaux doivent être accordés par les États membres au prorata de leur souscription dans le capital; ils doivent être versés en monnaie nationale au cours des six mois qui suivent leur appel.

6. En cas de liquidation de la Banque, les prêts spéciaux des États membres ne sont remboursés qu'après extinction des autres dettes de la Banque.

ARTICLE 7

1. Au cas où la parité de la monnaie d'un État membre par rapport à l'unité de compte définie à l'article 4 serait réduite, le montant de la quote-part de capital versée par cet État dans sa monnaie nationale serait ajusté proportionnellement à la modification intervenue dans la parité, moyennant un versement complémentaire effectué par cet État en faveur de la Banque. Toutefois, le montant sur lequel est effectué l'ajustement ne peut excéder le montant total des prêts consentis par la Banque et libellés dans la monnaie en question.

et des avoirs de la Banque dans cette monnaie. Le versement doit être effectué dans un délai de deux mois ou, dans la mesure où il correspond à des prêts, aux échéances de ces prêts.

2. Au cas où la parité de la monnaie d'un État membre par rapport à l'unité de compte définie à l'article 4 serait augmentée, le montant de la quote-part de capital versée par cet État dans sa monnaie nationale serait ajusté proportionnellement à la modification intervenue dans la parité, moyennant un remboursement effectué par la Banque en faveur de cet État. Toutefois, le montant sur lequel est effectué l'ajustement ne peut excéder le montant total des prêts consentis par la Banque et libellés dans la monnaie en question, et des avoirs de la Banque dans cette monnaie. Ce versement doit être effectué dans un délai de deux mois ou, dans la mesure où il correspond à des prêts, aux échéances de ces prêts.

3. La parité de la monnaie d'un État membre par rapport à l'unité de compte définie à l'article 4 est le rapport entre le poids d'or fin contenu dans cette unité de compte et le poids d'or fin correspondant au pair de cette monnaie déclaré au Fonds Monétaire International. A défaut, cette parité résultera du taux de change, par rapport à une monnaie définie ou convertible en or, appliqué par l'État membre pour les paiements courants.

4. Le Conseil des gouverneurs peut décider qu'il ne sera pas fait application des règles fixées aux paragraphes 1 et 2 lorsqu'il est procédé à une modification uniformément proportionnelle au pair de toutes les monnaies des pays membres du Fonds Monétaire International ou des membres de la Banque.

ARTICLE 8

La Banque est administrée et gérée par un Conseil des gouverneurs, un Conseil d'administration et un Comité de direction.

ARTICLE 9

1. Le Conseil des gouverneurs se compose des ministres désignés par les États membres.

2. Le Conseil des gouverneurs établit les directives générales relatives à la politique de crédit de la Banque, notamment en ce qui concerne les objectifs

dont il y aura lieu de s'inspirer au fur et à mesure que progresse la réalisation du marché commun.

Il veille à l'exécution de ces directives.

3. En outre, le Conseil des gouverneurs :

a) décide de l'augmentation du capital souscrit, conformément à l'article 4 paragraphe 3,

b) exerce les pouvoirs prévus par l'article 6 en matière de prêts spéciaux,

c) exerce les pouvoirs prévus par les articles 11 et 13 pour la nomination et la démission d'office des membres du Conseil d'administration et du Comité de direction,

d) accorde la dérogation prévue par l'article 18 paragraphe 1,

e) approuve le rapport annuel établi par le Conseil d'administration,

f) approuve le bilan annuel de même que le compte des profits et pertes,

g) exerce les pouvoirs et attributions prévus par les articles 7, 14, 17, 26 et 27,

h) approuve le règlement intérieur de la Banque.

4. Le Conseil des gouverneurs est compétent pour prendre, à l'unanimité, dans le cadre du Traité et des présents statuts, toutes décisions relatives à la suspension de l'activité de la Banque et à sa liquidation éventuelle.

ARTICLE 10

Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions du Conseil des gouverneurs sont prises à la majorité des membres qui le composent. Les votes du Conseil des gouverneurs sont régis par les dispositions de l'article 148 du Traité.

ARTICLE 11

1. Le Conseil d'administration a compétence exclusive pour décider de l'octroi de crédits et de garanties et de la conclusion d'emprunts; fixe les taux d'intérêts pour les prêts, ainsi que les commissions de garanties; contrôle la saine administration de la Banque; assure la conformité de la gestion de la

Banque avec les dispositions du Traité et des statuts et les directives générales fixées par le Conseil des gouverneurs.

A l'expiration de l'exercice, il est tenu de soumettre un rapport au Conseil des gouverneurs et de le publier après approbation.

2. Le Conseil d'administration est composé de 12 administrateurs et de 12 suppléants.

Les administrateurs sont nommés pour une période de cinq ans par le Conseil des gouverneurs sur désignation respective des États membres et de la Commission à raison de :

- 3 administrateurs désignés par la République fédérale d'Allemagne;
- 3 administrateurs désignés par la République Française;
- 3 administrateurs désignés par la République Italienne;
- 2 administrateurs désignés d'un commun accord par les pays du Benelux;
- 1 administrateur désigné par la Commission.

Leur mandat est renouvelable.

Chaque administrateur est assisté d'un suppléant nommé dans les mêmes conditions et suivant les mêmes procédures que les administrateurs.

Les suppléants peuvent participer aux séances du Conseil d'administration; ils n'ont pas le droit de vote, sauf s'ils remplacent le titulaire en cas d'empêchement de celui-ci.

Le président, ou à son défaut un des vice-présidents du Comité de direction, préside les séances du Conseil d'administration sans prendre part au vote.

Les membres du Conseil d'administration sont choisis parmi les personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et de compétence; ils ne sont responsables qu'envers la Banque.

3. Dans le seul cas où un administrateur ne remplit plus les conditions nécessaires pour exercer ses fonctions, le Conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée, pourra prononcer sa démission d'office.

La non-approbation du rapport annuel entraîne la démission du Conseil d'administration.

4. En cas de vacance, par suite de décès ou de démission volontaire, d'office ou collective, il est procédé au remplacement selon les règles fixées au paragraphe 2. En dehors des renouvellements généraux, les membres sont remplacés pour la durée de leur mandat restant à courir.

5. Le Conseil des gouverneurs fixe la rétribution des membres du Conseil d'administration. Il établit à l'unanimité les incompatibilités éventuelles avec les fonctions d'administrateur et de suppléant.

ARTICLE 12

1. Chaque administrateur dispose d'une voix au Conseil d'administration.

2. Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres du Conseil ayant voix délibérative. La majorité qualifiée requiert la réunion de huit voix. Le règlement intérieur de la Banque fixe le quorum nécessaire pour la validité des délibérations du Conseil d'administration.

ARTICLE 13

1. Le Comité de direction se compose d'un président et de deux vice-présidents nommés pour une période de six ans par le Conseil des gouverneurs sur proposition du Conseil d'administration. Leur mandat est renouvelable.

2. Sur proposition du Conseil d'administration ayant statué à la majorité qualifiée, le Conseil des gouverneurs, statuant à son tour à la majorité qualifiée, peut prononcer la démission d'office des membres du Comité de direction.

3. Le Comité de direction assure la gestion des affaires courantes de la Banque, sous l'autorité du président et sous le contrôle du Conseil d'administration.

Il prépare les décisions du Conseil d'administration notamment en ce qui concerne la conclusion d'emprunts et l'octroi de crédits et de garanties; il assure l'exécution de ces décisions.

4. Le Comité de direction formule à la majorité ses avis sur les projets de prêts et de garanties et sur les projets d'emprunts.

5. Le Conseil des gouverneurs fixe la rétribution des membres du Comité de direction et établit les incompatibilités avec leurs fonctions.

6. Le président, ou en cas d'empêchement un des vice-présidents, représente la Banque en matière judiciaire ou extra-judiciaire.

7. Les fonctionnaires et employés de la Banque sont placés sous l'autorité du président. Ils sont engagés et licenciés par lui. Dans le choix du personnel, il doit être tenu compte non seulement des aptitudes personnelles et des qualifications professionnelles, mais encore d'une participation équitable des nationaux des États membres.

8. Le Comité de direction et le personnel de la Banque ne sont responsables que devant cette dernière et exercent leurs fonctions en pleine indépendance.

ARTICLE 14

1. Un Comité, composé de trois membres nommés par le Conseil des gouverneurs en raison de leur compétence, vérifie chaque année la régularité des opérations et des livres de la Banque.

2. Il confirme que le bilan et le compte de profits et pertes sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

ARTICLE 15

La Banque communique avec chaque État membre par l'intermédiaire de l'autorité désignée par celui-ci. Dans l'exécution des opérations financières, elle a recours à la Banque d'émission de l'État membre intéressé ou à d'autres institutions financières agréées par celui-ci.

ARTICLE 16

1. La Banque coopère avec toutes les organisations internationales dont l'activité s'exerce en des domaines analogues aux siens.

2. La Banque recherche tous les contacts utiles en vue de coopérer avec les institutions bancaires et financières des pays auxquels elle étend ses opérations.

ARTICLE 17

A la requête d'un État membre ou de la Commission, ou d'office, le Conseil des gouverneurs interprète ou complète, dans les conditions dans lesquelles elles ont été arrêtées, les directives fixées par lui aux termes de l'article 9 des présents statuts.

ARTICLE 18

1. Dans le cadre du mandat défini à l'article 130 du Traité, la Banque accorde des crédits à ses membres ou à des entreprises privées ou publiques pour des projets d'investissement à réaliser sur les territoires européens des États membres, pour autant que des moyens provenant d'autres ressources ne sont pas disponibles à des conditions raisonnables.

Toutefois, par dérogation accordée à l'unanimité par le Conseil des gouverneurs, sur proposition du Conseil d'administration, la Banque peut octroyer des crédits pour des projets d'investissement à réaliser en tout ou en partie hors des territoires européens des États membres.

2. L'octroi de prêts est, autant que possible, subordonné à la mise en œuvre d'autres moyens de financement.

3. Lorsqu'un prêt est consenti à une entreprise ou à une collectivité autre qu'un État membre, la Banque subordonne l'octroi de ce prêt soit à une garantie de l'État membre sur le territoire duquel le projet sera réalisé, soit à d'autres garanties suffisantes.

4. La Banque peut garantir des emprunts contractés par des entreprises publiques ou privées ou par des collectivités pour la réalisation d'opérations prévues à l'article 130 du Traité.

5. L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne doit pas excéder 250 % du montant du capital souscrit.

6. La Banque se prémunit contre le risque de change en assortissant les contrats de prêts et de garanties des clauses qu'elle estime appropriées.

ARTICLE 19

1. Les taux d'intérêt pour les prêts à consentir par la Banque, ainsi que les commissions de garantie, doivent être adaptés aux conditions qui prévalent sur le marché des capitaux, et doivent être calculés de façon que les recettes qui en résultent permettent à la Banque de faire face à ses obligations, de couvrir ses frais et de constituer un fonds de réserve conformément à l'article 24.

2. La Banque n'accorde pas de réduction sur les taux d'intérêt. Dans le cas où, compte tenu du caractère spécifique du projet à financer, une réduction du taux d'intérêt paraît indiquée, l'État membre intéressé ou une tierce instance peut accorder des bonifications d'intérêt, dans la mesure où leur octroi est compatible avec les règles fixées à l'article 92 du Traité.

ARTICLE 20

Dans ses opérations de prêts et de garanties, la Banque doit observer les principes suivants :

1. Elle veille à ce que ses fonds soient utilisés de la façon la plus rationnelle dans l'intérêt de la Communauté.

Elle ne peut accorder des prêts ou garantir des emprunts que :

a) lorsque le service d'intérêt et d'amortissement est assuré par les bénéfices d'exploitation, dans le cas de projets mis en œuvre par des entreprises du secteur de la production, ou par un engagement souscrit par l'État dans lequel le projet est mis en œuvre, ou de toute autre manière, dans le cas d'autres projets

b) et lorsque l'exécution du projet contribue à l'accroissement de la productivité économique en général et favorise la réalisation du marché commun.

2. Elle ne doit acquérir aucune participation à des entreprises, ni assumer aucune responsabilité dans la gestion, à moins que la protection de ses droits ne l'exige pour garantir le recouvrement de sa créance.

3. Elle peut céder ses créances sur le marché des capitaux et, à cet effet, exiger de ses emprunteurs l'émission d'obligations ou d'autres titres.

4. Ni elle ni les États membres ne doivent imposer de conditions selon lesquelles les sommes prêtées doivent être dépensées à l'intérieur d'un État membre déterminé.

5. Elle peut subordonner l'octroi de prêts à l'organisation d'adjudications internationales.

6. Elle ne finance, en tout ou en partie, aucun projet auquel s'oppose l'État membre sur le territoire duquel ce projet doit être exécuté.

ARTICLE 21

1. Les demandes de prêt ou de garantie peuvent être adressées à la Banque soit par l'intermédiaire de la Commission, soit par l'intermédiaire de l'État membre sur le territoire duquel le projet sera réalisé. La Banque peut aussi être saisie directement d'une demande de prêt ou de garantie par une entreprise.

2. Lorsque les demandes sont adressées par l'intermédiaire de la Commission, elles sont soumises pour avis à l'État membre sur le territoire duquel le projet sera réalisé. Lorsqu'elles sont adressées par l'intermédiaire de l'État, elles sont soumises pour avis à la Commission. Lorsqu'elles émanent directement d'une entreprise, elles sont soumises à l'État membre intéressé et à la Commission.

Les États membres intéressés et la Commission doivent donner leur avis dans un délai de deux mois au maximum. A défaut de réponse dans ce délai, la Banque peut considérer que le projet en cause ne soulève pas d'objections.

3. Le Conseil d'administration statue sur les demandes de prêt ou de garantie qui lui sont soumises par le Comité de direction.

4. Le Comité de direction examine si les demandes de prêt ou de garantie qui lui sont soumises sont conformes aux dispositions des présents statuts, notamment à celles de l'article 20. Si le Comité de direction se prononce en faveur de l'octroi du prêt ou de la garantie, il doit soumettre le projet de contrat au Conseil d'administration; il peut subordonner son avis favorable aux conditions qu'il considère comme essentielles. Si le Comité de direction se prononce contre l'octroi du prêt ou de la garantie, il doit soumettre au Conseil d'administration les documents appropriés accompagnés de son avis.

5. En cas d'avis négatif du Comité de direction, le Conseil d'administration ne peut accorder le prêt ou la garantie en cause qu'à l'unanimité.

6. En cas d'avis négatif de la Commission, le Conseil d'administration ne peut accorder le prêt ou la garantie en cause qu'à l'unanimité, l'administrateur nommé sur désignation de la Commission s'abstenant de prendre part au vote.

7. En cas d'avis négatif du Comité de direction et de la Commission, le Conseil d'administration ne peut pas accorder le prêt ou la garantie en cause.

ARTICLE 22

1. La Banque emprunte sur les marchés internationaux des capitaux les ressources nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

2. La Banque peut emprunter sur le marché des capitaux d'un État membre, dans le cadre des dispositions légales s'appliquant aux émissions intérieures, ou, à défaut de telles dispositions dans un État membre, quand cet État membre et la Banque se sont concertés et se sont mis d'accord sur l'emprunt envisagé par celle-ci.

L'assentiment des instances compétentes de l'État membre ne peut être refusé que si des troubles graves dans le marché des capitaux de cet État sont à craindre.

ARTICLE 23

1. La Banque peut employer, dans les conditions suivantes, les disponibilités dont elle n'a pas immédiatement besoin pour faire face à ses obligations :

a) elle peut effectuer des placements sur les marchés monétaires,

b) sous réserve des dispositions de l'article 20 paragraphe 2, elle peut acheter ou vendre des titres émis soit par elle-même, soit par ses emprunteurs,

c) elle peut effectuer toute autre opération financière en rapport avec son objet.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 25, la Banque n'effectue, dans la gestion de ses placements, aucun arbitrage de devises qui ne soit directement nécessité par la réalisation de ses prêts ou par l'accomplissement des engagements qu'elle a contractés du fait des emprunts émis par elle ou des garanties octroyées par elle.

3. Dans les domaines visés par le présent article, la Banque agira en accord avec les autorités compétentes des États membres ou avec leur banque d'émission.

ARTICLE 24

1. Il sera constitué progressivement un fonds de réserve à concurrence de 10 % du capital souscrit. Si la situation des engagements de la Banque le justifie, le Conseil d'administration peut décider la constitution de réserves supplémentaires. Aussi longtemps que ce fonds de réserve n'aura pas été entièrement constitué, il y aura lieu de l'alimenter par :

a) les recettes d'intérêts provenant des prêts accordés par la Banque sur les sommes à verser par les États membres en vertu de l'article 5,

b) les recettes d'intérêts provenant des prêts accordés par la Banque sur les sommes constituées par le remboursement des prêts visés au a), pour autant que ces recettes d'intérêts ne sont pas nécessaires pour exécuter les obligations et pour couvrir les frais de la Banque.

2. Les ressources du fonds de réserve doivent être placées de façon à être à tout moment en état de répondre à l'objet de ce fonds.

ARTICLE 25

1. La Banque sera toujours autorisée à transférer dans l'une des monnaies des États membres les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un autre État membre pour réaliser les opérations financières conformes à son objet tel qu'il est défini à l'article 130 du Traité et compte tenu des dispositions de l'article 23 des présents statuts. La Banque évite dans la mesure du possible de procéder à de tels transferts, si elle détient des avoirs disponibles ou mobilisables dans la monnaie dont elle a besoin.

2. La Banque ne peut convertir en devises des pays tiers les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un des États membres, sans l'assentiment de cet État.

3. La Banque peut disposer librement de la fraction de son capital versé en or ou en devises convertibles, ainsi que des devises empruntées sur des marchés tiers.

4. Les États membres s'engagent à mettre à la disposition des débiteurs de la Banque les devises nécessaires au remboursement en capital et intérêt des prêts accordés ou garantis par la Banque pour des projets à réaliser sur leur territoire.

ARTICLE 26

Si un État membre méconnaît ses obligations de membre découlant des présents statuts, notamment l'obligation de verser sa quote-part ou ses prêts spéciaux ou d'assurer le service de ses emprunts, l'octroi de prêts ou de garanties à cet État membre ou à ses ressortissants peut être suspendu par décision du Conseil des gouverneurs statuant à la majorité qualifiée.

Cette décision ne libère pas l'État ni ses ressortissants de leurs obligations vis-à-vis de la Banque.

ARTICLE 27

1. Si le Conseil des gouverneurs décide de suspendre l'activité de la Banque, toutes les activités devront être arrêtées sans délai, à l'exception des opérations nécessaires pour assurer dûment l'utilisation, la protection et la conservation des biens, ainsi que le règlement des engagements.

2. En cas de liquidation, le Conseil des gouverneurs nomme les liquidateurs et leur donne des instructions pour effectuer la liquidation.

ARTICLE 28

1. La Banque jouit dans chacun des États membres de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales; elle peut notamment acquérir et aliéner des biens immobiliers ou mobiliers et ester en justice.

Les privilèges et immunités accordés à la Banque sont déterminés par le Protocole prévu à l'article 218 du Traité.

2. Les biens de la Banque sont exemptés de toute réquisition ou expropriation sous n'importe quelle forme.

ARTICLE 29

Les litiges entre la Banque d'une part, et d'autre part ses prêteurs, ses emprunteurs ou des tiers sont tranchés par les juridictions nationales compétentes, sous réserve des compétences attribuées à la Cour. de Justice.

La Banque doit élire domicile dans chacun des États membres. Toutefois, elle peut, dans un contrat, procéder à une élection spéciale de domicile ou prévoir une procédure d'arbitrage.

Les biens et avoirs de la Banque ne pourront être saisis ou soumis à exécution forcée que par décision de justice.

PROTOKOLL
ÜBER DIE SATZUNG DER EUROPÄISCHEN
INVESTITIONSBANK

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

IN DEM WUNSCH, die in Artikel 129 dieses Vertrags vorgesehene Satzung der Europäischen Investitionsbank festzulegen,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

ARTIKEL 1

Die durch Artikel 129 dieses Vertrags gegründete Europäische Investitionsbank, im folgenden als „Bank“ bezeichnet, wird entsprechend diesem Vertrag und dieser Satzung errichtet; sie übt ihre Aufgaben und ihre Tätigkeit nach Maßgabe dieser Übereinkünfte aus.

Der Sitz der Bank wird im gegenseitigen Einvernehmen der Regierungen der Mitgliedstaaten festgelegt.

ARTIKEL 2

Die Aufgabe der Bank ist in Artikel 130 dieses Vertrags bestimmt.

ARTIKEL 3

Nach Artikel 129 dieses Vertrags sind Mitglieder der Bank:

- das Königreich Belgien,
- die Bundesrepublik Deutschland,
- die Französische Republik,
- die Italienische Republik,
- das Großherzogtum Luxemburg,
- das Königreich der Niederlande.

ARTIKEL 4

1. Die Bank wird mit einem Kapital von einer Milliarde Rechnungseinheiten ausgestattet, das von den Mitgliedstaaten in folgender Höhe gezeichnet wird:

Deutschland	300	Millionen
Frankreich	300	Millionen
Italien	240	Millionen
Belgien	86,5	Millionen
Niederlande	71,5	Millionen
Luxemburg	2	Millionen

Der Wert der Rechnungseinheit beträgt 0,88867088 Gramm Feingold.

Die Mitgliedstaaten haften nur bis zur Höhe ihres Anteils am gezeichneten und nicht eingezahlten Kapital.

2. Bei Aufnahme eines neuen Mitglieds erhöht sich das gezeichnete Kapital entsprechend dem Beitrag des neuen Mitglieds.

3. Der Rat der Gouverneure kann einstimmig über eine Erhöhung des gezeichneten Kapitals entscheiden.

4. Der Anteil am gezeichneten Kapital kann weder abgetreten noch verpfändet noch gepfändet werden.

ARTIKEL 5

1. Die Mitgliedstaaten zahlen 25 v. H. des gezeichneten Kapitals in fünf gleichen Raten ein, und zwar jeweils binnen zwei, neun, sechzehn, dreiundzwanzig und dreißig Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrags.

Jede Einzahlung erfolgt zu einem Viertel in Gold oder einer frei konvertierbaren Währung und zu drei Vierteln in Landeswährung.

2. Der Verwaltungsrat kann die Zahlung der restlichen 75 v. H. des gezeichneten Kapitals verlangen, soweit dies erforderlich wird, um den Verpflichtungen der Bank gegenüber ihren Anleihegebern nachzukommen.

Die Zahlung erfolgt im Verhältnis zu den Anteilen der Mitgliedstaaten am gezeichneten Kapital und in den Währungen, deren die Bank zur Erfüllung dieser Verpflichtungen bedarf.

ARTIKEL 6

1. Der Rat der Gouverneure kann mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag des Verwaltungsrats entscheiden, daß die Mitgliedstaaten der Bank verzinsliche Sonderdarlehen gewähren, wenn und soweit die Bank diese zur Finanzierung bestimmter Vorhaben benötigt und der Verwaltungsrat nachweist, daß die Bank nicht in der Lage ist, die erforderlichen Mittel auf den Kapitalmärkten zu Bedingungen zu beschaffen, die der Art und dem Gegenstand der zu finanzierenden Vorhaben angemessen sind.
2. Die Sonderdarlehen dürfen erst mit Beginn des vierten Jahres nach Inkrafttreten dieses Vertrags angefordert werden. Sie dürfen insgesamt 400 Millionen Rechnungseinheiten und jährlich 100 Millionen Rechnungseinheiten nicht überschreiten.
3. Die Laufzeit der Sonderdarlehen wird nach der Laufzeit der Darlehen oder Bürgschaften festgesetzt, welche die Bank mittels dieser Sonderdarlehen zu gewähren beabsichtigt; sie darf 20 Jahre nicht überschreiten. Der Rat der Gouverneure kann mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag des Verwaltungsrats eine Entscheidung über die vorzeitige Rückzahlung der Sonderdarlehen erlassen.
4. Die Sonderdarlehen sind zu 4 v. H. jährlich verzinslich, es sei denn, daß durch eine Entscheidung des Rates der Gouverneure unter Berücksichtigung der Entwicklung und der Höhe der Zinssätze auf den Kapitalmärkten ein anderer Zinssatz bestimmt wird.
5. Die Sonderdarlehen werden von den Mitgliedstaaten nach dem Verhältnis ihrer Anteile am gezeichneten Kapital gewährt; sie werden binnen sechs Monaten nach Anforderung in Landeswährung eingezahlt.
6. Im Falle der Liquidation der Bank werden die Sonderdarlehen der Mitgliedstaaten erst nach Begleichung der übrigen Schulden der Bank zurückgezahlt.

ARTIKEL 7

1. Sinkt die Parität der Währung eines Mitgliedstaates gegenüber der in Artikel 4 bestimmten Rechnungseinheit, so gleicht dieser Staat den Betrag des von ihm in seiner Währung eingezahlten Kapitalanteils im Verhältnis zu der eingetretenen Änderung der Parität durch eine zusätzliche Zahlung an die Bank aus. Der Betrag, für den der Ausgleich vorgenommen wird, darf jedoch den Gesamtbetrag der von der Bank gewährten Darlehen und ihrer verfügbaren Bestände in der betreffenden Währung nicht überschreiten. Die Zahlung wird bin-

nen zwei Monaten oder, soweit sie Darlehen betrifft, zu deren Fälligkeitsterminen geleistet.

2. Steigt die Parität der Währung eines Mitgliedstaates gegenüber der in Artikel 4 bestimmten Rechnungseinheit, so gleicht die Bank den Betrag des von diesem Staat in seiner Währung eingezahlten Kapitalanteils im Verhältnis zu der eingetretenen Änderung der Parität durch eine Rückzahlung an diesen Staat aus. Der Betrag, für den der Ausgleich vorgenommen wird, darf jedoch den Gesamtbetrag der von der Bank gewährten Darlehen und ihrer verfügbaren Bestände in der betreffenden Währung nicht überschreiten. Die Zahlung wird binnen zwei Monaten oder, soweit sie Darlehen betrifft, zu deren Fälligkeitsterminen geleistet.

3. Die Parität der Währung eines Mitgliedstaates gegenüber der in Artikel 4 bestimmten Rechnungseinheit ist das Verhältnis zwischen dem Feingoldgehalt dieser Rechnungseinheit und dem Feingoldgehalt, welcher der dem Internationalen Währungsfonds angezeigten Parität dieser Währung entspricht. In Ermangelung einer solchen ergibt sich die Parität aus dem Wechselkurs der betreffenden Währung gegenüber einer in Gold bestimmten oder in Gold konvertierbaren Währung, den der Mitgliedstaat für laufende Zahlungen anwendet.

4. Wird eine Änderung der Parität aller Währungen der Mitgliedstaaten des Internationalen Währungsfonds oder der Mitglieder der Bank nach einem einheitlichen Verhältnissatz vorgenommen, so kann der Rat der Gouverneure entscheiden, daß die Absätze 1 und 2 keine Anwendung finden.

ARTIKEL 8

Die Bank wird von einem Rat der Gouverneure, einem Verwaltungsrat und einem Direktorium verwaltet und geleitet.

ARTIKEL 9

1. Der Rat der Gouverneure besteht aus den von den Mitgliedstaaten benannten Ministern.

2. Er erläßt die allgemeinen Richtlinien für die Kreditpolitik der Bank, insbesondere hinsichtlich der Ziele, die bei der schrittweisen Verwirklichung des Gemeinsamen Marktes jeweils anzustreben sind.

Er achtet auf die Durchführung dieser Richtlinien.

3. Er hat ferner folgende Befugnisse:

a) er entscheidet über die Erhöhung des gezeichneten Kapitals gemäß Artikel 4 Absatz 3;

b) er übt die in Artikel 6 in bezug auf die Sonderdarlehen vorgesehenen Befugnisse aus;

c) er übt die in den Artikeln 11 und 13 vorgesehenen Befugnisse für die Ernennung und Amtsenthebung der Mitglieder des Verwaltungsrats und des Direktoriums aus;

d) er erteilt die Ausnahmegenehmigung gemäß Artikel 18 Absatz 1;

e) er genehmigt den vom Verwaltungsrat ausgearbeiteten Jahresbericht;

f) er genehmigt die Jahresbilanz und die Ertragsrechnung;

g) er nimmt die in den Artikeln 7, 14, 17, 26 und 27 vorgesehenen Befugnisse und Obliegenheiten wahr;

h) er genehmigt die Geschäftsordnung der Bank.

4. Der Rat der Gouverneure ist im Rahmen dieses Vertrags und dieser Satzung befugt, einstimmig alle Entscheidungen über die Einstellung der Tätigkeit der Bank und ihre etwaige Liquidation zu treffen.

ARTIKEL 10

Soweit in dieser Satzung nicht etwas Gegenteiliges bestimmt ist, werden die Entscheidungen des Rates der Gouverneure mit der einfachen Mehrheit seiner Mitglieder gefaßt. Der Rat der Gouverneure stimmt nach den in Artikel 148 dieses Vertrags vorgesehenen Bestimmungen ab.

ARTIKEL 11

1. Der Verwaltungsrat hat die ausschließliche Entscheidungsbefugnis für die Gewährung von Darlehen und Bürgschaften sowie die Aufnahme von Anleihen; er setzt die Darlehens-Zinssätze und Bürgschaftsprovisionen fest; er sorgt für die ordnungsmäßige Verwaltung der Bank; er gewährleistet, daß die Führung der Geschäfte der Bank mit den Bestimmungen dieses Vertrags und dieser

Satzung sowie mit den allgemeinen Richtlinien des Rates der Gouverneure im Einklang steht.

Am Ende des Geschäftsjahres hat er dem Rat der Gouverneure einen Bericht vorzulegen und ihn, nachdem er genehmigt ist, zu veröffentlichen.

2. Der Verwaltungsrat besteht aus zwölf ordentlichen und zwölf stellvertretenden Mitgliedern.

Die ordentlichen Mitglieder werden nach Benennung durch die Mitgliedstaaten und die Kommission für fünf Jahre vom Rat der Gouverneure wie folgt bestellt:

3 ordentliche Mitglieder werden von der Bundesrepublik Deutschland benannt;

3 ordentliche Mitglieder werden von der Französischen Republik benannt;

3 ordentliche Mitglieder werden von der Italienischen Republik benannt;

2 ordentliche Mitglieder werden gemeinsam von den Beneluxländern benannt;

1 ordentliches Mitglied wird von der Kommission benannt.

Ihre Wiederbestellung ist zulässig.

Jedem ordentlichen Mitglied steht ein stellvertretendes Mitglied zur Seite, das nach denselben Bedingungen und Verfahrensregeln wie die ordentlichen Mitglieder bestellt wird.

Die stellvertretenden Mitglieder können an den Sitzungen des Verwaltungsrats teilnehmen; sie sind nicht stimmberechtigt, es sei denn, daß sie das ordentliche Mitglied vertreten, falls dieses verhindert ist.

Bei den Sitzungen des Verwaltungsrats führt der Präsident des Direktoriums oder bei seiner Verhinderung ein Vizepräsident den Vorsitz; der Vorsitzende nimmt an Abstimmungen nicht teil.

Zu Mitgliedern des Verwaltungsrats werden Persönlichkeiten bestellt, die jede Gewähr für Unabhängigkeit und Befähigung bieten. Sie sind nur der Bank verantwortlich.

3. Ein ordentliches Mitglied kann nur dann seines Amtes enthoben werden, wenn es die für die Wahrnehmung seiner Aufgaben erforderlichen Voraussetzungen nicht mehr erfüllt; in diesem Falle kann der Rat der Gouverneure mit qualifizierter Mehrheit seine Amtsenthebung verfügen.

Wird ein Jahresbericht nicht genehmigt, so hat dies den Rücktritt des Verwaltungsrats zur Folge.

4. Sitze, die durch Todesfall, freiwilligen Rücktritt, Amtsenthebung oder Gesamtrücktritt frei werden, sind nach Maßgabe des Absatzes 2 neu zu besetzen. Außer den allgemeinen Neubestellungen sind frei werdende Sitze für die verbleibende Amtszeit neu zu besetzen.

5. Der Rat der Gouverneure bestimmt die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats. Er stellt einstimmig fest, welche Tätigkeiten mit dem Amt eines ordentlichen oder stellvertretenden Mitglieds unvereinbar sind.

ARTIKEL 12

1. Jedes ordentliche Mitglied verfügt im Verwaltungsrat über eine Stimme.

2. Soweit in dieser Satzung nicht etwas Gegenteiliges bestimmt ist, werden die Entscheidungen des Verwaltungsrats mit der einfachen Mehrheit seiner stimmberechtigten Mitglieder getroffen. Für die qualifizierte Mehrheit sind acht Stimmen erforderlich. Die Geschäftsordnung der Bank bestimmt die Anzahl der Mitglieder, deren Anwesenheit für die Beschlußfähigkeit des Verwaltungsrats erforderlich ist.

ARTIKEL 13

1. Das Direktorium besteht aus einem Präsidenten und zwei Vizepräsidenten, die vom Rat der Gouverneure auf Vorschlag des Verwaltungsrats für sechs Jahre bestellt werden. Ihre Wiederbestellung ist zulässig.

2. Der Rat der Gouverneure kann mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag des Verwaltungsrats, der mit qualifizierter Mehrheit beschließt, die Amtsenthebung der Mitglieder des Direktoriums anordnen.

3. Das Direktorium nimmt unter der Aufsicht des Präsidenten und der Kontrolle des Verwaltungsrats die laufenden Geschäfte der Bank wahr.

Es bereitet die Entscheidungen des Verwaltungsrats vor, insbesondere hinsichtlich der Aufnahme von Anleihen sowie der Gewährung von Darlehen und Bürgschaften; es sorgt für die Durchführung dieser Entscheidungen.

4. Die Stellungnahmen des Direktoriums zu beantragten Darlehen und Bürgschaften sowie zu geplanten Anleihen werden mit Mehrheit beschlossen.

5. Der Rat der Gouverneure setzt die Vergütung der Mitglieder des Direktoriums fest und bestimmt, welche Tätigkeiten mit ihrem Amt unvereinbar sind.

6. Die Bank wird gerichtlich und außergerichtlich vom Präsidenten oder bei seiner Verhinderung von einem Vizepräsidenten vertreten.

7. Der Präsident ist der Vorgesetzte der Bediensteten der Bank. Er stellt sie ein und entläßt sie. Bei der Auswahl des Personals ist nicht nur die persönliche Eignung und die berufliche Befähigung zu berücksichtigen, sondern auch auf eine angemessene Beteiligung von Staatsangehörigen der einzelnen Mitgliedstaaten zu achten.

8. Das Direktorium und das Personal der Bank sind nur dieser verantwortlich und üben ihre Ämter unabhängig aus.

ARTIKEL 14

1. Ein Ausschuß, der aus drei vom Rat der Gouverneure auf Grund ihrer Befähigung ernannten Mitgliedern besteht, prüft jährlich die Ordnungsmäßigkeit der Geschäfte und der Bücher der Bank.

2. Er stellt fest, ob die Bilanz und die Ertragsrechnung den Geschäftsbüchern entsprechen und auf der Aktiv- und Passivseite die Geschäftslage der Bank richtig wiedergeben.

ARTIKEL 15

Die Bank verkehrt mit jedem Mitgliedstaat über die von diesem bezeichnete Behörde. Bei der Durchführung ihrer Finanzgeschäfte nimmt sie die Notenbank des betreffenden Mitgliedstaates oder andere von diesem genehmigte Finanzinstitute in Anspruch.

ARTIKEL 16

1. Die Bank arbeitet mit allen in ähnlichen Bereichen tätigen internationalen Organisationen zusammen.

2. Die Bank nimmt zu den Bank- und Finanzinstituten der Länder, auf die sie ihre Geschäftstätigkeit erstreckt, alle der Zusammenarbeit dienlichen Beziehungen auf.

ARTIKEL 17

Auf Ersuchen eines Mitgliedstaates oder der Kommission oder von Amts wegen nimmt der Rat der Gouverneure die Auslegung oder Ergänzung seiner nach Artikel 9 dieser Satzung erlassenen Richtlinien gemäß den für ihren Erlaß maßgebenden Bestimmungen vor.

ARTIKEL 18

1. Im Rahmen der ihr in Artikel 130 dieses Vertrags gestellten Aufgabe gewährt die Bank ihren Mitgliedern oder privaten oder öffentlichen Unternehmen Darlehen für Investitionsvorhaben, die in den europäischen Hoheitsgebieten der Mitgliedstaaten durchzuführen sind, soweit Mittel aus anderen Quellen zu angemessenen Bedingungen nicht zur Verfügung stehen.

Die Bank kann auf Vorschlag des Verwaltungsrats durch eine vom Rat der Gouverneure einstimmig erteilte Ausnahmegenehmigung auch Darlehen für Investitionsvorhaben gewähren, die ganz oder teilweise außerhalb der europäischen Hoheitsgebiete der Mitgliedstaaten durchzuführen sind.

2. Die Gewährung von Darlehen wird soweit wie möglich von dem Einsatz auch anderer Finanzierungsmittel abhängig gemacht.

3. Wird einem Unternehmen oder einer Körperschaft — mit Ausnahme der Mitgliedstaaten — ein Darlehen gewährt, so macht die Bank dies entweder von einer Bürgschaft des Mitgliedstaates, in dessen Hoheitsgebiet das Vorhaben verwirklicht wird, oder von anderen ausreichenden Bürgschaften abhängig.

4. Die Bank kann Bürgschaften für Anleihen übernehmen, die von öffentlichen oder privaten Unternehmen oder von Körperschaften für die Durchführung der in Artikel 130 dieses Vertrags bezeichneten Vorhaben aufgenommen werden.

5. Die jeweils ausstehenden Darlehen und Bürgschaften der Bank dürfen insgesamt 250 v.H. des gezeichneten Kapitals nicht überschreiten.

6. Die Bank sichert sich gegen das Wechselrisiko, indem sie die Darlehens- und Bürgschaftsverträge mit den ihres Erachtens geeigneten Klauseln versieht.

ARTIKEL 19

1. Die Darlehenszinssätze und Bürgschaftsprovisionen der Bank werden den jeweiligen Bedingungen des Kapitalmarktes angepaßt und so bemessen, daß die Bank aus den Erträgen ihre Verpflichtungen erfüllen, ihre Kosten decken und gemäß Artikel 24 einen Reservefonds bilden kann.

2. Die Bank gewährt keine Zinsermäßigungen. Läßt die Eigenart des zu finanzierenden Vorhabens eine Zinsermäßigung angezeigt erscheinen, so kann der betreffende Mitgliedstaat oder eine dritte Stelle Zinsvergütungen gewähren, soweit die Gewährung mit Artikel 92 dieses Vertrags vereinbar ist.

ARTIKEL 20

Bei ihren Darlehens- und Bürgschaftsgeschäften beachtet die Bank folgende Grundsätze:

1. Sie achtet auf die wirtschaftlich zweckmäßigste Verwendung ihrer Mittel im Interesse der Gemeinschaft.

Sie darf nur dann Darlehen gewähren oder Bürgschaft leisten,

a) wenn der Zinsen- und Tilgungsdienst bei Vorhaben von Produktionsunternehmen aus deren Erträgen, und bei sonstigen Vorhaben durch eine entsprechende Verpflichtung des Staates, in dem das Vorhaben durchgeführt wird, oder auf andere Weise sichergestellt ist und

b) wenn die Durchführung des Vorhabens zu einer Steigerung der volkswirtschaftlichen Produktivität im allgemeinen beiträgt und die Verwirklichung des Gemeinsamen Marktes fördert.

2. Sie darf weder Beteiligungen an Unternehmen erwerben noch Verantwortung bei deren Geschäftsführung übernehmen, es sei denn, daß dies für die Wahrnehmung ihrer Rechte erforderlich ist, um die Rückzahlung der von ihr ausgeliehenen Mittel zu sichern.

3. Sie kann ihre Forderungen auf dem Kapitalmarkt abtreten und von ihren Darlehensnehmern die Ausgabe von Schuldverschreibungen oder anderen Wertpapieren verlangen.

4. Weder die Bank noch die Mitgliedstaaten dürfen Bedingungen vorschreiben, nach denen Beträge aus ihren Darlehen in einem bestimmten Mitgliedstaat ausgegeben werden müssen.

5. Sie kann die Gewährung von Darlehen davon abhängig machen, daß internationale Ausschreibungen stattfinden.

6. Sie darf ein Vorhaben weder finanzieren noch zu seiner Finanzierung beitragen, wenn der Mitgliedstaat, in dessen Hoheitsgebiet es durchgeführt werden soll, Einspruch erhebt.

ARTIKEL 21

1. Darlehens- und Bürgschaftsanträge können der Bank entweder über die Kommission oder über denjenigen Mitgliedstaat zugeleitet werden, in dessen Hoheitsgebiet das Vorhaben durchgeführt wird. Darlehens- und Bürgschaftsanträge können von Unternehmen auch unmittelbar bei der Bank eingereicht werden.

2. Werden der Bank Anträge über die Kommission zugeleitet, so sind sie dem Mitgliedstaat, in dessen Hoheitsgebiet das Vorhaben durchgeführt wird, zur Stellungnahme vorzulegen. Werden sie der Bank über einen Staat zugeleitet, so sind sie der Kommission zur Stellungnahme vorzulegen. Werden sie von einem Unternehmen unmittelbar eingereicht, so sind sie dem betreffenden Mitgliedstaat und der Kommission vorzulegen.

Die betreffenden Mitgliedstaaten und die Kommission haben eine Frist von zwei Monaten zur Abgabe ihrer Stellungnahme. Ist diese Frist verstrichen, so kann die Bank das betreffende Vorhaben als genehmigt betrachten.

3. Der Verwaltungsrat beschließt über die ihm vom Direktorium vorgelegten Darlehens- und Bürgschaftsanträge.

4. Das Direktorium prüft, ob die ihm vorgelegten Darlehens- und Bürgschaftsanträge den Bestimmungen dieser Satzung, insbesondere des Artikels 20, entsprechen. Spricht sich das Direktorium für die Gewährung des Darlehens oder der Bürgschaft aus, so legt es den Vertragsentwurf dem Verwaltungsrat vor; es kann seine positive Stellungnahme von Voraussetzungen abhängig machen, die es als wesentlich erachtet. Spricht sich das Direktorium gegen die Gewährung des Darlehens oder der Bürgschaft aus, so unterbreitet es die Unterlagen mit seiner Stellungnahme dem Verwaltungsrat.

5. Bei einer negativen Stellungnahme des Direktoriums kann der Verwaltungsrat das Darlehen oder die Bürgschaft nur einstimmig gewähren.

6. Bei einer negativen Stellungnahme der Kommission kann der Verwaltungsrat das Darlehen oder die Bürgschaft nur einstimmig gewähren; bei dieser Abstimmung enthält sich das von der Kommission benannte Mitglied des Verwaltungsrats der Stimme.

7. Bei einer negativen Stellungnahme des Direktoriums und der Kommission darf der Verwaltungsrat das Darlehen oder die Bürgschaft nicht gewähren.

ARTIKEL 22

1. Die Bank nimmt die zur Durchführung ihrer Aufgaben erforderlichen Anleihen auf den internationalen Kapitalmärkten auf.

2. Die Bank kann auf dem Kapitalmarkt eines Mitgliedstaates Anleihen entweder nach den dort für Inlandsemissionen geltenden Rechtsvorschriften oder, in Ermangelung solcher Vorschriften, auf Grund einer entsprechenden Fühlungnahme und Vereinbarung mit dem betreffenden Staat aufnehmen.

Die zuständigen Stellen des Mitgliedstaates können ihre Zustimmung nur dann versagen, wenn auf dem Kapitalmarkt dieses Staates ernstliche Störungen zu befürchten sind.

ARTIKEL 23

1. Die Bank kann die verfügbaren Mittel, die sie nicht unmittelbar zur Erfüllung ihrer Verpflichtungen benötigt, in folgender Weise verwenden:

a) sie kann Anlagen auf den Geldmärkten vornehmen;

b) vorbehaltlich des Artikels 20 Absatz 2 kann sie die von ihr selbst oder ihren Darlehensnehmern ausgegebenen Wertpapiere kaufen oder verkaufen;

c) sie kann alle sonstigen in ihren Aufgabenbereich fallenden Finanzgeschäfte vornehmen.

2. Unbeschadet des Artikels 25 befaßt sich die Bank bei der Handhabung ihrer Anlagen nur mit solchen Devisenarbitragen, die für die Durchführung ihrer Darlehensverträge oder die Erfüllung ihrer Verpflichtungen aus den von ihr aufgenommenen Anleihen oder gewährten Bürgschaften unmittelbar erforderlich sind.

3. Auf den in diesem Artikel genannten Gebieten handelt die Bank im Einvernehmen mit den zuständigen Behörden oder der Notenbank des betreffenden Mitgliedstaates.

ARTIKEL 24

1. Es wird schrittweise ein Reservefonds bis zum Höchstbetrag von 10 v. H. des gezeichneten Kapitals gebildet. Der Verwaltungsrat kann die Bildung zusätzlicher Rücklagen beschließen, wenn die Verbindlichkeiten der Bank es rechtfertigen. Solange der Reservefonds noch nicht in voller Höhe gebildet ist, sind an ihn abzuführen:

a) die Zinserträge der Darlehen, welche die Bank aus den nach Artikel 5 von den Mitgliedstaaten einzuzahlenden Beträgen gewährt hat,

b) die Zinserträge der Darlehen, welche die Bank aus den Rückzahlungen der unter Buchstabe *a* bezeichneten Darlehen gewährt hat,

soweit diese Zinserträge nicht zur Erfüllung der Verpflichtungen und zur Deckung der Kosten der Bank benötigt werden.

2. Die Mittel des Reservefonds sind so anzulegen, daß sie jederzeit entsprechend dem Zweck des Fonds eingesetzt werden können.

ARTIKEL 25

1. Die Bank ist jederzeit ermächtigt, ihre Guthaben in der Währung eines Mitgliedstaates in die Währung eines anderen Mitgliedstaates zu transferieren, um die Geschäfte durchzuführen, die der ihr in Artikel 130 dieses Vertrags und in Artikel 23 dieser Satzung gestellten Aufgabe entsprechen. Besitzt die Bank flüssige oder verfügbare Mittel in der von ihr benötigten Währung, so vermeidet sie, soweit möglich, derartige Transferierungen.

2. Die Bank kann ihre Guthaben in der Währung eines Mitgliedstaates nur mit dessen Zustimmung in die Währung dritter Länder konvertieren.

3. Die Bank kann über die in Gold oder in konvertierbarer Währung eingezahlten Kapitalbeträge sowie über die auf dritten Märkten aufgenommenen Devisen frei verfügen.

4. Die Mitgliedstaaten verpflichten sich, den Schuldnern der Bank die erforderlichen Devisenbeträge zur Rückzahlung von Kapital sowie zur Zahlung von Zinsen für Darlehen und Provisionen für Bürgschaften zur Verfügung zu stellen, welche die Bank für die Durchführung von Vorhaben im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten gewährt hat.

ARTIKEL 26

Kommt ein Mitgliedstaat seinen Mitgliedspflichten aus dieser Satzung, insbesondere der Pflicht zur Einzahlung seines Anteils oder seiner Sonderdarlehen oder zur Bedienung in Anspruch genommener Darlehen nicht nach, so kann die Gewährung von Darlehen oder Bürgschaften an diesen Staat oder seine Angehörigen durch eine mit qualifizierter Mehrheit gefaßte Entscheidung des Rates der Gouverneure ausgesetzt werden.

Diese Entscheidung befreit den Mitgliedstaat oder seine Angehörigen nicht von ihren Verpflichtungen gegenüber der Bank.

ARTIKEL 27

1. Entscheidet der Rat der Gouverneure, daß die Tätigkeit der Bank einzustellen ist, so wird der gesamte Geschäftsbetrieb unverzüglich beendet; ausgenommen sind lediglich Amtshandlungen, die zur ordnungsmäßigen Verwertung, Sicherstellung und Erhaltung der Vermögenswerte sowie zur Regelung der Verbindlichkeiten notwendig sind.

2. Im Falle der Liquidation bestellt der Rat der Gouverneure die Liquidatoren und erteilt ihnen Weisungen zur Durchführung der Liquidation.

ARTIKEL 28

1. Die Bank besitzt in jedem Mitgliedstaat die weitestgehende Rechts- und Geschäftsfähigkeit, die juristischen Personen nach dessen Rechtsvorschriften zuerkannt wird; sie kann insbesondere bewegliches und unbewegliches Vermögen erwerben und veräußern sowie vor Gericht stehen.

Die Vorrechte und Befreiungen der Bank werden in dem Protokoll festgelegt, das in Artikel 218 dieses Vertrages vorgesehen ist.

2. Das Vermögen der Bank kann in keiner Form beschlagnahmt oder enteignet werden.

ARTIKEL 29

Über Rechtsstreitigkeiten zwischen der Bank einerseits und ihren Gläubigern, Kreditnehmern oder dritten Personen andererseits entscheiden die zuständigen Gerichte der einzelnen Staaten vorbehaltlich der Zuständigkeiten, die dem Gerichtshof zuerkannt sind.

Die Bank begründet in jedem Mitgliedstaat einen Gerichtsstand der Niederlassung. Sie kann in Verträgen einen besonderen Gerichtsstand bestimmen oder ein Schiedsverfahren vorsehen.

Das Vermögen und die Guthaben der Bank können nur auf gerichtliche Anordnung beschlagnahmt oder der Zwangsvollstreckung unterworfen werden.

PROTOCOLLO
SULLO STATUTO DELLA BANCA EUROPEA
PER GLI INVESTIMENTI

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO stabilire lo statuto della Banca europea per gli investimenti, contemplato dall'articolo 129 del Trattato,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato stesso:

ARTICOLO 1

La Banca europea per gli investimenti istituita dall'articolo 129 del Trattato, in seguito denominata la « Banca », è costituita ed esercita le proprie funzioni e la sua attività conformemente alle disposizioni del Trattato e del presente statuto.

La sede della Banca è fissata di comune accordo dai governi degli Stati membri.

ARTICOLO 2

I compiti della Banca sono definiti dall'articolo 130 del Trattato.

ARTICOLO 3

Conformemente all'articolo 129 del Trattato, i membri della Banca sono:

- il Regno del Belgio;
- la Repubblica federale di Germania;
- la Repubblica francese;
- la Repubblica italiana;
- il Granducato del Lussemburgo;
- il Regno dei Paesi Bassi.

ARTICOLO 4

1. Il capitale della Banca è di un miliardo di unità di conto; le quote sottoscritte rispettivamente dagli Stati membri, sono le seguenti:

Germania	300	milioni
Francia	300	milioni
Italia	240	milioni
Belgio	86,5	milioni
Paesi Bassi ...	71,5	milioni
Lussemburgo ..	2	milioni

Il valore delle unità di conto corrisponde a 0,888 670 88 grammi d'oro fino.

Gli Stati membri sono responsabili soltanto fino a concorrenza dell'ammontare della loro quota di capitale sottoscritto e non versato.

2. L'ammissione di un nuovo membro determina un aumento del capitale sottoscritto pari al conferimento del nuovo membro.

3. Il Consiglio dei governatori, deliberando all'unanimità, può decidere un aumento del capitale sottoscritto.

4. La quota di capitale sottoscritta non è cedibile, non può essere costituita in garanzia nè è sequestrabile.

ARTICOLO 5

1. Gli Stati membri versano il 25 % del capitale sottoscritto in cinque rate uguali, che maturano rispettivamente al più tardi due mesi, nove mesi, sedici mesi, ventitrè mesi e trenta mesi dall'entrata in vigore del Trattato.

Ogni versamento è effettuato per un quarto in oro o moneta liberamente convertibile e per tre quarti in moneta nazionale.

2. Il Consiglio di amministrazione può esigere il versamento del rimanente 75 % del capitale sottoscritto, semprechè tale versamento sia necessario per far fronte alle obbligazioni della Banca nei confronti dei suoi mutuantanti.

Il versamento è effettuato da ciascuno Stato membro proporzionalmente alla sua quota di capitale sottoscritto e nelle monete di cui la Banca necessita per far fronte a tali obbligazioni.

ARTICOLO 6

1. Su proposta del Consiglio di amministrazione, il Consiglio dei governatori può decidere a maggioranza qualificata che gli Stati membri accordino alla Banca prestiti speciali fruttiferi, nel caso e nella misura in cui la Banca necessiti di un prestito di tal genere per il finanziamento di determinati progetti e il Consiglio di amministrazione dimostri che la Banca non è in grado di procurarsi sul mercato dei capitali i fondi necessari a condizioni convenienti, avuto riguardo alla natura e allo scopo dei progetti da finanziare.
2. I prestiti speciali possono essere richiesti soltanto a decorrere dall'inizio del quarto anno successivo all'entrata in vigore del Trattato. I prestiti non debbono superare un totale di 400 milioni di unità di conto, nè 100 milioni di unità di conto per anno.
3. La durata dei prestiti speciali sarà fissata in funzione della durata dei crediti o garanzie che la Banca si propone di concedere mediante tali prestiti; tale durata non deve essere superiore a 20 anni. Il Consiglio dei governatori, deliberando a maggioranza qualificata su proposta del Consiglio di amministrazione, può decidere il rimborso anticipato dei prestiti speciali.
4. Il saggio d'interesse dei prestiti speciali sarà del 4 % annuo, salvo che il Consiglio dei governatori, avuto riguardo all'evoluzione e al livello del saggio d'interesse sul mercato dei capitali, non decida di fissare un saggio diverso.
5. I prestiti speciali devono essere accordati dagli Stati membri proporzionalmente al capitale sottoscritto; i versamenti saranno effettuati in moneta nazionale durante i sei mesi successivi al richiamo.
6. In caso di liquidazione della Banca, i prestiti speciali degli Stati membri sono rimborsati soltanto dopo l'estinzione degli altri debiti della Banca.

ARTICOLO 7

1. Qualora la parità della moneta di uno Stato membro subisca un ribasso rispetto all'unità di conto di cui all'articolo 4, l'ammontare della quota di capitale versata da tale Stato nella sua moneta nazionale sarà adeguato proporzionalmente alla modificazione intervenuta nella parità, mediante un versamento complementare effettuato da tale Stato a credito della Banca. Tuttavia, l'ammontare sul quale è effettuato l'adeguamento non può eccedere l'ammontare totale dei prestiti concessi dalla Banca e iscritti nella moneta in que-

stione e degli averi della Banca nella moneta stessa. Il versamento deve essere effettuato entro due mesi oppure, nella misura in cui corrisponde a prestiti, alle scadenze di questi.

2. Qualora la parità della moneta di uno Stato membro subisca un aumento rispetto all'unità di conto definita dall'articolo 4, l'ammontare della quota di capitale versata da tale Stato nella sua moneta nazionale sarà adeguato proporzionalmente alla modificazione intervenuta nella parità mediante un rimborso effettuato dalla Banca a favore di tale Stato. Tuttavia, l'ammontare sul quale è effettuato l'adeguamento non può eccedere l'ammontare totale dei prestiti concessi dalla Banca e iscritti nella moneta in questione e degli averi della Banca nella moneta stessa. Il versamento deve essere effettuato entro due mesi oppure, nella misura in cui corrisponde a prestiti, alle scadenze di questi.

3. La parità della moneta di uno Stato membro rispetto all'unità di conto definita all'articolo 4 è stabilita in base al rapporto fra il peso di oro fino contenuto in tale unità di conto ed il peso di oro fino corrispondente alla parità di tale moneta dichiarata al Fondo Monetario Internazionale. In mancanza, tale parità sarà determinata in base al tasso di cambio rispetto a una moneta definita o convertibile in oro, applicato dallo Stato membro per i pagamenti ordinari.

4. Il Consiglio dei governatori può decidere che non saranno applicate le norme stabilite dai paragrafi 1 e 2 del presente articolo qualora si proceda a una modificazione uniformemente proporzionale al rapporto di parità di tutte le monete dei paesi membri del Fondo Monetario Internazionale o dei membri della Banca.

ARTICOLO 8

La Banca è amministrata e gestita da un Consiglio dei governatori, un Consiglio di amministrazione e un Comitato direttivo.

ARTICOLO 9

1. Il Consiglio dei governatori è composto dei ministri designati dagli Stati membri.

2. Il Consiglio dei governatori fissa le direttive generali relative alla politica creditizia della Banca, massime per quanto riguarda gli obiettivi ai quali ci si dovrà ispirare a misura che progredisce l'attuazione del mercato comune.

Il Consiglio dei governatori vigila sull'esecuzione di tali direttive.

3. Inoltre, il Consiglio dei governatori:

a) decide dell'aumento del capitale sottoscritto, conformemente all'articolo 4, paragrafo 3,

b) esercita i poteri previsti dall'articolo 6 in merito ai prestiti speciali,

c) esercita i poteri previsti dagli articoli 11 e 13 per la nomina e le dimissioni d'ufficio dei membri del Consiglio di amministrazione e del Comitato direttivo,

d) concede la deroga di cui all'articolo 18, paragrafo 1,

e) approva la relazione annuale redatta dal Consiglio di amministrazione,

f) approva il bilancio annuo nonchè il conto profitti e perdite,

g) esercita i poteri e le attribuzioni previsti dagli articoli 7, 14, 17, 26 e 27,

h) approva il regolamento interno della Banca.

4. Il Consiglio dei governatori è competente a prendere, all'unanimità, nell'ambito del trattato e del presente statuto tutte le decisioni relative alla sospensione dell'attività della Banca e alla sua eventuale liquidazione.

ARTICOLO 10

Salvo contraria disposizione del presente statuto, le decisioni del Consiglio dei governatori sono prese a maggioranza dei membri che lo compongono. Le votazioni del Consiglio dei governatori sono regolate dalle disposizioni dell'articolo 148 del Trattato.

ARTICOLO 11

1. Il Consiglio di amministrazione ha competenza esclusiva per decidere della concessione di crediti e di garanzie e per la conclusione di prestiti; fissa il saggio d'interesse per i prestiti nonchè le commissioni di garanzia; controlla

la sana amministrazione della Banca; assicura la conformità della gestione della Banca con le disposizioni del Trattato e dello statuto e con le direttive generali stabilite dal Consiglio dei governatori.

Alla chiusura dell'esercizio, il Consiglio di amministrazione è tenuto a sottoporre al Consiglio dei governatori una relazione ed a pubblicarla dopo l'approvazione.

2. Il Consiglio di amministrazione è composto di 12 amministratori e di 12 sostituti.

Gli amministratori sono nominati per un periodo di cinque anni dal Consiglio dei governatori, su rispettiva designazione degli Stati membri e della Commissione, in ragione di:

- 3 amministratori designati dalla Repubblica federale di Germania;
- 3 amministratori designati dalla Repubblica francese;
- 3 amministratori designati dalla Repubblica italiana;
- 2 amministratori designati di comune accordo dai paesi del Benelux;
- 1 amministratore designato dalla Commissione.

Il loro mandato è rinnovabile.

Ogni amministratore è assistito da un sostituto nominato alle stesse condizioni e secondo le stesse procedure degli amministratori.

I sostituti possono partecipare alle sedute del Consiglio d'amministrazione; non hanno diritto di voto, salvo quando sostituiscono il titolare in caso d'impedimento di questi.

Il presidente, o in sua assenza uno dei vicepresidenti del Comitato direttivo, presiede le sedute del Consiglio d'amministrazione senza partecipare alle votazioni.

I membri del Consiglio d'amministrazione sono scelti tra personalità che offrano ogni garanzia di indipendenza e di competenza; essi sono responsabili soltanto nei confronti della Banca.

3. Soltanto nel caso che un amministratore non risponda più ai requisiti necessari all'esercizio delle sue funzioni, il Consiglio dei governatori, deliberando a maggioranza qualificata, potrà dichiararlo dimissionario d'ufficio.

La mancata approvazione della relazione annuale provoca le dimissioni del Consiglio d'amministrazione.

4. In caso di vacanza, a seguito di decesso oppure di dimissioni volontarie, d'ufficio o collettive, si provvede alla sostituzione secondo le norme di cui al paragrafo 2. Salvo nei casi di rinnovamento generale, i membri sono sostituiti per la restante durata del mandato.

5. Il Consiglio dei governatori stabilisce la retribuzione dei membri del Consiglio d'amministrazione. Esso definisce all'unanimità le eventuali incompatibilità con le funzioni di amministratore e di sostituto.

ARTICOLO 12

1. Ogni amministratore dispone di un voto nel Consiglio d'amministrazione.

2. Salvo contraria disposizione del presente statuto, le decisioni del Consiglio d'amministrazione sono prese a maggioranza semplice dei membri del Consiglio aventi voto deliberativo. La maggioranza qualificata richiede otto voti. Il regolamento interno della Banca fissa il numero legale necessario per la validità delle deliberazioni del Consiglio d'amministrazione.

ARTICOLO 13

1. Il Comitato direttivo è composto di un presidente e di due vicepresidenti nominati per un periodo di sei anni dal Consiglio dei governatori, su proposta del Consiglio d'amministrazione. Il loro mandato è rinnovabile.

2. Su proposta del Consiglio d'amministrazione, che abbia deliberato a maggioranza qualificata, il Consiglio dei governatori, deliberando a sua volta a maggioranza qualificata, può dichiarare dimissionari d'ufficio i membri del Comitato direttivo.

3. Il Comitato direttivo provvede alla gestione degli affari d'ordinaria amministrazione della Banca, sotto l'autorità del presidente e sotto il controllo del Consiglio d'amministrazione.

Esso prepara le decisioni del Consiglio d'amministrazione, in particolare per la conclusione di prestiti e la concessione di crediti e garanzie; assicura l'esecuzione di tali decisioni.

4. Il Comitato direttivo formula a maggioranza i suoi pareri circa i progetti di concessione di crediti e di garanzie e i progetti di emissione di prestiti.
5. Il Consiglio dei governatori fissa la retribuzione dei membri del Comitato direttivo e definisce le incompatibilità con le loro funzioni.
6. Il presidente o, in caso di impedimento, uno dei vicepresidenti, rappresenta la Banca in sede giudiziaria o extra giudiziaria.
7. I funzionari e gli impiegati della Banca sono posti sotto l'autorità del presidente. Essi sono da lui assunti e licenziati. Nella scelta del personale, si deve tener conto non solo delle attitudini personali e delle qualificazioni professionali, ma anche di una equa partecipazione dei cittadini degli Stati membri.
8. Il Comitato direttivo e il personale della Banca sono responsabili soltanto nei confronti di quest'ultima ed esercitano le loro funzioni in piena indipendenza.

ARTICOLO 14

1. Un Comitato, composto di tre membri nominati dal Consiglio dei governatori, in ragione della loro competenza, verifica ogni anno la regolarità delle operazioni e dei libri della Banca.
2. Tale Comitato conferma che il bilancio ed il conto profitti e perdite sono conformi alle scritture contabili e rispecchiano esattamente la situazione della Banca sia all'attivo che al passivo.

ARTICOLO 15

La Banca comunica con i singoli Stati membri per il tramite dell'autorità da essi designata. Nell'esecuzione delle operazioni finanziarie essa ricorre alla banca d'emissione dello Stato membro interessato oppure ad altri istituti finanziari da quest'ultimo autorizzati.

ARTICOLO 16

1. La Banca coopera con tutte le organizzazioni internazionali, il cui campo di attività copra settori analoghi ai suoi.

2. La Banca ricerca ogni utile contatto per cooperare con gli istituti bancari e finanziari dei paesi ai quali estende le proprie operazioni.

ARTICOLO 17

A richiesta di uno Stato membro o della Commissione, ovvero d'ufficio, il Consiglio dei governatori interpreta o perfeziona, alle condizioni nelle quali sono state stabilite, le direttive da esso fissate ai sensi dell'articolo 9 del presente statuto.

ARTICOLO 18

1. Nell'ambito del mandato definito dall'articolo 130 del Trattato, la Banca concede crediti ai suoi membri oppure a imprese private o pubbliche per progetti d'investimenti da attuare nei territori europei degli Stati membri, semprechè non siano disponibili, a condizioni ragionevoli, mezzi provenienti da altre fonti.

Tuttavia, per deroga concessa all'unanimità dal Consiglio dei governatori, su proposta del Consiglio d'amministrazione, la Banca può concedere crediti per progetti di investimenti da attuarsi in tutto o in parte al di fuori dei territori europei degli Stati membri.

2. La concessione di crediti è subordinata, per quanto possibile, al ricorso ad altri mezzi di finanziamento.

3. Quando un prestito è accordato a una impresa o ad una collettività che non sia uno Stato membro, la Banca subordina la concessione di tale credito ad una garanzia dello Stato membro sul territorio del quale sarà attuato il progetto, oppure ad altre garanzie sufficienti.

4. La Banca può garantire prestiti contratti da imprese pubbliche o private ovvero da collettività per l'attuazione di operazioni previste dall'articolo 130 del Trattato.

5. Il totale degli impegni derivanti dai prestiti e dalle garanzie accordati dalla Banca non deve essere in alcun momento superiore al 250 % del capitale sottoscritto.

6. La Banca si cautele contro il rischio di cambio inserendo le clausole che riterrà idonee nei contratti relativi ai prestiti e alle garanzie.

ARTICOLO 19

1. I saggi d'interesse per i prestiti accordati dalla Banca nonchè le commissioni di garanzia devono essere adattati alle condizioni che prevalgono sul mercato dei capitali e devono essere calcolati in modo che gli introiti che ne derivano consentano alla Banca di far fronte alle proprie obbligazioni, di coprire le proprie spese e di costituire un fondo di riserva, conformemente all'articolo 24.

2. La Banca non accorda riduzioni sui saggi d'interesse. Qualora, avuto riguardo al carattere specifico del progetto da finanziare, risulti opportuna una riduzione del saggio di interesse, lo Stato membro interessato ovvero un'autorità terza può concedere bonifici d'interesse, nella misura in cui tale concessione sia compatibile con le norme fissate dall'articolo 92 del Trattato.

ARTICOLO 20

Nelle operazioni di prestito e di garanzia la Banca deve osservare i seguenti principi:

1. Vigila che i suoi fondi siano impiegati nel modo più razionale nell'interesse della Comunità.

Può accordare o garantire prestiti soltanto:

a) quando il servizio degli interessi e dell'ammortamento sia assicurato dagli utili di gestione, nel caso di progetti attuati da imprese appartenenti ai settori produttivi, oppure da un impegno sottoscritto dallo Stato in cui si realizza il progetto, o in qualsiasi altra maniera, nel caso di altri progetti

b) e quando l'esecuzione del progetto contribuisca all'incremento della produttività economica in generale e favorisca l'attuazione del mercato comune.

2. Non deve acquistare partecipazioni in imprese nè assumere responsabilità di sorta nella loro gestione, salvo che non lo richieda la tutela dei propri diritti per garantire la riscossione dei propri crediti.

3. Può cedere i propri crediti sul mercato dei capitali ed esigere a tal fine dai suoi debitori l'emissione di obbligazioni o di altri titoli.

4. La Banca e gli Stati membri non debbono imporre condizioni per le quali le somme prestate debbano essere spese all'interno di un determinato Stato membro.

5. La Banca può subordinare la concessione di crediti alla organizzazione di aggiudicazioni internazionali.

6. La Banca non finanzia, nè interamente nè in parte, alcun progetto al quale si opponga lo Stato membro sul cui territorio il progetto stesso deve essere messo in esecuzione.

ARTICOLO 21

1. Le domande di prestiti o di garanzie possono essere inoltrate alla Banca per il tramite sia della Commissione sia dello Stato membro sul territorio del quale sarà attuato il progetto. Un'impresa può presentare anche direttamente alla Banca una domanda di prestito o di garanzia.

2. Quando le domande siano inoltrate per il tramite della Commissione, vengono sottoposte al parere dello Stato membro sul territorio del quale sarà attuato il progetto. Quando siano inoltrate per il tramite dello Stato stesso, sono sottoposte al parere della Commissione. Qualora siano presentate direttamente da un'impresa, sono sottoposte allo Stato membro interessato e alla Commissione.

Gli Stati membri interessati e la Commissione devono esprimere il loro parere nel termine massimo di due mesi. In caso di mancata risposta entro tale termine, la Banca può ritenere che il progetto di cui trattasi non sollevi obiezioni.

3. Il Consiglio d'amministrazione delibera in merito alle domande di prestiti o di garanzie a lui sottoposte dal Comitato direttivo.

4. Il Comitato direttivo esamina se le domande di prestiti o di garanzie che gli sono presentate sono conformi alle disposizioni del presente statuto, in particolare a quelle dell'articolo 20. Se il Comitato direttivo si pronuncia a favore della concessione del prestito o della garanzia, deve sottoporre il progetto di contratto al Consiglio d'amministrazione; può subordinare il proprio parere favorevole alle condizioni che ritenga essenziali. Qualora il Comitato direttivo si pronunci contro la concessione del prestito o della garanzia, deve sottoporre al Consiglio d'amministrazione i documenti pertinenti, unitamente al proprio parere.

5. In caso di parere negativo del Comitato direttivo, il Consiglio d'amministrazione può accordare il prestito o la garanzia in questione soltanto all'unanimità.

6. In caso di parere negativo della Commissione, il Consiglio d'amministrazione può accordare il prestito o la garanzia richiesta soltanto all'unanimità, e l'amministratore nominato su designazione della Commissione si astiene dal partecipare alla votazione.

7. In caso di parere negativo del Comitato direttivo e della Commissione, il Consiglio d'amministrazione non può accordare il prestito o la garanzia in questione.

ARTICOLO 22

1. La Banca contrae sui mercati internazionali dei capitali i prestiti necessari per l'adempimento dei suoi compiti.

2. La Banca può contrarre prestiti sul mercato dei capitali di uno Stato membro nel quadro delle disposizioni legislative relative alle emissioni interne oppure, ove manchino tali disposizioni in uno Stato membro, dopo che lo Stato membro e la Banca si siano consultati e si siano accordati sul prestito che quest'ultima ha in progetto.

Il consenso degli organi competenti dello Stato membro può essere rifiutato soltanto quando vi sia motivo di temere gravi turbamenti sul mercato dei capitali di questo Stato.

ARTICOLO 23

1. La Banca può impiegare, alle seguenti condizioni, le disponibilità di cui non abbia immediata necessità per far fronte alle sue obbligazioni:

a) può effettuare collocamenti sui mercati monetari;

b) fatte salve le disposizioni dell'articolo 20, paragrafo 2, può acquistare o vendere titoli emessi sia direttamente sia dai suoi debitori;

c) la Banca può effettuare qualsiasi altra operazione finanziaria in connessione con le sue finalità.

2. Senza pregiudizio delle disposizioni dell'articolo 25, la Banca non effettua, nella gestione dei suoi collocamenti, alcun arbitraggio di divise che

non sia strettamente indispensabile per realizzare i suoi prestiti o per adempiere agli impegni assunti in seguito ai prestiti emessi o alle garanzie concesse dalla Banca stessa.

3. Nei settori contemplati dal presente articolo, la Banca agirà di concerto con le autorità competenti degli Stati membri o con la loro banca di emissione.

ARTICOLO 24

1. Sarà costituito progressivamente un fondo di riserva fino a concorrenza del 10 % del capitale sottoscritto. Qualora la situazione degli impegni della Banca lo giustifichi, il Consiglio d'amministrazione può decidere la costituzione di riserve supplementari. Fino a che tale fondo di riserva non sia stato interamente costituito, si dovrà alimentarlo mediante:

a) gli introiti provenienti dagli interessi maturati dei prestiti concordati dalla Banca sulle somme che gli Stati membri debbono versare ai sensi dell'articolo 5,

b) gli introiti provenienti dagli interessi maturati dei prestiti concordati dalla Banca sulle somme costituite dal rimborso dei prestiti di cui alla lettera a),

semprechè tali introiti per interessi maturati non siano necessari a soddisfare obbligazioni e a coprire le spese della Banca.

2. Le risorse del fondo di riserva devono essere collocate in modo da essere in grado ad ogni momento di rispondere allo scopo di tali fondi.

ARTICOLO 25

1. La Banca sarà sempre autorizzata a convertire in una delle monete degli Stati membri gli averi che essa detiene nella moneta di un altro Stato membro per effettuare operazioni finanziarie rispondenti ai suoi scopi, così come definiti dall'articolo 130 del Trattato, e avuto riguardo delle disposizioni dell'articolo 23 del presente statuto. La Banca eviterà per quanto possibile di procedere a tali conversioni qualora detenga averi disponibili o realizzabili nella moneta di cui necessita.

2. La Banca non può convertire in valute di paesi terzi gli averi che detiene nella moneta di uno degli Stati membri, senza il consenso di quest'ultimo.

3. La Banca può disporre liberamente della parte del suo capitale versato in oro o in valute convertibili, nonché delle valute ottenute mediante prestiti emessi su mercati terzi.

4. Gli Stati membri si impegnano a mettere a disposizione dei debitori della Banca le valute necessarie al rimborso del capitale e interessi dei prestiti accordati o garantiti da questa per progetti da attuare sul loro territorio.

ARTICOLO 26

Qualora uno Stato membro disconosca i suoi obblighi di membro derivanti dal presente statuto, e in particolare l'obbligo di versare la propria quota o i suoi prestiti speciali o di assicurare il servizio dei prestiti da lui contratti, il Consiglio dei governatori, deliberante a maggioranza qualificata, può decidere di sospendere la concessione di crediti e di garanzie a tale Stato membro o ai suoi cittadini.

Tale decisione non libera lo Stato nè i suoi cittadini dalle loro obbligazioni nei confronti della Banca.

ARTICOLO 27

1. Qualora il Consiglio dei governatori decida di sospendere l'attività della Banca, tutte le attività dovranno essere sospese senza indugio, eccezion fatta per le operazioni necessarie a debitamente garantire l'utilizzazione, la tutela e la conservazione dei beni nonché la liquidazione degli impegni.

2. In caso di liquidazione, il Consiglio dei governatori nomina i liquidatori e impartisce loro istruzioni per effettuare la liquidazione.

ARTICOLO 28

1. In ognuno degli Stati membri la Banca ha la più ampia capacità giuridica riconosciuta dalle legislazioni nazionali alle persone giuridiche; essa

può in particolare acquistare e alienare beni mobili o immobili e stare in giudizio.

I privilegi e immunità accordati alla Banca sono definiti dal Protocollo previsto dall'articolo 218 del Trattato.

2. I beni della Banca sono esenti da tutte le requisizioni o espropri in qualsiasi forma.

ARTICOLO 29

Le controversie tra la Banca, da una parte, e i suoi creditori, i suoi debitori o terzi, dall'altra, sono decise dalle giurisdizioni nazionali competenti, fatte salve le competenze attribuite alla Corte di Giustizia.

La Banca deve eleggere domicilio in ognuno degli Stati membri. Tuttavia, essa può, in un contratto, procedere ad una elezione speciale di domicilio o prevedere una procedura arbitrale.

I beni e gli averi della Banca potranno essere sequestrati o sottoposti a esecuzione forzata soltanto con decisione giudiziaria.

**PROTOCOL
BETREFFENDE DE
STATUTEN VAN DE EUROPESE INVESTERINGSBANK**

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

WENSENDE, de in artikel 129 van het Verdrag bedoelde Statuten van de Europese Investeringsbank vast te stellen,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan dat Verdrag zijn gehecht:

ARTIKEL 1

De Europese Investeringsbank welke bij artikel 129 van het Verdrag is ingesteld, hierna te noemen "de Bank", wordt opgericht, oefent haar functies uit en verricht haar werkzaamheden overeenkomstig de bepalingen van dat Verdrag en van deze Statuten.

De zetel van de Bank wordt in onderlinge overeenstemming tussen de regeringen van de Lid-Staten vastgesteld.

ARTIKEL 2

De taak van de Bank is in artikel 130 van het Verdrag omschreven.

ARTIKEL 3

Overeenkomstig artikel 129 van het Verdrag zijn leden van de Bank

- het Koninkrijk België,
- de Bondsrepubliek Duitsland,
- de Franse Republiek,
- de Italiaanse Republiek,
- het Groothertogdom Luxemburg,
- het Koninkrijk der Nederlanden.

ARTIKEL 4

1. Het kapitaal van de Bank bedraagt één miljard rekeneenheden, waarin door de Lid-Staten voor de volgende bedragen wordt deelgenomen:

Duitsland	300	miljoen
Frankrijk	300	miljoen
Italië	240	miljoen
België	86,5	miljoen
Nederland . . .	71,5	miljoen
Luxemburg ..	2	miljoen

De waarde van de rekeneenheid is 0,88867088 gram fijn goud.

De Lid-Staten zijn ten hoogste aansprakelijk tot het nog niet gestorte bedrag van hun aandeel in het geplaatste kapitaal.

2. De toelating van een nieuw lid brengt verhoging van het geplaatste kapitaal mede, overeenkomende met de inbreng van het nieuwe lid.

3. De Raad van Gouverneurs kan met eenparigheid van stemmen tot een verhoging van het geplaatste kapitaal besluiten.

4. Het aandeel der leden in het geplaatste kapitaal kan gecedeerd noch verpand worden en is niet vatbaar voor beslag.

ARTIKEL 5

1. De Lid-Staten storten 25% van het geplaatste kapitaal in vijf gelijke delen en wel uiterlijk onderscheidenlijk twee, negen, zestien, drieëntwintig en dertig maanden na de inwerkingtreding van het Verdrag.

Iedere storting geschiedt voor een vierde in goud of vrij-converteerbare deviezen en voor drie vierden in nationale valuta.

2. De Raad van Bewind kan de storting van de resterende 75% van het geplaatste kapitaal verlangen, voor zover dit noodzakelijk is om aan de verplichtingen van de Bank ten opzichte van haar geldschietters te voldoen.

Storting geschiedt door elke Lid-Staat in verhouding tot zijn aandeel in het geplaatste kapitaal in de valuta welke de Bank nodig heeft ten einde aan haar verplichtingen te voldoen.

ARTIKEL 6

1. Op voorstel van de Raad van Bewind kan de Raad van Gouverneurs met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluiten dat de Lid-Staten aan de Bank bijzondere, rentedragende leningen verstrekken, in het geval en in de mate waarin de Bank een dergelijke lening nodig heeft voor de financiering van bepaalde projecten, en wanneer de Raad van Bewind aantoonbaar is dat zij niet in staat is zich de nodige gelden op de kapitaalmarkten te verschaffen tegen passende voorwaarden, gelet op de aard en het doel van de te financieren projecten.

2. De bijzondere leningen kunnen eerst worden opgeëist vanaf het begin van het vierde jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag. Zij mogen noch in totaal een bedrag van 400 miljoen rekeneenheden noch per jaar een bedrag van 100 miljoen rekeneenheden overschrijden.

3. De looptijd van de bijzondere leningen zal worden vastgesteld in overeenstemming met die van de kredieten of garanties welke de Bank zich voorstelt door middel van deze leningen te verstrekken; deze looptijd mag twintig jaar niet te boven gaan. De Raad van Gouverneurs kan met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Raad van Bewind besluiten tot vervroegde terugbetaling van de bijzondere leningen.

4. De bijzondere leningen zullen een rente dragen van 4% 's jaars, tenzij de Raad van Gouverneurs, rekening houdende met de ontwikkeling en het peil van de rentevoet op de kapitaalmarkten, besluit een andere rentevoet vast te stellen.

5. De bijzondere leningen moeten door de Lid-Staten worden verstrekt in verhouding tot het aandeel dezer Staten in het geplaatste kapitaal; het bedrag daarvan dient binnen zes maanden na een daartoe strekkende oproep in de nationale valuta te worden gestort.

6. In geval van liquidatie van de Bank worden de bijzondere leningen, door de Lid-Staten verstrekt, eerst terugbetaald na aflossing van de andere schulden van de Bank.

ARTIKEL 7

1. Ingeval de pariteit van de valuta van een Lid-Staat in verhouding tot de in artikel 4 omschreven rekeneenheid zou worden verlaagd, wordt het bedrag van het door deze Staat in zijn nationale valuta gestorte aandeel in het geplaatste kapitaal aangepast in verhouding tot de wijziging in de pariteit door een door

dit land te verrichten aanvullende storting ten gunste van de Bank. Het bedrag waarop de aanpassing betrekking heeft mag echter het totaal der door de Bank in bedoelde valuta verstrekte leningen en het bezit van de Bank in deze valuta niet overschrijden. De storting dient binnen twee maanden te geschieden of, voor zover deze verband houdt met leningen, op de vervaldagen van die leningen.

2. Ingeval de pariteit van de valuta van een Lid-Staat in verhouding tot de in artikel 4 omschreven rekeneenheid zou worden verhoogd, wordt het bedrag van het door deze Staat in zijn nationale valuta gestorte aandeel in het geplaatste kapitaal aangepast in verhouding tot de wijziging in de pariteit, door middel van een terugbetaling door de Bank aan deze Staat. Het bedrag waarop de aanpassing betrekking heeft mag echter het totaal der door de Bank in bedoelde valuta verstrekte leningen en het bezit van de Bank in deze valuta niet overschrijden. Deze storting dient binnen twee maanden te geschieden of, voor zover deze verband houdt met leningen, op de vervaldagen van die leningen.

3. De pariteit van de valuta van een Lid-Staat in verhouding tot de in artikel 4 omschreven rekeneenheid, is de verhouding tussen het gewicht aan fijn goud dat deze rekeneenheid vertegenwoordigt en het gewicht aan fijn goud overeenkomende met de pariteit van die valuta zoals deze is medegedeeld aan het Internationaal Monetair Fonds. Bij gebreke van dien wordt die pariteit berekend aan de hand van de wisselkoers welke ten aanzien van een in goud uitgedrukte of een in goud converteerbare valuta door de Lid-Staat voor zijn lopende betalingen wordt toegepast.

4. De Raad van Gouverneurs kan besluiten dat de in de leden 1 en 2 vastgestelde regels niet zullen worden toegepast wanneer een gelijkelijk evenredige wijziging wordt gebracht in de pariteit van alle valuta's van de landen welke lid zijn van het Internationaal Monetair Fonds of van de Bank.

ARTIKEL 8

De Bank wordt bestuurd en beheerd door een Raad van Gouverneurs, een Raad van Bewind en een Directie.

ARTIKEL 9

1. De Raad van Gouverneurs bestaat uit de door de Lid-Staten aangewezen Ministers.

2. De Raad van Gouverneurs stelt de algemene richtlijnen vast met betrekking tot de kredietpolitiek van de Bank, met name wat betreft de doelstellingen welke, naarmate de verwezenlijking van de gemeenschappelijke markt voortschrijdt, als leidraad moeten dienen.

Hij ziet erop toe dat deze richtlijnen worden opgevolgd.

3. Bovendien geldt voor de Raad van Gouverneurs het volgende:

a) hij besluit tot verhoging van het geplaatste kapitaal in overeenstemming met artikel 4, lid 3;

b) hij oefent de bevoegdheden uit welke in artikel 6 inzake de bijzondere leningen zijn genoemd;

c) hij oefent de bevoegdheden uit welke in de artikelen 11 en 13 voor de benoeming en het ambtshalve ontslaan der leden van de Raad van Bewind en van de Directie zijn genoemd;

d) hij staat de in artikel 18, lid 1, genoemde afwijking toe;

e) hij keurt het door de Raad van Bewind opgestelde jaarverslag goed;

f) hij keurt de jaarbalans alsmede de winst- en verliesrekening goed;

g) hij oefent de in de artikelen 7, 14, 17, 26 en 27 genoemde bevoegdheden uit;

h) hij keurt het reglement van orde van de Bank goed.

4. De Raad van Gouverneurs is bevoegd om met eenparigheid van stemmen, in het kader van het Verdrag en van deze Statuten, alle besluiten te nemen met betrekking tot de schorsing van de werkzaamheden van de Bank en met betrekking tot haar eventuele liquidatie.

ARTIKEL 10

Voor zover in deze Statuten niet anders is bepaald, worden de besluiten van de Raad van Gouverneurs met meerderheid van de stemmen zijner leden genomen. Voor het stemmen in de Raad van Gouverneurs gelden de bepalingen van artikel 148 van het Verdrag.

ARTIKEL 11

1. Alleen de Raad van Bewind is bevoegd te besluiten tot het verlenen van kredieten en garanties en tot het aangaan van leningen; hij stelt de rentevoet

vast voor de door de Bank verstrekte leningen alsmede de provisie ter zake van verleende garanties; hij ziet toe op een goed bestuur van de Bank; hij zorgt ervoor dat het beheer van de Bank plaatsvindt in overeenstemming met de bepalingen van het Verdrag en van de Statuten en met de algemene richtlijnen welke door de Raad van Gouverneurs worden vastgesteld.

Na het boekjaar brengt hij verslag uit aan de Raad van Gouverneurs en maakt dit verslag na goedkeuring bekend.

2. De Raad van Bewind bestaat uit twaalf bewindvoerders en twaalf plaatsvervangers.

De bewindvoerders worden voor de tijd van vijf jaar door de Raad van Gouverneurs benoemd na aanwijzing onderscheidenlijk door de Lid-Staten en door de Commissie, en wel als volgt:

- 3 bewindvoerders aangewezen door de Bondsrepubliek Duitsland,
- 3 bewindvoerders aangewezen door de Franse Republiek,
- 3 bewindvoerders aangewezen door de Italiaanse Republiek,
- 2 bewindvoerders in onderlinge overeenstemming aangewezen door de Benelux-landen,
- 1 bewindvoerder aangewezen door de Commissie.

Zij zijn herbenoembaar.

Elke bewindvoerder wordt bijgestaan door een plaatsvervanger, die onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde procedure wordt benoemd als de bewindvoerders.

De plaatsvervangers kunnen aan de vergaderingen van de Raad van Bewind deelnemen; zij hebben geen stemrecht, tenzij zij een bewindvoerder in geval van verhindering vervangen.

De president of, bij ontstentenis, een van de vice-presidenten van de Directie oefent het voorzitterschap uit van de Raad van Bewind, zonder aan de stemming deel te nemen.

Als leden van de Raad van Bewind worden gekozen personen die alle waarborgen bieden voor onafhankelijkheid en bekwaamheid. Zij zijn slechts aan de Bank verantwoording schuldig.

3. Een bewindvoerder kan slechts dan door de Raad van Gouverneurs, welke ter zake met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluit, ambtshalve worden ontslagen, indien hij niet meer voldoet aan de voorwaarden welke voor de uitoefening van zijn functie zijn gesteld.

Ingeval het jaarverslag niet wordt goedgekeurd, treedt de Raad van Bewind af.

4. Indien er ten gevolge van overlijden of van vrijwillig, ambtshalve of collectief ontslag een vacature ontstaat, wordt tot vervanging overgegaan overeenkomstig de in lid 2 vastgestelde voorschriften. Behalve bij algehele vernieuwing, worden de leden voor de verdere duur van hun mandaat vervangen.

5. De Raad van Gouverneurs stelt de vergoeding vast voor de leden van de Raad van Bewind. Met eenparigheid van stemmen bepaalt hij welke functie eventueel onvereenigbaar is met die van bewindvoerder en van plaatsvervanger.

ARTIKEL 12

1. Elke bewindvoerder beschikt in de Raad van Bewind over één stem.

2. Voor zover in deze Statuten niet anders is bepaald, worden de besluiten van de Raad van Bewind met eenvoudige meerderheid van stemmen van zijn stemgerechtigde leden genomen. Voor de gekwalificeerde meerderheid zijn acht eensluidende stemmen vereist. Het reglement van orde van de Bank stelt het quorum vast dat voor het nemen van rechtsgeldige besluiten in de Raad van Bewind is vereist.

ARTIKEL 13

1. De Directie bestaat uit een president en twee vice-presidenten, die voor de tijd van zes jaar door de Raad van Gouverneurs op voorstel van de Raad van Bewind worden benoemd. Zij zijn herbenoembaar.

2. Op voorstel van de Raad van Bewind, met gekwalificeerde meerderheid van stemmen tot stand gekomen, kan de Raad van Gouverneurs, eveneens met gekwalificeerde meerderheid van stemmen, besluiten, de leden van de Directie ambtshalve te ontslaan.

3. De Directie behandelt de lopende zaken van de Bank, onder leiding van de president en onder toezicht van de Raad van Bewind.

Zij bereidt de besluiten van de Raad van Bewind voor, met name wat betreft het aangaan van leningen en het verlenen van kredieten en garanties, en zorgt voor de uitvoering van die besluiten.

4. De adviczen inzake plannen voor het verstrekken van leningen en voor het verlenen van garanties en inzake plannen voor het aangaan van leningen worden door de Directie met meerderheid van stemmen vastgesteld.

5. De Raad van Gouverneurs stelt de vergoeding vast voor de leden van de Directie en bepaalt welke werkzaamheden onverenigbaar zijn met hun ambt.

6. De president of, bij ontstentenis, een van de vice-presidenten vertegenwoordigt de Bank in en buiten rechte.

7. De ambtenaren en bedienden van de Bank staan onder het gezag van de president. Zij worden door hem benoemd en ontslagen. Bij de keuze van het personeel dient niet alleen rekening te worden gehouden met persoonlijke geschiktheid en beroepsbekwaamheid, doch eveneens met een billijke verdeling naar nationaliteit over de Lid-Staten.

8. De Directie en het personeel van de Bank zijn slechts aan de Bank verantwoordingschuldig en oefenen hun functies in volledige onafhankelijkheid uit.

ARTIKEL 14

1. Een comité van drie leden, door de Raad van Gouverneurs op grond van hun bekwaamheid benoemd, controleert elk jaar de regelmatigheid van de verrichtingen en van de boeken van de Bank.

2. Dit comité verklaart dat de balans en de winst- en verliesrekening in overeenstemming zijn met de boekingen en dat zij zowel wat de activa als de passiva betreft, een juist beeld geven van de financiële toestand van de Bank.

ARTIKEL 15

De Bank onderhoudt de betrekkingen met elke Lid-Staat door tussenkomst van de door deze aangewezen autoriteit. Voor de uitvoering van financiële verrichtingen heeft zij toegang tot de centrale bank van de betrokken Lid-Staat of tot andere door die Staat gemachtigde financiële instellingen.

ARTIKEL 16

1. De Bank werkt samen met alle internationale organisaties waarvan de werkzaamheden zich uitstrekken over een terrein dat met het hare overeenkomt.

2. De Bank legt alle contacten welke dienstig zijn voor de samenwerking met de bankinstellingen en financiële instellingen der landen tot welke zij haar verrichtingen uitstrekt.

ARTIKEL 17

Op verzoek van een Lid-Staat of van de Commissie dan wel ambtshalve worden de richtlijnen die door de Raad van Gouverneurs overeenkomstig artikel 9 van deze Statuten zijn vastgesteld door hem uitgelegd of aangevuld op dezelfde wijze als waarop zij tot stand zijn gekomen.

ARTIKEL 18

1. In het kader van de in artikel 130 van het Verdrag omschreven taak, verleent de Bank kredieten aan haar leden of aan particuliere of openbare ondernemingen ten behoeve van investeringsprojecten, te verwezenlijken op het Europese grondgebied van de Lid-Staten, voor zover uit andere bronnen voortkomende middelen niet tegen redelijke voorwaarden beschikbaar zijn.

Nochtans kan de Bank, krachtens een, met eenparigheid van stemmen op voorstel van de Raad van Bewind genomen, besluit van de Raad van Gouverneurs tot afwijking van het voorgaande, kredieten verlenen voor investeringsprojecten welke geheel of gedeeltelijk buiten het Europese grondgebied van de Lid-Staten zullen worden verwezenlijkt.

2. Het verstrekken van leningen wordt zoveel mogelijk ondergeschikt gemaakt aan de inschakeling van andere financieringsmiddelen.

3. Wanneer een lening wordt toegekend aan een onderneming of een ander lichaam dan een Lid-Staat, maakt de Bank het verstrekken van deze lening ondergeschikt hetzij aan een garantie van de Lid-Staat op wiens grondgebied het project zal worden verwezenlijkt, hetzij aan andere voldoende waarborgen.

4. De Bank kan leningen garanderen die door openbare of particuliere ondernemingen of door lichamen zijn aangegaan ter verwezenlijking van projecten als bedoeld in artikel 130.

5. De som van de uitstaande leningen en garanties, door de Bank verstrekt, mag 250% van het geplaatste kapitaal niet te boven gaan.

6. De Bank beveiligd zich tegen wisselkoersrisico's door in de lenings- en garantie-overeenkomsten de naar haar mening passende bepalingen op te nemen.

ARTIKEL 19

1. De rentevoet voor door de Bank te verstrekken leningen alsmede de garantieprovisie dienen te worden aangepast aan de op de kapitaalmarkt geldende voorwaarden en zodanig te worden berekend dat de daaruit voortvloeiende ontvangsten de Bank in staat stellen haar verplichtingen na te komen, haar kosten te dekken en overeenkomstig artikel 24 een reservefonds te vormen.

2. De Bank staat geen verlagingen toe van de rentevoet. Ingeval er, gelet op de bijzondere aard van het te financieren project, aanleiding bestaat tot verlaging van de rentevoet, kan de belanghebbende Lid-Staat of een derde instantie rentevergoedingen verlenen, voor zover dit verenigbaar is met de in artikel 92 van het Verdrag vastgestelde regels.

ARTIKEL 20

Bij het verstrekken van leningen en van garanties neemt de Bank de volgende beginselen in acht:

1. Zij waakt ervoor dat haar gelden op de meest rationele wijze in het belang van de Gemeenschap worden aangewend.

Zij kan slechts leningen verstrekken of op te nemen leningen garanderen:

a) wanneer rente en aflossing bij projecten, uitgevoerd door ondernemingen in de produktieve sector, zijn gewaarborgd door de exploitatie-opbrengsten, of, bij andere projecten, door een verbintenis aangegaan door de Staat waarin het project wordt uitgevoerd dan wel op enigerlei andere wijze,

b) en wanneer de uitvoering van het project bijdraagt tot een verhoging van de economische produktiviteit in het algemeen en eveneens tot de verwezenlijking van de gemeenschappelijke markt.

2. Zij mag op generlei wijze deelnemen in ondernemingen noch een verantwoordelijkheid in het beleid daarvan op zich nemen, tenzij beveiliging van haar rechten dit als waarborg voor de inning van haar schuldvordering vereist.

3. Zij kan haar schuldvorderingen cederen op de kapitaalmarkt en te dien einde van haar geldnemers de uitgifte van obligaties of andere effecten verlangen.

4. Noch de Bank noch de Lid-Staten mogen als voorwaarde stellen dat uitgeleende gelden in een bepaalde Lid-Staat moeten worden besteed.

5. Zij kan het verstrekken van leningen afhankelijk stellen van het uitschrijven van internationale aanbestedingen.

6. Zij financiert noch geheel noch gedeeltelijk een project waartegen de Lid-Staat op wiens grondgebied het project moet worden uitgevoerd, zich verzet.

ARTIKEL 21

1. Aanvragen om leningen of garanties kunnen aan de Bank worden gericht, hetzij door tussenkomst van de Commissie, hetzij van de Lid-Staat op wiens grondgebied het project zal worden verwezenlijkt. Een onderneming kan zich ook rechtstreeks met zodanige aanvragen tot de Bank richten.

2. Wanneer de aanvragen door tussenkomst van de Commissie plaatsvinden, worden zij voor advies voorgelegd aan de Lid-Staat op wiens grondgebied het project zal worden uitgevoerd. Wanneer de aanvragen door tussenkomst van de Lid-Staat plaatsvinden, worden zij voor advies aan de Commissie voorgelegd. Wanneer zij rechtstreeks van een onderneming afkomstig zijn, worden zij aan de betrokken Lid-Staat en aan de Commissie voorgelegd.

De betrokken Lid-Staten en de Commissie dienen hun advies binnen een termijn van ten hoogste twee maanden te geven; bij gebreke van een antwoord binnen deze termijn, mag de Bank aannemen dat tegen het betrokken project geen bezwaren bestaan.

3. De Raad van Bewind beslist over lenings- en garantie-aanvragen welke hem door de Directie worden voorgelegd.

4. De Directie onderzoekt of de haar voorgelegde lenings- en garantie-aanvragen voldoen aan de bepalingen van deze Statuten, met name aan die van artikel 20. Indien de Directie zich uitspreekt voor het verstrekken van de lening of de garantie, moet zij de ontwerp-overeenkomst aan de Raad van Bewind voorleggen; zij kan haar gunstig advies afhankelijk stellen van de voorwaarden welke zij als wezenlijk beschouwt. Indien de Directie zich uitspreekt tegen het verstrekken van de lening of de garantie, moet zij de desbetreffende bescheiden, vergezeld van haar advies, voorleggen aan de Raad van Bewind.

5. Wanneer de Directie een afwijzend advies uitbrengt, kan de Raad van Bewind de betrokken lening of garantie niet dan met eenparigheid van stemmen verstrekken.

6. Wanneer de Commissie een afwijzend advies uitbrengt, kan de Raad van Bewind de betrokken lening of garantie niet dan met eenparigheid van stemmen verstrekken; daarbij onthoudt de bewindvoerder die na aanwijzing van de Commissie is benoemd, zich van stemming.

7. Ingeval zowel de Directie als de Commissie een afwijzend advies uitbrengen, mag de Raad van Bewind de betrokken lening of garantie niet verstrekken.

ARTIKEL 22

1. De Bank neemt op de internationale kapitaalmarkten de gelden op welke ter vervulling van haar taak noodzakelijk zijn.

2. De Bank kan op de kapitaalmarkt van een Lid-Staat leningen opnemen in het kader van de voor binnenlandse emissies geldende wettelijke voorschriften of, bij gebreke van dergelijke voorschriften in een Lid-Staat, nadat deze laatste en de Bank overleg hebben gepleegd en tot overeenstemming zijn gekomen inzake de door de Bank voorgenomen lening.

De bevoegde instanties van bedoelde Lid-Staat kunnen hun toestemming slechts weigeren, indien ernstige storingen op de kapitaalmarkt van die Staat te vrezen zijn.

ARTIKEL 23

1. De Bank kan de beschikbare middelen welke zij niet onmiddellijk nodig heeft om aan haar verplichtingen te voldoen, op de volgende wijze aanwenden:

a) zij kan deze op de geldmarkten uitzetten,

b) met inachtneming van de bepalingen van artikel 20, lid 2, kan zij effecten kopen of verkopen welke door haar of door haar geldnemers zijn uitgegeven,

c) zij kan elke andere financiële handeling verrichten welke met haar doel verband houdt.

2. Onverminderd de bepalingen van artikel 25, verricht de Bank bij het beheer over de door haar uitgezette gelden geen deviezenarbitrage welke niet rechtstreeks noodzakelijk is voor de verwezenlijking van door haar te verstrekken leningen of voor de nakoming van de verplichtingen welke zij wegens door haar aangegane leningen of verstrekte garanties op zich heeft genomen.

3. Op het in dit artikel bedoelde gebied handelt de Bank in overleg met de bevoegde instanties van de Lid-Staten of met hun centrale bank.

ARTIKEL 24

1. Er zal geleidelijk een reservefonds worden gevormd ten belope van 10% van het geplaatste kapitaal. Indien de stand van de verplichtingen van de Bank zulks rechtvaardigt, kan de Raad van Bewind besluiten tot het vormen van aanvullende reserves. Zolang dit reservefonds nog niet geheel is gevormd, behoort het te worden gevoed door:

a) de rente-ontvangsten uit hoofde van leningen door de Bank verstrekt uit de door de Lid-Staten krachtens artikel 5 te storten bedragen,

b) de rente-ontvangsten uit hoofde van leningen door de Bank verstrekt uit de bedragen, verkregen door de terugbetaling van de onder a) bedoelde leningen,

voor zover deze rente-ontvangsten niet noodzakelijk zijn voor het nakomen der verplichtingen en voor het dekken der kosten van de Bank.

2. De middelen van het reservefonds dienen zodanig te worden belegd dat zij te allen tijde het doel van dit fonds kunnen dienen.

ARTIKEL 25

1. De Bank is steeds bevoegd haar bezit aan deviezen van een van de Lid-Staten over te maken in deviezen van een andere Lid-Staat met het oog op de uitvoering van financiële verrichtingen overeenkomstig haar taak als omschreven in artikel 130 van het Verdrag en met inachtneming van de bepalingen van artikel 23 van deze Statuten. De Bank vermijdt dergelijke overmakingen zoveel mogelijk indien zij saldi beschikbaar heeft of beschikbaar kan maken in valuta die zij nodig heeft.

2. De Bank mag haar bezit aan deviezen van een der Lid-Staten niet zonder toestemming van deze Staat omzetten in deviezen van derde landen.

3. De Bank kan vrij beschikken over dat deel van het kapitaal dat in goud of in converteerbare deviezen is gestort, en eveneens over de op de markten van derde landen geleende deviezen.

4. De Lid-Staten verbinden zich, die deviezen ter beschikking van de debiteuren van de Bank te stellen, welke vereist zijn voor de terugbetaling van hoofdsom en rente van de leningen die de Bank verstrekt of gegarandeerd heeft, ten behoeve van op het grondgebied der Lid-Staten uit te voeren projecten.

ARTIKEL 26

Indien een Lid-Staat zijn uit deze Statuten voortvloeiende verplichtingen als lid niet nakomt, met name de verplichting zijn aandeel of de bijzondere leningen te storten of aan zijn verbintenissen ter zake van opgenomen leningen te voldoen, kan de verstrekking van leningen of van garanties aan deze Lid-Staat of aan zijn onderdanen worden geschorst door een met gekwalificeerde meerderheid van stemmen genomen besluit van de Raad van Gouverneurs.

Dit besluit bevrijdt de Staat noch zijn onderdanen van hun verplichtingen jegens de Bank.

ARTIKEL 27

1. Indien de Raad van Gouverneurs besluit de werkzaamheid van de Bank te schorsen, moeten alle werkzaamheden zonder verwijl worden stopgezet, met uitzondering van die welke noodzakelijk zijn om het gebruik, de bescherming en het behoud van de bezittingen, alsmede de afwikkeling der verplichtingen behoorlijk te waarborgen.

2. In geval van liquidatie benoemt de Raad van Gouverneurs de liquidateurs en geeft hun aanwijzingen voor de afwikkeling daarvan.

ARTIKEL 28

1. De Bank heeft in elk der Lid-Staten de ruimste handelingsbevoegdheid welke door de nationale wetgevingen aan rechtspersonen wordt toegekend; zij kan roerende en onroerende goederen verkrijgen en vervreemden en in rechte optreden.

De aan de Bank verleende voorrechten en immuniteten worden door het in artikel 218 van het Verdrag genoemde protocol bepaald.

2. De bezittingen van de Bank kunnen op geen enkele wijze gevorderd of onteigend worden.

ARTIKEL 29

Geschillen tussen de Bank enerzijds en haar geldgevers, geldnemers of derden anderzijds worden, behoudens de aan het Hof van Justitie toegekende bevoegdheden, door de bevoegde nationale rechter beslecht.

De Bank kiest woonplaats in elk der Lid-Staten. Zij kan echter in een contract een bijzondere woonplaats kiezen of in een scheidsrechterlijke procedure voorzien.

De vermogenswaarden van de Bank kunnen slechts ingevolge rechterlijke beslissing in beslag genomen of geëxecuteerd worden.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

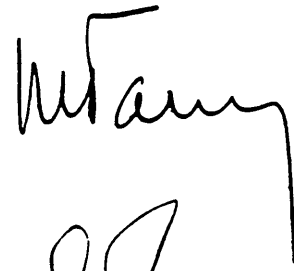
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zevenen-vijftig.

P. N. Spang 

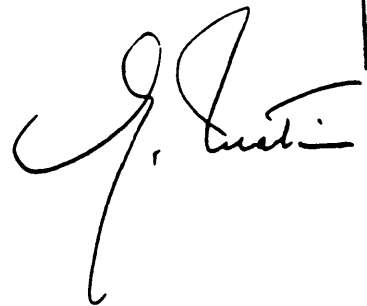


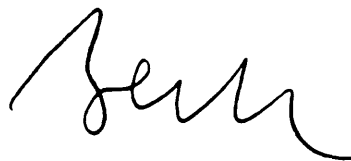






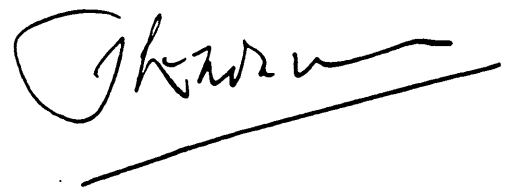












PROTOCOLE
relatif au
COMMERCE INTÉRIEUR ALLEMAND
ET AUX PROBLÈMES CONNEXES

PROTOKOLL
über den
INNERDEUTSCHEN HANDEL UND DIE DAMIT
ZUSAMMENHÄNGENDEN FRAGEN

PROTOCOLLO
relativo al
COMMERCIO INTERNO TEDESCO
E AI PROBLEMI CHE VI SI CONNETTONO

PROTOCOL
betreffende
DE BINNENLANDSE HANDEL VAN DUITSLAND
EN DE DAARMEDE
SAMENHANGENDE VRAAGSTUKKEN

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

PRENANT en considération les conditions existant actuellement en raison de la division de l'Allemagne,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées au Traité :

1. Les échanges entre les territoires allemands régis par la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne et les territoires allemands où la Loi fondamentale n'est pas d'application faisant partie du commerce intérieur allemand, l'application du Traité n'exige aucune modification du régime actuel de ce commerce en Allemagne.

2. Chaque État membre informe les autres États membres et la Commission des accords intéressant les échanges avec les territoires allemands où la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne n'est pas d'application, ainsi que de leurs dispositions d'exécution. Il veille à ce que cette exécution ne soit pas en contradiction avec les principes du marché commun et prend notamment les mesures appropriées permettant d'éviter les préjudices qui pourraient être causés dans les économies des autres États membres.

3. Chaque État membre peut prendre des mesures appropriées en vue de prévenir les difficultés pouvant résulter pour lui du commerce entre un État membre et les territoires allemands où la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne n'est pas d'application.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

UNTER BERÜCKSICHTIGUNG der zur Zeit infolge der Teilung Deutschlands gegebenen Verhältnisse,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

1. Da der Handel zwischen den deutschen Gebieten innerhalb des Geltungsbereichs des Grundgesetzes für die Bundesrepublik Deutschland und den deutschen Gebieten außerhalb dieses Geltungsbereichs Bestandteil des innerdeutschen Handels ist, erfordert die Anwendung dieses Vertrags in Deutschland keinerlei Änderung des bestehenden Systems dieses Handels.
2. Jeder Mitgliedstaat unterrichtet die anderen Mitgliedstaaten und die Kommission über die Abkommen, die den Handelsverkehr mit den außerhalb des Geltungsbereichs des Grundgesetzes für die Bundesrepublik Deutschland gelegenen deutschen Gebieten betreffen, sowie über die zu ihrer Ausführung ergehenden Vorschriften. Er achtet darauf, daß diese Ausführung nicht im Gegensatz zu den Grundsätzen des Gemeinsamen Marktes steht, und trifft insbesondere geeignete Vorkehrungen, um Schädigungen innerhalb der Volkswirtschaften der anderen Mitgliedstaaten zu vermeiden.
3. Jeder Mitgliedstaat kann geeignete Maßnahmen treffen, um zu verhindern, daß sich für ihn aus dem Handel eines anderen Mitgliedstaates mit den deutschen Gebieten außerhalb des Geltungsbereichs des Grundgesetzes für die Bundesrepublik Deutschland Schwierigkeiten ergeben.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

CONSIDERANDO le condizioni attualmente in essere a causa della divisione della Germania,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato:

1. Atteso che gli scambi fra i territori tedeschi retti dalla Legge Fondamentale della Repubblica federale di Germania e i territori tedeschi ove la Legge Fondamentale non sia applicabile fanno parte del commercio interno tedesco, l'applicazione del Trattato non esige alcuna modificazione del regime attuale di tale commercio in Germania.
2. Ciascuno Stato membro informa gli altri Stati membri e la Commissione degli accordi che interessano gli scambi con i territori tedeschi ove la Legge Fondamentale della Repubblica federale di Germania non sia applicabile, come anche delle disposizioni esecutive degli accordi stessi. Esso Stato vigila a che l'esecuzione di tali accordi non sia in contraddizione con i principi del mercato comune e adotta in particolare le misure idonee ad evitare i pregiudizi che possano essere arrecati alle economie degli altri Stati membri.
3. Ciascuno Stato membro può adottare misure idonee a prevenire le difficoltà eventualmente derivanti nei suoi confronti dal commercio fra uno Stato membro e i territori tedeschi ove la Legge Fondamentale della Repubblica federale di Germania non sia applicabile.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

IN OVERWEGING NEMENDE de thans ten gevolge van de deling van Duitsland heersende toestanden,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag zijn gehecht:


- 1. Aangezien het handelsverkeer tussen de Duitse gebieden waar de Grondwet voor de Bondsrepubliek Duitsland geldt, en de Duitse gebieden waar die Grondwet niet wordt toegepast, deel uitmaakt van de binnenlandse handel van Duitsland, vereist de toepassing van het Verdrag in Duitsland geen enkele wijziging van de thans voor die binnenlandse handel bestaande regeling.**
- 2. Iedere Lid-Staat brengt de akkoorden inzake het handelsverkeer met de Duitse gebieden waar de Grondwet voor de Bondsrepubliek niet wordt toegepast, alsmede hun uitvoeringsbepalingen ter kennis van de andere Lid-Staten en van de Commissie. Hij waakt ervoor dat deze uitvoering niet in tegenspraak is met de beginselen van de gemeenschappelijke markt, en treft met name passende maatregelen om te vermijden, dat het economisch bestel van de andere Lid-Staten wordt geschaad.**
- 3. Iedere Lid-Staat kan passende maatregelen treffen ten einde te verhinderen dat voor hem moeilijkheden ontstaan uit de handel tussen een Lid-Staat en de Duitse gebieden waar de Grondwet voor de Bondsrepubliek Duitsland niet wordt toegepast.**

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

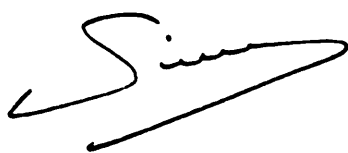
Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

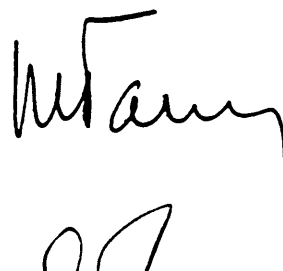
Gedaan te Rome, de vijftwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spach 

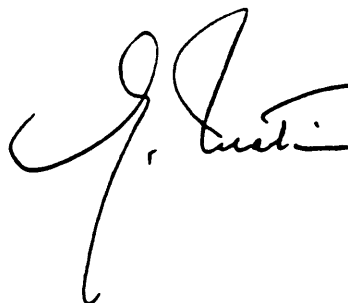








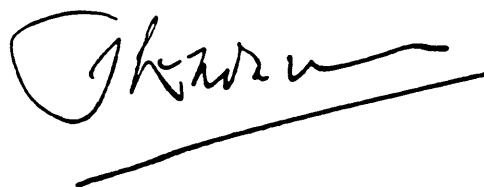












PROTOCOLE
relatif à
CERTAINES DISPOSITIONS
INTÉRESSANT LA FRANCE

PROTOKOLL
über
BESTIMMTE VORSCHRIFTEN
BETREFFEND FRANKREICH

PROTOCOLLO
relativo a
TALUNE DISPOSIZIONI
RIGUARDANTI LA FRANCIA

PROTOCOL
betreffende
ENKELE BEPALINGEN
VAN BELANG VOOR FRANKRIJK

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT régler, conformément aux objectifs généraux du Traité, certains problèmes particuliers existant actuellement,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

I. — Taxes et aides

1. Il est procédé annuellement par la Commission et par le Conseil à un examen du régime de l'aide à l'exportation et des taxes spéciales à l'importation pratiqué dans la zone franc.

A l'occasion de cet examen, le Gouvernement français fait connaître les mesures qu'il se propose de prendre en vue de réduire et de rationaliser les niveaux des aides et taxes.

Il communique également au Conseil et à la Commission les créations nouvelles de taxes qu'il envisage comme suite à de nouvelles libérations et les aménagements des aides et des taxes auxquels il entend procéder dans la limite du taux maximum de la taxe en vigueur au 1^{er} janvier 1957. Ces différentes mesures peuvent faire l'objet d'une discussion au sein de ces institutions.

2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut, s'il estime que l'absence d'uniformité porte préjudice à certains secteurs industriels des autres États membres, demander au Gouvernement français de prendre certaines mesures d'uniformisation des taxes et des aides, dans chacune des trois catégories des matières premières, des demi-produits et des produits finis. Dans le cas où le Gouvernement français ne prendrait pas ces mesures, le Conseil, statuant également à la majorité qualifiée, autorise les autres États membres à prendre les mesures de sauvegarde dont il définit les conditions et modalités.

3. Dans le cas où la balance des paiements courants de la zone franc aurait été équilibrée pendant plus d'un an, et où ses réserves monétaires auraient atteint un niveau considéré comme satisfaisant, en particulier au regard du volume de son commerce extérieur, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut décider que le Gouvernement français doit supprimer le système des taxes et aides.

Au cas où la Commission et le Gouvernement français ne seraient pas d'accord sur le point de savoir si le niveau des réserves monétaires de la zone franc peut être considéré comme satisfaisant, ils se rapportent à l'avis d'une personnalité ou d'un organisme choisi d'un commun accord comme arbitre. En cas de désaccord, cet arbitre est désigné par le président de la Cour de Justice.

La suppression ainsi décidée doit être aménagée dans des conditions telles qu'elle ne risque pas de porter atteinte à l'équilibre de la balance des paiements et peut, en particulier, être effectuée de manière progressive. Cette suppression étant intervenue, les dispositions du Traité s'appliquent intégralement.

Le terme « balance des paiements courants » doit être entendu au sens adopté par les organismes internationaux et le Fonds Monétaire International, c'est-à-dire la balance commerciale et les transactions invisibles ayant le caractère de revenus ou de prestations de services.

II. — Rémunération des heures supplémentaires

1. Les États membres estiment que l'établissement du marché commun entraînera, à la fin de la première étape, une situation dans laquelle la base au-delà de laquelle sont rémunérées les heures supplémentaires et le taux moyen de majoration pour ces heures dans l'industrie correspondront à ceux existant en France, selon la moyenne de l'année 1956.

2. A défaut de réalisation de la situation ci-dessus, à la fin de la première étape, la Commission est tenue d'autoriser la France à prendre, à l'égard des secteurs industriels affectés par l'inégalité dans le mode de rémunération des heures supplémentaires, des mesures de sauvegarde dont elle définit les conditions et modalités, sauf dans le cas où pendant cette étape l'augmentation moyenne du niveau des salaires dans les mêmes secteurs d'autres États membres excéderait, par rapport à la moyenne de l'année 1956, celle intervenue en France, d'un pourcentage fixé par la Commission avec l'approbation du Conseil statuant à la majorité qualifiée.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

VON DEM WUNSCH GELEITET, gewisse besondere Probleme, die im gegenwärtigen Zeitpunkt bestehen, in Übereinstimmung mit den allgemeinen Zielen dieses Vertrags zu regeln,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

I. Abgaben und Beihilfen

1. Die Kommission und der Rat nehmen jährlich eine Prüfung des in der Franken-Zone angewandten Systems der Ausfuhrbeihilfen und der besonderen Einfuhrabgaben vor.

Bei dieser Prüfung gibt die französische Regierung die Maßnahmen bekannt, die sie zur Herabsetzung und Rationalisierung der Höhe der Beihilfen und Abgaben treffen will.

Ferner teilt sie dem Rat und der Kommission die Einführung neuer Abgaben, die sie auf Grund weiterer Liberalisierungen plant, sowie die Umgestaltung der Beihilfen und Abgaben mit, die sie innerhalb des am 1. Januar 1957 geltenden Abgabenhöchstsatzes in Aussicht nimmt. Diese Maßnahmen können innerhalb dieser Organe erörtert werden.

2. Ist der Rat der Auffassung, daß bestimmte Industriezweige der anderen Mitgliedstaaten durch die fehlende Einheitlichkeit beeinträchtigt werden, so kann er auf Vorschlag der Kommission auf Grund eines mit qualifizierter Mehrheit gefaßten Beschlusses die französische Regierung ersuchen, bestimmte Maßnahmen zur Vereinheitlichung der Abgaben und Beihilfen für jede der drei Gruppen Rohstoffe, Halbwaren und Fertigwaren zu treffen. Trifft die französische Regierung diese Maßnahmen nicht, so ermächtigt der Rat mit qualifizierter Mehrheit die anderen Mitgliedstaaten, Schutzmaßnahmen zu ergreifen, deren Bedingungen und Einzelheiten er festlegt.

3. War die laufende Zahlungsbilanz der Franken-Zone länger als ein Jahr ausgeglichen und haben ihre Währungsreserven einen unter besonderer Berücksichtigung des Außenhandelsvolumens als zufriedenstellend anzusehenden Stand

erreicht, so kann der Rat mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag der Kommission entscheiden, daß die französische Regierung das System der Abgaben und Beihilfen abzuschaffen hat.

Wird zwischen der Kommission und der französischen Regierung über die Frage, ob der Stand der Währungsreserven der Franken-Zone als zufriedenstellend angesehen werden kann, kein Einvernehmen erzielt, so übertragen sie diese Feststellung einer im gegenseitigen Einvernehmen als Schiedsrichter gewählten Persönlichkeit oder Stelle. Kommt keine Einigung zustande, so ernennt der Präsident des Gerichtshofes den Schiedsrichter.

Lautet die Entscheidung auf Abschaffung, so ist diese derart durchzuführen, daß das Gleichgewicht der Zahlungsbilanz nicht beeinträchtigt wird; insbesondere können die Beihilfen und Abgaben schrittweise abgeschafft werden. Ist die Abschaffung durchgeführt, so sind die Bestimmungen dieses Vertrags uneingeschränkt anzuwenden.

Der Begriff „laufende Zahlungsbilanz“ hat die Bedeutung, die ihm bei den internationalen Organisationen und dem Internationalen Währungsfonds beigelegt wird; er umfaßt die Handelsbilanz und die unsichtbaren Transaktionen, die den Charakter von Erträgen oder Dienstleistungen haben.

II. Entgelt für Überstunden

1. Nach Ansicht der Mitgliedstaaten wird die Errichtung des Gemeinsamen Marktes am Ende der ersten Stufe Verhältnisse herbeiführen, unter denen die Grundlage, bei deren Überschreitung Überstunden vergütet werden, sowie die durchschnittliche Höhe dieser Überstundenzuschläge in der Industrie den betreffenden Werten in Frankreich entsprechen werden, und zwar nach dem Durchschnitt des Jahres 1956.

2. Treten diese Verhältnisse am Ende der ersten Stufe nicht ein, so hat die Kommission Frankreich zu ermächtigen, hinsichtlich der durch die Ungleichheit in der Art der Überstundenvergütung in Mitleidenschaft gezogenen Industriezweige Schutzmaßnahmen zu ergreifen, deren Bedingungen und Einzelheiten sie festlegt, es sei denn, daß während dieser Stufe der durchschnittliche Zuwachs des Lohnniveaus in den gleichen Zweigen anderer Mitgliedstaaten die in Frankreich eingetretene Erhöhung im Vergleich zum Durchschnitt des Jahres 1956 um einen Hundertsatz übersteigt, den die Kommission mit Zustimmung des Rates festsetzt, der hierbei mit qualifizierter Mehrheit beschließt.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO risolvere, in conformità degli obiettivi generali del Trattato, taluni problemi particolari attualmente esistenti,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato:

I. - Tasse e aiuti

1. La Commissione e il Consiglio procedono annualmente ad un esame del regime degli aiuti all'esportazione e delle tasse speciali all'importazione esistente nella zona del franco.

In occasione di tale esame, il Governo francese rende note le misure che intende adottare per ridurre e rendere razionali i livelli degli aiuti e tasse.

Esso Governo comunica altresì al Consiglio e alla Commissione le nuove imposizioni che intende effettuare in seguito a nuove liberalizzazioni e gli adattamenti degli aiuti e delle tasse cui intende procedere nei limiti dell'aliquota massima della tassa in vigore al 1° gennaio 1957. Le singole misure possono costituire l'oggetto di una discussione nell'ambito delle istituzioni suddette.

2. Il Consiglio, deliberando a maggioranza qualificata su proposta della Commissione, quando ritenga che la mancanza di uniformità sia pregiudizievole a taluni settori industriali degli altri Stati membri, può chiedere al Governo francese di adottare determinate misure per uniformare le tasse e gli aiuti, in ciascuna delle tre categorie relative alle materie prime, ai semiprodotto e ai prodotti finiti. Qualora il Governo francese non adotti tali misure, il Consiglio, sempre deliberando a maggioranza qualificata, autorizza gli altri Stati membri a prendere le misure di salvaguardia di cui definisce le condizioni e modalità.

3. Ove la bilancia dei pagamenti ordinari della zona del franco risulti equilibrata per oltre un anno e le sue riserve monetarie abbiano raggiunto un livello ritenuto soddisfacente, particolarmente nei riguardi del volume del suo commercio estero, il Consiglio, deliberando a maggioranza qualificata su proposta della Commissione, può decidere che il Governo francese deve abolire il sistema delle tasse e aiuti.

Qualora la Commissione e il Governo francese non concordino nel ritenere soddisfacente il livello delle riserve monetarie nella zona del franco, essi si rimettono al parere di una personalità o di un organismo scelto di comune intesa come arbitro. In caso di disaccordo, l'arbitro è designato dal presidente della Corte di Giustizia.

L'abolizione così decisa deve essere eseguita secondo modalità che non la rendano pregiudizievole all'equilibrio della bilancia dei pagamenti e può, in particolare, essere operata gradatamente. Le disposizioni del Trattato si applicano integralmente non appena intervenuta tale abolizione.

L'espressione « bilancia dei pagamenti ordinari » va intesa nel significato adottato dalle organizzazioni internazionali e dal Fondo monetario internazionale, vale a dire la bilancia commerciale e le transazioni invisibili aventi carattere di rendite o di prestazioni di servizi.

II. - Retribuzione delle ore di lavoro straordinario

1. Gli Stati membri ritengono che l'instaurazione del mercato comune condurrà, al termine della prima tappa, ad una situazione in cui il limite oltre il quale sono retribuite le ore di lavoro straordinario e il tasso medio di maggiorazione per tali ore nell'industria corrisponderanno a quelli esistenti in Francia secondo la media dell'anno 1956.

2. Ove tale situazione non si realizzasse al termine della prima tappa, la Commissione è tenuta ad autorizzare la Francia ad adottare, nei confronti dei settori industriali che risentono della disparità nel modo di retribuzione delle ore di lavoro straordinario, misure di salvaguardia di cui essa definisce le condizioni e modalità, salvo qualora, nel corso di tale tappa, l'aumento medio del livello dei salari negli stessi settori di altri Stati membri, rispetto alla media dell'anno 1956, fosse superiore a quello intervenuto in Francia di una percentuale fissata dalla Commissione con l'approvazione del Consiglio, che delibera a maggioranza qualificata.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

WENSENDE, in overeenstemming met de algemene doeleinden van het Verdrag, enkele thans bestaande bijzondere vraagstukken te regelen,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan dat Verdrag zijn gehecht:

L. — Heffingen en steunmaatregelen

1. Jaarlijks wordt door de Commissie en door de Raad een onderzoek ingesteld naar het in het gebied van de Franse frank toegepaste stelsel van steunmaatregelen voor de uitvoer en van bijzondere heffingen bij invoer.

Bij dit onderzoek geeft de Franse Regering kennis van de maatregelen welke zij zich voorstelt te nemen met het oog op de verlaging en de rationalisatie van het peil der steunmaatregelen en heffingen.

Zij doet de Raad en de Commissie eveneens mededeling van nieuwe heffingen welke zij ingevolge nieuwe liberalisatiemaatregelen beoogt in te voeren alsmede van de herzieningen van de steunmaatregelen en de heffingen waartoe zij wenst over te gaan binnen de limiet van het op 1 januari 1957 geldende maximumpercentage voor heffingen. Deze verschillende maatregelen kunnen het onderwerp van bespreking in die instellingen uitmaken.

2. Indien de Raad van mening is dat het ontbreken van eenvormigheid schadelijk is voor bepaalde industriële sectoren der overige Lid-Staten kan hij, met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie, besluiten de Franse Regering te verzoeken bepaalde maatregelen te nemen tot uniformisatie van de heffingen en van de steunmaatregelen, in elk van de drie categorieën, te weten: grondstoffen, halffabrikaten en eindprodukten. Indien de Franse Regering deze maatregelen niet neemt, machtigt de Raad, eveneens met gekwalificeerde meerderheid van stemmen, de overige Lid-Staten tot het treffen van vrijwaringsmaatregelen waarvan hij de voorwaarden en wijze van toepassing vaststelt.

3. Indien de lopende rekening van de betalingsbalans van het gebied van de Franse frank langer dan een jaar in evenwicht is geweest en indien de monetaire reserves een peil hebben bereikt dat als bevredigend wordt beschouwd, in

het bijzonder met het oog op de omvang van de buitenlandse handel van dit gebied, kan de Raad, met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie, besluiten dat de Franse Regering het stelsel van heffingen en steunmaatregelen dient af te schaffen.

Indien de Commissie en de Franse Regering niet tot overeenstemming komen omtrent de vraag of het peil der monetaire reserves van het gebied van de Franse frank als bevredigend kan worden beschouwd, onderwerpen zij zich aan het oordeel van een in onderlinge overeenstemming als scheidsrechter gekozen persoon of lichaam. Bij gebreke van overeenstemming wordt deze scheidsrechter door de president van het Hof van Justitie aangewezen.

Bij de afschaffing waartoe aldus is besloten dient zodanig te werk te worden gegaan, dat daardoor het evenwicht van de betalingsbalans niet in gevaar wordt gebracht; in het bijzonder kan de afschaffing geleidelijk plaatsvinden. Wanneer deze afschaffing eenmaal heeft plaatsgevonden, worden de bepalingen van het Verdrag geheel en al toegepast.

De uitdrukking „de lopende rekening van de betalingsbalans” dient te worden verstaan in de zin als aanvaard door de internationale lichamen en het Internationaal Monetair Fonds, dat wil zeggen als de handelsbalans en de onzichtbare transacties welke het karakter bezitten van inkomsten en van dienstverrichtingen.

II. — Vergoeding van overuren

1. De Lid-Staten zijn van mening dat het tot stand brengen van de gemeenschappelijke markt tot een zodanige toestand zal leiden aan het einde van de eerste etappe, dat de grondslag waarboven overuren worden vergoed, alsook de gemiddelde toeslag voor deze uren in de industrie, overeenstemmen met het in het jaar 1956 in Frankrijk bestaande gemiddelde.


2. Wanneer aan het einde van de eerste etappe de vorenomschreven toestand niet is verwezenlijkt, dient de Commissie Frankrijk te machtigen, ten opzichte van industrietakken welke benadeeld worden door de ongelijkheid in de wijze van vergoeding der overuren, vrijwaringsmaatregelen te treffen, waarvan zij de voorwaarden en wijze van toepassing vaststelt, tenzij gedurende deze etappe in dezelfde industrietakken in andere Lid-Staten de gemiddelde stijging van het loonpeil, in verhouding tot het gemiddelde van 1956, de gemiddelde stijging in Frankrijk te boven gaat met een percentage dat door de Commissie, na goedkeuring door de Raad die ter zake met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluit, is vastgesteld.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

Gedaan te Rome, de vijftwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spadolini 

Adornato

Albini

Siano

Wang

Antonio Argenti

J. Lotti

Berti

Wey



Cherubini

PROCOLE
CONCERNANT L'ITALIE

PROKOLL
BETREFFEND ITALIEN

PROCOLLO
CONCERNENTE L'ITALIA

PROCOL
BETREFFENDE ITALIE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT régler certains problèmes particuliers intéressant l'Italie,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au Traité :

LES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

PRENNENT ACTE du fait que le Gouvernement italien est engagé dans la mise en exécution d'un programme décennal d'expansion économique, qui a pour but de redresser les déséquilibres de structure de l'économie italienne, notamment par l'équipement des zones moins développées dans le Midi et dans les Iles et par la création d'emplois nouveaux dans le but d'éliminer le chômage;

RAPPELLENT que ce programme du Gouvernement italien a été pris en considération et approuvé dans ses principes et ses objectifs par des organisations de coopération internationale dont ils sont membres;

RECONNAISSENT qu'il est de leur intérêt commun que les objectifs du programme italien soient atteints;

CONVIENNENT, en vue de faciliter au Gouvernement italien l'accomplissement de cette tâche, de recommander aux institutions de la Communauté de mettre en œuvre tous les moyens et procédures prévus par le Traité en recourant notamment à un emploi adéquat des ressources de la Banque européenne d'investissement et du Fonds social européen;

SONT D'AVIS qu'il doit être tenu compte par les institutions de la Communauté, dans l'application du Traité, de l'effort que l'économie italienne devra supporter dans les prochaines années, et de l'opportunité d'éviter que des tensions dangereuses ne se produisent, notamment dans la balance des paiements ou dans le niveau de l'emploi, qui pourraient compromettre l'application de ce Traité en Italie;

RECONNAISSENT en particulier que, dans le cas d'application des articles 108 et 109, il faudra veiller à ce que les mesures demandées au Gouvernement italien sauvegardent l'aboutissement de son programme d'expansion économique et de relèvement du niveau de vie de la population.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,
VON DEM WUNSCH GELEITET, gewisse besondere Probleme betreffend
Italien zu regeln,
SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Ver-
trag als Anhang beigefügt sind:

DIE MITGLIEDSTAATEN DER GEMEINSCHAFT

NEHMEN ZUR KENNTNIS, daß sich die italienische Regierung mit der
Durchführung eines Zehnjahresplanes zur wirtschaftlichen Ausweitung befaßt,
durch den die strukturellen Unterschiede der italienischen Volkswirtschaft aus-
geglichen werden sollen, und zwar insbesondere durch die Ausrüstung der weni-
ger entwickelten Gebiete Süditaliens und der italienischen Inseln sowie durch die
Schaffung neuer Arbeitsplätze zur Beseitigung der Arbeitslosigkeit;

WEISEN DARAUF HIN, daß die Grundsätze und die Ziele dieses Plans der
italienischen Regierung von Organisationen für internationale Zusammenarbeit,
deren Mitglieder sie sind, berücksichtigt und gebilligt wurden;

ERKENNEN AN, daß die Erreichung der Ziele des italienischen Plans in
ihrem gemeinsamen Interesse liegt;

KOMMEN ÜBEREIN, den Organen der Gemeinschaft die Anwendung aller
in diesem Vertrag vorgesehenen Mittel und Verfahren zu empfehlen, insbesondere
durch eine angemessene Verwendung der Mittel der Europäischen Investitions-
bank und des Europäischen Sozialfonds der italienischen Regierung die Erfüllung
dieser Aufgabe zu erleichtern;

SIND DER AUFFASSUNG, daß die Organe der Gemeinschaft bei der An-
wendung dieses Vertrags berücksichtigen müssen, daß die italienische Volkswirt-
schaft in den kommenden Jahren erheblichen Belastungen ausgesetzt sein wird,
und daß gefährliche Spannungen, namentlich in der Zahlungsbilanz oder im Be-
schäftigungsstand, durch welche die Anwendung dieses Vertrags in Italien in
Frage gestellt werden könnte, zu vermeiden sind;

ERKENNEN INSBESONDERE AN, daß im Falle der Anwendung der Artikel
108 und 109 darauf zu achten ist, daß bei den Maßnahmen, um welche die italienische
Regierung ersucht wird, die Durchführung ihres Plans zur wirtschaftlichen Aus-
weitung und zur Hebung des Lebensstandards der Bevölkerung gesichert bleibt.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO risolvere taluni problemi particolari che interessano l'Italia,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate al Trattato:

GLI STATI MEMBRI DELLA COMUNITÀ

PRENDONO ATTO del fatto che il Governo italiano è impegnato nell'esecuzione di un programma decennale di espansione economica che mira a sanare gli squilibri strutturali dell'economia italiana, in particolare grazie all'attrezzatura delle zone meno sviluppate nel Mezzogiorno e nelle Isole e alla creazione di nuovi posti di lavoro per eliminare la disoccupazione;

RICORDANO che tale programma del Governo italiano è stato preso in considerazione e approvato nei suoi principi e nei suoi obiettivi da organizzazioni di cooperazione internazionale di cui essi sono membri;

RICONOSCONO che il raggiungimento degli obiettivi del programma italiano risponde al loro interesse comune;

CONVENGONO, onde agevolare il Governo italiano nell'adempimento di tale compito, di raccomandare alle istituzioni della Comunità di attuare tutti i mezzi e tutte le procedure previsti dal Trattato, ricorrendo in particolare a un adeguato impiego delle risorse della Banca europea per gli investimenti e del Fondo sociale europeo;

RITENGONO che le istituzioni della Comunità debbano considerare, ai fini dell'applicazione del Trattato, lo sforzo che l'economia italiana dovrà sostenere nei prossimi anni, e l'opportunità di evitare che insorgano pericolose tensioni, in particolare per quanto riguarda la bilancia dei pagamenti o il livello dell'occupazione, tensioni che potrebbero compromettere l'applicazione del Trattato in Italia;

RICONOSCONO in particolare che, in caso di applicazione degli articoli 108 e 109, si dovrà aver cura che le misure richieste al Governo italiano salvaguardino il compimento del suo programma di espansione economica e di miglioramento del tenore di vita della popolazione.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,
VERLANGENDE bepaalde bijzondere vraagstukken te regelen welke voor Italië van belang zijn,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag zijn gehecht:

DE LID-STATEN VAN DE GEMEENSCHAP

NEMEN KENNIS van het feit, dat de Italiaanse Regering een aanvang heeft gemaakt met de tenuitvoerlegging van een tienjarenplan voor economische expansie, dat tot doel heeft een evenwicht tot stand te brengen in de structuur van de Italiaanse economie, met name door de minderontwikkelde streken in het zuiden en op de eilanden toe te rusten en door nieuwe werkgelegenheid te scheppen, ten einde de werkloosheid uit te schakelen;

BRENGEN IN HERINNERING, dat dit programma van de Italiaanse Regering door organisaties van internationale samenwerking waarvan zij lid zijn, in zijn beginselen en zijn doelstellingen in beschouwing is genomen en goedgekeurd;

ERKENNEN, dat het in hun gemeenschappelijk belang is dat de doelstellingen van het Italiaanse programma worden bereikt;

KOMEN OVEREEN, ten einde de vervulling van de taak der Italiaanse Regering te vergemakkelijken, aan de instellingen van de Gemeenschap aan te bevelen alle in het Verdrag bedoelde middelen en procedures aan te wenden, met name een doeltreffend gebruik te maken van de middelen van de Europese Investeringsbank en het Europees Sociaal Fonds;

ZIJN VAN MENING, dat door de instellingen van de Gemeenschap bij de toepassing van het Verdrag rekening moet worden gehouden met de krachtsinspanning welke de Italiaanse economie zich gedurende de eerstkomende jaren moet getroosten, en met de wenselijkheid gevaarlijke spanningen te voorkomen, met name in de betalingsbalans en het peil van werkgelegenheid, welke de toepassing van dat Verdrag in Italië in gevaar zouden kunnen brengen;

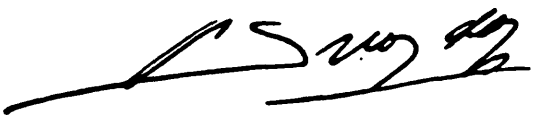
ERKENNEN in het bijzonder, dat er bij de toepassing van de artikelen 108 en 109 voor gewaakt moet worden dat de maatregelen welke van de Italiaanse Regering worden verlangd, het volbrengen van haar programma voor economische expansie en voor verbetering van de levensstandaard van de bevolking niet aantasten.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

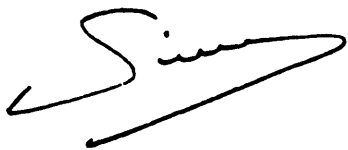
Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

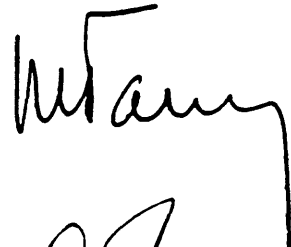
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spach 

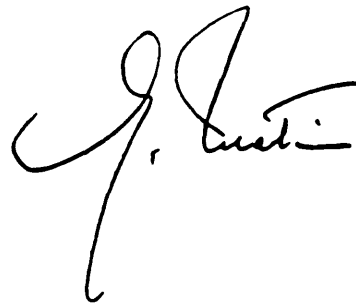


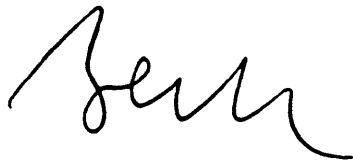






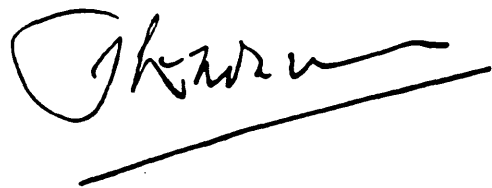












PROTOCOLE
concernant
LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

PROTOKOLL
betreffend
DAS GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG

PROTOCOLLO
concernente
IL GRANDUCATO DEL LUSSEMBURGO

PROTOCOL
betreffende
**HET GROOTHERTOOGDOM
LUXEMBURG**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT régler certains problèmes particuliers intéressant le Grand-Duché de Luxembourg,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées au Traité :

ARTICLE 1

1. En raison de la situation particulière de son agriculture, le Grand-Duché de Luxembourg est autorisé à maintenir les restrictions quantitatives à l'importation des produits figurant à la liste annexée à la décision des Parties Contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce en date du 3 décembre 1955, concernant l'agriculture luxembourgeoise.

La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas appliquent le régime prévu par l'article 6 alinéa 3, de la Convention d'Union économique belgo-luxembourgeoise du 25 juillet 1921.

2. Le Grand-Duché de Luxembourg prend toutes mesures d'ordre structurel, technique et économique, rendant possible l'intégration progressive de l'agriculture luxembourgeoise dans le marché commun. La Commission peut lui adresser des recommandations au sujet des mesures à prendre.

A la fin de la période de transition, le Conseil décide, à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, dans quelle mesure les dérogations accordées au Grand-Duché de Luxembourg doivent être maintenues, modifiées ou abolies.

Un droit de recours contre cette décision est ouvert à tout État membre intéressé devant une instance d'arbitrage désignée conformément aux dispositions de l'article 8 paragraphe 4, du Traité.

ARTICLE 2

Lors de l'établissement des règlements prévus par l'article 48 paragraphe 3, du Traité, relatif à la libre circulation des travailleurs, la Commission tient compte, en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg, de la situation démographique particulière de ce pays.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

VON DEM WUNSCH GELEITET, gewisse besondere Probleme betreffend das Großherzogtum Luxemburg zu regeln,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

ARTIKEL 1

1. Auf Grund der besonderen Lage seiner Landwirtschaft ist das Großherzogtum Luxemburg berechtigt, die mengenmäßigen Beschränkungen für die Einfuhr der Erzeugnisse beizubehalten, die in der Liste im Anhang zu der Entscheidung der Vertragsparteien des Allgemeinen Zoll- und Handelsabkommens vom 3. Dezember 1955 betreffend die luxemburgische Landwirtschaft aufgeführt sind.

Belgien, Luxemburg und die Niederlande wenden das in Artikel 6 Absatz 3 der Konvention über die belgisch-luxemburgische Wirtschaftsunion vom 25. Juli 1921 vorgesehene System an.

2. Das Großherzogtum Luxemburg trifft alle Maßnahmen struktureller, technischer und wirtschaftlicher Art, um die schrittweise Eingliederung der luxemburgischen Landwirtschaft in den Gemeinsamen Markt zu ermöglichen. Die Kommission kann an das Großherzogtum Luxemburg Empfehlungen über die zu treffenden Maßnahmen richten.

Am Ende der Übergangszeit entscheidet der Rat mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag der Kommission, inwieweit die abweichende Regelung für das Großherzogtum Luxemburg beizubehalten, zu ändern oder aufzuheben ist.

Jeder beteiligte Mitgliedstaat kann gegen diese Entscheidung eine gemäß Artikel 8 Absatz 4 dieses Vertrags bestellte Schiedsstelle anrufen.

ARTIKEL 2

Bei der Festlegung der in Artikel 48 Absatz 3 dieses Vertrags betreffend die Freizügigkeit der Arbeitnehmer vorgesehenen Vorschriften trägt die Kommission in bezug auf das Großherzogtum Luxemburg der besonderen demographischen Lage dieses Staates Rechnung.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO risolvere taluni problemi particolari che interessano il Granducato del Lussemburgo,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate al Trattato:

ARTICOLO 1

1. In ragione della particolare situazione della sua agricoltura, il Granducato del Lussemburgo è autorizzato a mantenere le restrizioni quantitative all'importazione dei prodotti compresi nell'elenco allegato alla decisione delle Parti Contraenti dell'Accordo generale sulle tariffe doganali e sul commercio, in data 3 dicembre 1955, riguardante l'agricoltura lussemburghese.

Il Belgio, il Lussemburgo e i Paesi Bassi applicano il regime di cui all'articolo 6, terzo comma, della Convenzione di Unione economica belgo-lussemburghese del 25 luglio 1921.

2. Il Granducato del Lussemburgo adotta tutte le misure di ordine strutturale, tecnico ed economico, atte a consentire la progressiva integrazione dell'agricoltura lussemburghese nel mercato comune. La Commissione può rivolgergli raccomandazioni circa le misure da adottare.

Al termine del periodo transitorio, il Consiglio decide, a maggioranza qualificata, su proposta della Commissione, in quale misura le deroghe concesse al Granducato del Lussemburgo debbano essere mantenute, modificate o abolite.

Ad ogni Stato membro interessato è riconosciuto il diritto di ricorso contro tale decisione dinanzi ad un organo arbitrale, designato conformemente alle disposizioni dell'articolo 8, paragrafo 4, del Trattato.

ARTICOLO 2

Nello stabilire i regolamenti contemplati dall'articolo 48, paragrafo 3, del Trattato, relativo alla libera circolazione dei lavoratori, la Commissione considera, nei riguardi del Granducato del Lussemburgo, la particolare situazione demografica di tale paese.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

VERLANGENDE, bepaalde bijzondere vraagstukken te regelen welke voor het Groothertogdom Luxemburg van belang zijn,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag zijn gehecht :

ARTIKEL 1

1. Gezien de bijzondere toestand van zijn landbouw wordt aan het Groothertogdom Luxemburg toegestaan de kwantitatieve beperkingen te handhaven bij de invoer van de produkten voorkomende op de lijst welke is gehecht aan het besluit van de Verdragsluitende Partijen bij de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel van 3 december 1955 met betrekking tot de Luxemburgse landbouw.

België, Luxemburg en Nederland passen de regeling toe vermeld in artikel 6, lid 3, van de Overeenkomst van 25 juli 1921 tot oprichting van een economische unie tussen België en het Groothertogdom Luxemburg.

2. Het Groothertogdom Luxemburg neemt alle maatregelen van structurele, technische en economische aard waardoor de geleidelijke integratie van de Luxemburgse landbouw in de gemeenschappelijke markt mogelijk wordt gemaakt. De Commissie kan het Groothertogdom Luxemburg aanbevelingen doen over de te nemen maatregelen.

Aan het einde van de overgangsperiode besluit de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie in hoeverre de afwijkingen toegestaan aan het Groothertogdom Luxemburg moeten worden gehandhaafd, gewijzigd of afgeschaft.

Tegen die beschikking staat voor elke betrokken Lid-Staat beroep open bij een scheidsrechterlijke instantie, aangewezen overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, lid 4, van het Verdrag.

ARTIKEL 2

Bij de vaststelling van de verordeningen als bedoeld in artikel 48, lid 3, van het Verdrag, inzake het vrije verkeer van werknemers, houdt de Commissie ten aanzien van het Groothertogdom Luxemburg rekening met de bijzondere demografische toestand van dat land.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

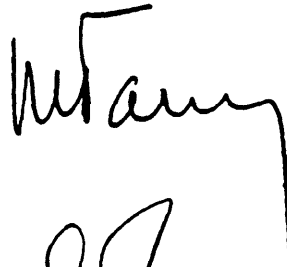
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.


P. N. Spang 

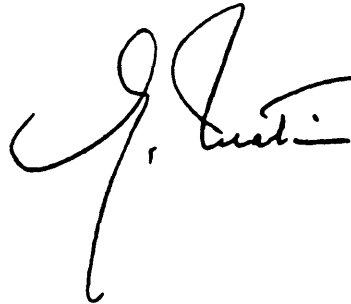








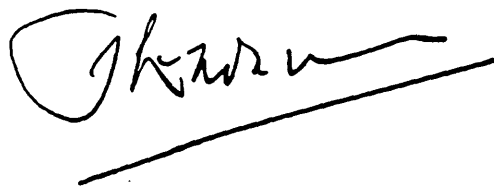












PROTOCOLE
relatif aux
MARCHANDISES ORIGINAIRES
ET EN PROVENANCE
DE CERTAINS PAYS
et bénéficiant d'un régime particulier
à l'importation dans un des États membres

PROTOKOLL
über die
WAREN AUS
BESTIMMTEN URSPRUNGS-
UND HERKUNFTSLÄNDERN,
für die bei der Einfuhr in einen Mitgliedstaat
eine Sonderregelung gilt

PROTOCOLLO
relativo alle
MERCI ORIGINARIE
E PROVENIENTI
DA TALUNI PAESI
che beneficiano di un regime particolare alla
importazione in uno degli Stati membri

PROTOCOL
betreffende
GOEDEREN VAN OORSPRONG EN
VAN HERKOMST UIT BEPAALDE LANDEN
onderworpen aan een bijzondere regeling
bij invoer in een van de Lid-Staten

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT apporter des précisions sur l'application du Traité à certaines marchandises originaires et en provenance de certains pays et bénéficiant d'un régime particulier à l'importation dans un des États membres,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

1. L'application du Traité instituant la Communauté Économique Européenne n'exige aucune modification du régime douanier applicable, à l'entrée en vigueur du Traité, aux importations :

a) dans les pays du Benelux, de marchandises originaires et en provenance du Surinam et des Antilles Néerlandaises,

b) en France, de marchandises originaires et en provenance du Maroc, de la Tunisie, de la République du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos. Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux établissements français du Condominium des Nouvelles-Hébrides,

c) en Italie, de marchandises originaires et en provenance de la Libye et de la Somalie actuellement sous tutelle italienne.

2. Les marchandises importées dans un État membre au bénéfice du régime susvisé ne peuvent être considérées comme étant en libre pratique dans cet État au sens de l'article 10 du Traité, lorsqu'elles sont réexportées dans un autre État membre.

3. Avant la fin de la première année suivant l'entrée en vigueur du Traité, les États membres communiquent à la Commission et aux autres États membres les dispositions concernant les régimes particuliers visés au présent Protocole, ainsi que la liste des produits qui en bénéficient.

Ils informent également la Commission et les autres États membres des modifications apportées ultérieurement à ces listes ou à ces régimes.

4. La Commission veille à ce que l'application des dispositions ci-dessus ne puisse porter préjudice aux autres États membres; elle peut prendre, à cet effet, dans les relations entre États membres, toutes dispositions appropriées.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

VON DEM WUNSCH GELEITET, die Anwendung dieses Vertrags auf Waren aus bestimmten Ursprungs- und Herkunftsländern, für die bei der Einfuhr in einen Mitgliedstaat eine Sonderregelung gilt, näher zu bestimmen,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

1. Die Anwendung des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft erfordert keine Änderung der bei Inkrafttreten dieses Vertrags geltenden Zollregelung für die Einfuhr

a) nach den Beneluxländern von Waren, deren Ursprungs- und Herkunftsländer Surinam oder die Niederländischen Antillen sind;

b) nach Frankreich von Waren, deren Ursprungs- und Herkunftsländer Marokko, Tunesien, die Republik Vietnam, Kambodscha oder Laos sind. Dies gilt auch für die französischen Besitzungen des Kondominiums der Neuen Hebriden;

c) nach Italien von Waren, deren Ursprungs- und Herkunftsländer Libyen oder das zur Zeit unter italienischer Verwaltung stehende Treuhandgebiet Somaliland sind.

2. Waren, die nach der vorgenannten Regelung in einen Mitgliedstaat eingeführt wurden, dürfen bei ihrer Wiederausfuhr in einen anderen Mitgliedstaat nicht als im Sinne des Artikels 10 dieses Vertrags im freien Verkehr des erstgenannten Staates befindlich angesehen werden.

3. Vor Ende des ersten Jahres nach Inkrafttreten dieses Vertrags teilen die Mitgliedstaaten der Kommission und den anderen Mitgliedstaaten die Bestimmungen betreffend die in diesem Protokoll bezeichneten Sonderregelungen sowie die Liste der Waren mit, für welche diese gelten.

Sie geben ferner der Kommission und den anderen Mitgliedstaaten spätere Änderungen dieser Listen oder Regelungen bekannt.

4. Die Kommission achtet darauf, daß sich die Anwendung der vorstehenden Bestimmungen nicht zum Schaden der anderen Mitgliedstaaten auswirken kann; sie kann zu diesem Zweck im Verhältnis der Mitgliedstaaten zueinander alle geeigneten Vorkehrungen treffen.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO dare precisazioni in merito all'applicazione del Trattato a talune merci originarie e provenienti da taluni paesi, che beneficiano di un regime particolare all'importazione in uno degli Stati membri,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate al Trattato:

1. L'applicazione del Trattato istitutivo della Comunità Economica Europea non richiede alcuna modificazione del regime doganale applicabile, al momento dell'entrata in vigore del Trattato, alle importazioni:

a) nei paesi del Benelux, di merci originarie e provenienti dal Surinam e dalle Antille olandesi;

b) in Francia, di merci originarie e provenienti dal Marocco, dalla Tunisia, dalla Repubblica del Vietnam, dalla Cambogia e dal Laos. Le disposizioni che precedono si applicano altresì agli Stabilimenti francesi del Condominio delle Nuove Ebridi;

c) in Italia, di merci originarie e provenienti dalla Libia e dalla Somalia attualmente in amministrazione fiduciaria italiana.

2. Le merci importate in uno Stato membro in base al regime suddetto non possono considerarsi in libera pratica in tale Stato, ai sensi dell'articolo 10 del Trattato, quando siano riesportate in un altro Stato membro.

3. Entro la fine del primo anno successivo all'entrata in vigore del Trattato, gli Stati membri comunicano alla Commissione e agli altri Stati membri le disposizioni relative ai regimi particolari contemplati dal presente Protocollo, nonché l'elenco dei prodotti che beneficiano di tali regimi.

Essi informano altresì la Commissione e gli altri Stati membri delle modificazioni successivamente apportate a tali elenchi o a tali regimi.

4. La Commissione vigila a che l'applicazione delle disposizioni che precedono non sia pregiudizievole agli altri Stati membri; essa può prendere, a tal fine, ogni opportuna disposizione nelle relazioni fra Stati membri.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

VERLANGENDE nadere aanduidingen te geven voor de toepassing van het Verdrag op bepaalde goederen van oorsprong en van herkomst uit bepaalde landen onderworpen aan een bijzondere regeling bij invoer in een der Lid-Staten,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag zijn gehecht:

1. De toepassing van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap vergt geen enkele wijziging in de douaneregeling die bij de inwerkingtreding van het Verdrag van toepassing is op de invoer

a) in de Benelux-landen, van goederen van oorsprong en van herkomst uit Suriname en de Nederlandse Antillen,

b) in Frankrijk, van goederen van oorsprong en van herkomst uit Marokko, Tunesië, de Republiek Vietnam, Kambodja en Laos. De hierboven vermelde bepalingen zijn eveneens van toepassing op de Franse nederzettingen in het Condominium van de Nieuwe Hebriden,

c) in Italië, van goederen van oorsprong en van herkomst uit Lybië en uit het thans onder Italiaans bestuur staand trustgebied van Somaliland.

2. De goederen in een Lid-Staat ingevoerd met toepassing van bovenvermelde regeling kunnen niet worden geacht in die Staat in het vrije verkeer te zijn, in de zin van artikel 10 van het Verdrag, wanneer zij weer worden uitgevoerd naar een andere Lid-Staat.

3. Vóór het einde van het eerste jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag delen de Lid-Staten de bepalingen betreffende de in dit Protocol bedoelde bijzondere regeling alsmede de lijst van de produkten waarvoor zij gelden, aan de Commissie en aan de andere Lid-Staten mede.

Zij brengen de Commissie en de andere Lid-Staten eveneens op de hoogte van de later in deze lijsten of in deze regeling aangebrachte wijzigingen.


4. De Commissie waakt ervoor dat de toepassing van bovengenoemde bepalingen geen schade kan berokkenen aan de andere Lid-Staten; zij kan daartoe alle passende maatregelen nemen ten aanzien van de betrekkingen tussen Lid-Staten.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

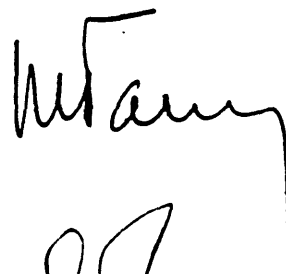
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spach 

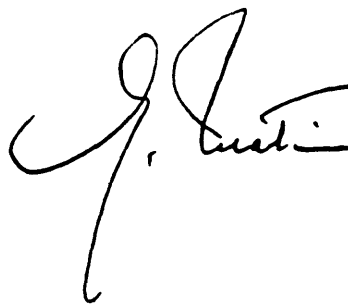


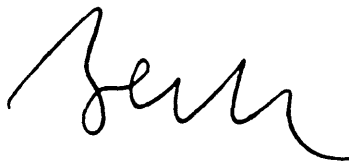






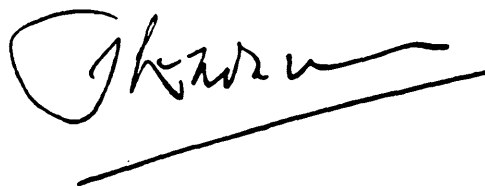












PROTOCOLE
relatif au régime à appliquer aux
PRODUITS RELEVANT DE LA
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER
A L'ÉGARD DE L'ALGÉRIE
ET DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PROTOKOLL
über die
REGELUNG FÜR DIE WAREN,
die unter die Zuständigkeit
DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFT
FÜR KOHLE UND STAHL FALLEN,
HINSICHTLICH ALGERIENS
UND DER ÜBERSEEISCHEN DEPARTEMENTS
DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK

PROTOCOLLO
relativo al regime da applicare ai
PRODOTTI DI COMPETENZA DELLA
COMUNITA' EUROPEA
DEL CARBONE E DELL'ACCIAIO
NEI CONFRONTI DELL'ALGERIA
E DEI DIPARTIMENTI D'OLTREMARE
DELLA REPUBBLICA FRANCESE

PROTOCOL
betreffende de regeling toe te passen
OP DE PRODUKTEN VALLENDE ONDER
DE EUROPESE GEMEENSCHAP
VOOR KOLEN EN STAAL
TEN AANZIEN VAN ALGERIË
EN DE OVERZEESE DEPARTEMENTEN
VAN DE FRANSE REPUBLIEK

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

CONSCIENTES du fait que les dispositions du Traité concernant l'Algérie et les départements d'outre-mer de la République Française posent le problème du régime à appliquer, à l'égard de l'Algérie et de ces départements, aux produits faisant l'objet du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier,

DÉSIREUSES de rechercher une solution appropriée en harmonie avec les principes des deux Traités,

RÉGLERONT ce problème dans un esprit de collaboration réciproque dans le plus court délai, au plus tard à l'occasion de la première révision du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

IN DEM BEWUSSTSEIN, daß die Bestimmungen dieses Vertrags über Algerien und die überseeischen Departements der Französischen Republik das Problem aufwerfen, welche Regelung hinsichtlich Algeriens und dieser Departements für die Waren zu treffen ist, die Gegenstand des Vertrags über die Gründung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl sind,

IN DEM WUNSCH, eine geeignete Lösung im Einklang mit den Grundsätzen der beiden Verträge zu finden,

WERDEN diese Frage im Geiste gegenseitiger Zusammenarbeit so bald wie möglich, spätestens jedoch bei der ersten Änderung des Vertrags über die Gründung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl, REGELN.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

CONSAPEVOLI del fatto che le disposizioni del Trattato concernenti l'Algeria e i dipartimenti d'oltremare della Repubblica francese sollevano il problema del regime da applicare, nei confronti dell'Algeria e di tali dipartimenti, ai prodotti che costituiscono l'oggetto del Trattato istitutivo della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio,

DESIDERANDO ricercare una soluzione adeguata, in armonia coi principi dei due Trattati,

RISOLVERANNO con spirito di reciproca collaborazione tale problema nel più breve termine, e al più tardi in occasione della prima revisione del Trattato istitutivo della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

ZICH BEWUST van het feit, dat de bepalingen van het Verdrag betreffende Algerië en de overzeese departementen van de Franse Republiek het vraagstuk doen rijzen van de regeling, die moet worden toegepast, ten aanzien van Algerië en die departementen, op de produkten vallende onder het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal,

VERLANGENDE, te streven naar een passende oplossing, welke in overeenstemming is met de beginselen van beide Verdragen,

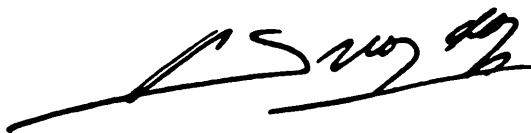
ZULLEN dit vraagstuk in een geest van onderlinge samenwerking regelen binnen een zo kort mogelijke termijn en uiterlijk ter gelegenheid van de eerste herziening van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

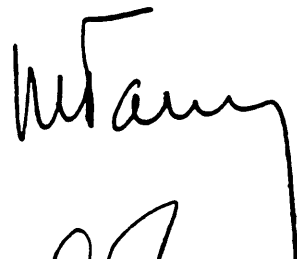
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spang 

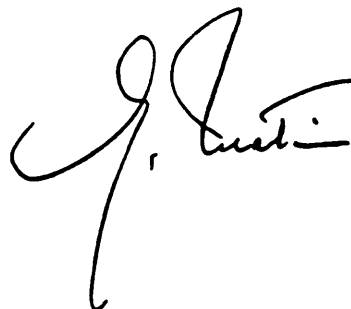








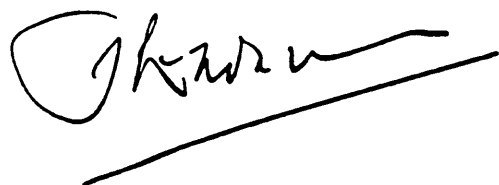












PROTOCOLE
concernant
LES HUILES MINÉRALES
ET CERTAINS DE LEURS DÉRIVÉS

PROTOKOLL
über
DIE MINERALÖLE
UND EINIGE MINERALÖLERZEUGNISSE

PROTOCOLLO
concernente
GLI OLI MINERALI
E TALUNI LORO DERIVATI

PROTOCOL
betreffende
DE AARDOLIE
EN SOMMIGE DERIVATEN DAARVAN

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées au Traité :

1. Chaque État membre peut maintenir à l'égard des autres États membres et des États tiers, pour une période de six années à compter de l'entrée en vigueur du Traité, les droits de douane et taxes d'effet équivalent appliqués sur les produits relevant des positions 27.09, 27.10, 27.11, 27.12 et ex 27.13 (paraffine, cires de pétrole ou de schistes, et résidus paraffineux) de la Nomenclature de Bruxelles, à la date du 1^{er} janvier 1957, ou à la date de l'entrée en vigueur du Traité s'ils sont inférieurs. Toutefois, le droit à maintenir sur les huiles brutes ne pourra avoir pour effet d'accroître de plus de 5 % l'écart existant au 1^{er} janvier 1957 entre les droits applicables aux huiles brutes d'une part, et aux dérivés susmentionnés de l'autre. Dans le cas où un tel écart n'existe pas, celui qui pourrait être créé ne pourra pas excéder 5 % du droit appliqué au 1^{er} janvier 1957 sur les produits relevant de la position 27.09. Si, avant l'expiration de la période de six années, une réduction des droits de douane et des taxes d'effet équivalent est apportée aux produits relevant de la position 27.09, les droits de douane et taxes d'effet équivalent frappant les autres produits susmentionnés doivent faire l'objet d'une réduction correspondante.

A l'expiration de cette période, les droits maintenus dans les conditions prévues à l'alinéa précédent sont totalement supprimés à l'égard des autres États membres. A la même date, le tarif douanier commun est applicable à l'égard des États tiers.

2. Les aides à la production des huiles minérales visées à la position 27.09 de la Nomenclature de Bruxelles, dans la mesure où elles apparaissent nécessaires en vue de ramener le prix des huiles brutes au prix pratiqué sur le marché mondial, CAF port européen d'un État membre, relèvent de l'application de l'article 92 paragraphe 3 c), du Traité. Au cours des deux premières étapes, la Commission n'use des pouvoirs prévus à l'article 93 que dans la mesure nécessaire à empêcher une application abusive desdites aides.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

1. Jeder Mitgliedstaat kann gegenüber den anderen Mitgliedstaaten und dritten Ländern für einen Zeitabschnitt von sechs Jahren nach Inkrafttreten dieses Vertrags die Zölle und Abgaben gleicher Wirkung beibehalten, die auf die Erzeugnisse der Positionen 27.09, 27.10, 27.11, 27.12 und ex 27.13 der Brüsseler Nomenklatur (Paraffin, Petrolatum aus Erdöl oder Ölschiefer und paraffinische Rückstände) am 1. Januar 1957 oder, wenn sie bei Inkrafttreten des Vertrags niedriger sind, zu diesem Zeitpunkt angewandt wurden. Der beizubehaltende Zollsatz für Rohöl darf jedoch nicht zur Folge haben, daß der am 1. Januar 1957 bestehende Abstand zwischen den geltenden Zollsätzen für Rohöl und für die oben erwähnten Mineralölerzeugnisse um mehr als 5 v.H. vergrößert wird. Falls ein solcher Abstand nicht besteht, darf ein neu geschaffener Abstand nicht mehr betragen als 5 v.H. des am 1. Januar 1957 auf die Waren der Position 27.09 angewandten Zollsatzes. Werden vor Ablauf dieses Zeitabschnitts von sechs Jahren die Zölle oder Abgaben gleicher Wirkung für die Waren der Position 27.09 herabgesetzt, so müssen die Zölle und Abgaben gleicher Wirkung für die übrigen oben genannten Waren entsprechend herabgesetzt werden.

Bei Ablauf dieses Zeitabschnitts werden die nach Maßgabe des vorstehenden Unterabsatzes beibehaltenen Zollsätze gegenüber den anderen Mitgliedstaaten vollständig aufgehoben. Zum gleichen Zeitpunkt wird der Gemeinsame Zolltarif gegenüber dritten Ländern angewandt.

2. Für die Beihilfen zur Herstellung der in der Position 27.09 der Brüsseler Nomenklatur genannten Rohöle gilt Artikel 92 Absatz 3 Buchstabe c dieses Vertrags, soweit diese Beihilfen notwendig erscheinen, um den Rohölpreis dem Preis anzunähern, der auf dem Weltmarkt cif europäischer Hafen eines Mitgliedstaates angewandt wird. Während der beiden ersten Stufen macht die Kommission von den in Artikel 93 vorgesehenen Befugnissen nur insoweit Gebrauch, als dies erforderlich ist, um eine mißbräuchliche Anwendung der genannten Beihilfen zu verhindern.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate al Trattato:

1. Ciascuno Stato membro può mantenere, nei confronti degli altri Stati membri e degli Stati terzi, per un periodo di sei anni dal momento dell'entrata in vigore del Trattato, i dazi doganali e tasse d'effetto equivalente applicati ai prodotti contemplati nelle posizioni 27.09, 27.10, 27.11, 27.12 e ex 27.13 (paraffina, cere di petrolio o di scisti, e residui paraffinosi) della Nomenclatura di Bruxelles, alla data del 1° gennaio 1957, ovvero quelli applicati alla data dell'entrata in vigore del Trattato, quando questi ultimi siano inferiori. Tuttavia, il dazio da mantenere sugli oli grezzi non potrà avere per effetto di accrescere in misura superiore al 5 % il divario esistente al 1° gennaio 1957 fra i dazi applicabili agli oli grezzi, da una parte, e quelli applicati ai derivati summenzionati dall'altra. Ove tale scarto non esista, quello eventualmente creato non potrà superare il 5 % del dazio applicato al 1° gennaio 1957 ai prodotti contemplati nella posizione 27.09. Qualora, prima dello scadere del periodo di sei anni, si proceda a una riduzione dei dazi doganali e delle tasse di effetto equivalente nei confronti dei prodotti contemplati nella posizione 27.09, i dazi doganali e le tasse di effetto equivalente applicati agli altri prodotti summenzionati devono formare oggetto di una riduzione corrispondente.

Allo scadere del periodo stesso, i dazi mantenuti alle condizioni previste dal comma precedente sono interamente aboliti nei riguardi degli altri Stati membri. Alla stessa data diventa applicabile nei confronti dei paesi terzi la tariffa doganale comune.

2. Agli aiuti alla produzione degli oli minerali contemplati nella posizione 27.09 della Nomenclatura di Bruxelles si applicano le disposizioni dell'articolo 92, paragrafo 3 c) del Trattato, nella misura in cui tali aiuti appaiono necessari per riportare il prezzo degli oli grezzi al livello del prezzo praticato sul mercato mondiale, CAF porto europeo di uno Stato membro. Durante le due prime tappe, la Commissione fa uso dei poteri previsti dall'articolo 93 soltanto nella misura necessaria a impedire un'applicazione abusiva di tali aiuti.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag zijn gehecht:

1. Elke Lid-Staat kan ten aanzien van de andere Lid-Staten en van derde Staten voor een periode van zes jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag de douanerechten en heffingen van gelijke werking op produkten vallende onder de posten 27.09, 27.10, 27.11, 27.12 en ex 27.13 (paraffine, was van petroleum of van leisteenolie, en paraffine-residuen) van de Naamlijst van Brussel handhaven zoals zij van toepassing zijn op 1 januari 1957 of op de datum van de inwerkingtreding van het Verdrag als zij op laatstbedoelde datum lager zijn. Evenwel zal het recht dat op ruwe oliën wordt gehandhaafd niet tot gevolg kunnen hebben, dat het op 1 januari 1957 bestaande verschil tussen de invoerrechten die van toepassing zijn op ruwe oliën enerzijds en op bovengenoemde derivaten anderzijds, met meer dan 5% toeneemt. Ingeval een dergelijk verschil niet bestaat, zal een eventueel tot stand te brengen verschil niet meer dan 5% mogen bedragen van het op 1 januari 1957 toegepaste recht op de produkten vallende onder post 27.09. Indien vóór het verstrijken van de periode van zes jaar een verlaging van de douanerechten en heffingen van gelijke werking wordt aangebracht op produkten vallende onder post 27.09, moeten de douanerechten en heffingen van gelijke werking waaraan de andere bovengenoemde produkten zijn onderworpen een overeenkomstige verlaging ondergaan.

Bij afloop van deze periode worden de rechten welke onder de voorwaarden, gesteld in de voorgaande alinea, zijn gehandhaafd ten aanzien van de andere Lid-Staten in hun geheel afgeschaft. Op dezelfde datum is het gemeenschappelijke douanetarief van toepassing ten aanzien van derde Staten.


2. Voor zover steunmaatregelen voor de produktie van aardolie, als bedoeld bij post 27.09 van de Naamlijst van Brussel noodzakelijk blijken om de prijs van de ruwe olie terug te brengen tot de prijs die geldt op de wereldmarkt, c.i.f. Europese haven van een Lid-Staat, vallen zij onder de toepassing van artikel 92, lid 3 c), van het Verdrag. Tijdens de eerste twee etappen maakt de Commissie slechts gebruik van de in artikel 93 genoemde bevoegdheden, in de mate waarin zulks noodzakelijk is om een verkeerde toepassing van die maatregelen te beletten.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

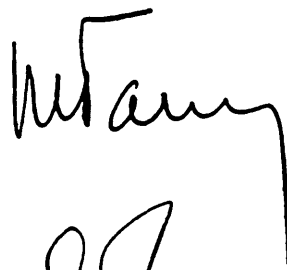
Gedaan te Rome, de vijftwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spadolini 

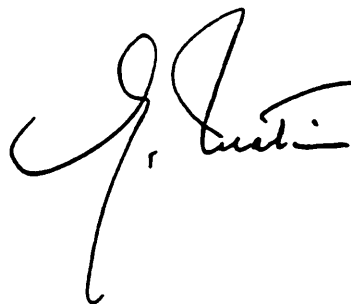








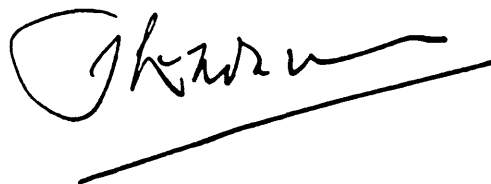
Antonio Ingrao











PROCOLE
relatif à
L'APPLICATION DU TRAITÉ
instituant
LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
AUX PARTIES NON EUROPÉENNES
DU ROYAUME DES PAYS-BAS

PROKOLL
über
DIE ANWENDUNG DES VERTRAGS
zur Gründung der
EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT
AUF DIE AUSSEREUROPÄISCHEN TEILE
DES KÖNIGREICHS DER NIEDERLANDE

PROCOLLO
concernente
L'APPLICAZIONE DEL TRATTATO
che istituisce
LA COMUNITA' ECONOMICA EUROPEA
ALLE PARTI NON EUROPEE
DEL REGNO DEI PAESI BASSI

PROCOL
betreffende
DE TOEPASSING VAN HET VERDRAG
tot oprichting van de
EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP
OP DE NIET-EUROPESE DELEN
VAN HET
KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

SOUCLIEUSES, au moment de signer le Traité instituant entre elles la Communauté Économique Européenne, de préciser la portée des dispositions de l'article 227 de ce Traité à l'égard du Royaume des Pays-Bas,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, en raison de la structure constitutionnelle du Royaume telle qu'elle résulte du Statut du 29 décembre 1954, aura la faculté, par dérogation à l'article 227, de ne ratifier le Traité que pour le Royaume en Europe et la Nouvelle-Guinée Néerlandaise.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

IN DEM BESTREBEN, bei der Unterzeichnung des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft die Tragweite des Artikels 227 dieses Vertrags gegenüber dem Königreich der Niederlande genau zu bestimmen,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

Die Regierung des Königreichs der Niederlande ist wegen des Verfassungsgefüges des Königreichs, wie es im Statut vom 29. Dezember 1954 festgelegt ist, berechtigt, in Abweichung von Artikel 227 den Vertrag nur für das Königreich in Europa und Niederländisch-Neuguinea zu ratifizieren.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

SOLLECITE di precisare, al momento della firma del Trattato che istituisce tra loro la Comunità Economica Europea, la portata del disposto dell'articolo 227 del Trattato nei confronti del Regno dei Paesi Bassi,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato stesso:

Il Governo del Regno dei Paesi Bassi, a motivo della struttura costituzionale del Regno quale risulta dallo Statuto del 29 dicembre 1954, avrà facoltà, in deroga all'articolo 227, di ratificare il Trattato soltanto per quanto riguarda il Regno in Europa e la Nuova Guinea olandese.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

VERLANGENDE, op het ogenblik van ondertekening van het Verdrag waarbij zij tezamen de Europese Economische Gemeenschap oprichten, de draagwijdte der bepalingen van artikel 227 van dat Verdrag ten aanzien van het Koninkrijk der Nederlanden nader te omschrijven,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, die aan dat Verdrag zijn gehecht:

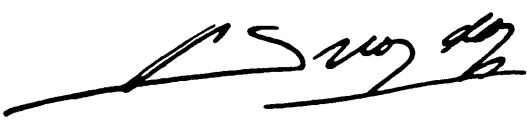
De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden is, wegens de grondwettelijke structuur van het Koninkrijk zoals deze volgt uit het Statuut von 29 december 1954, gerechtigd, in afwijking van artikel 227, het Verdrag alleen voor het Rijk in Europa en Nederlands Nieuw-Guinea te bekrachtigen.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

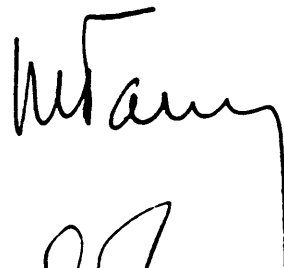
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spach 

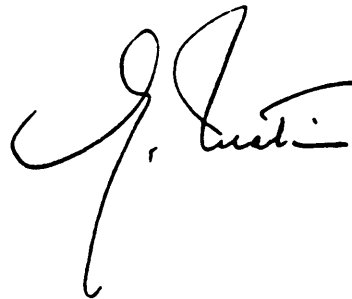


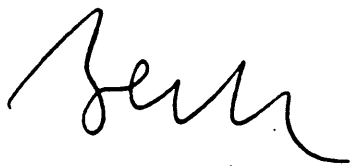






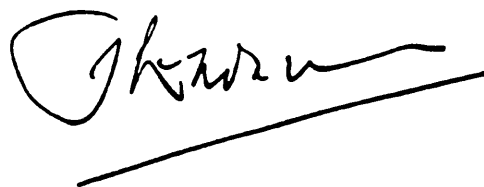












PROCOLE
relatif à
L'APPLICATION DU TRAITÉ
instituant
LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
AUX PARTIES NON EUROPÉENNES
DU ROYAUME DES PAYS-BAS

PROKOLL
über
DIE ANWENDUNG DES VERTRAGS
zur Gründung der
EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT
AUF DIE AUSSEREUROPÄISCHEN TEILE
DES KÖNIGREICHS DER NIEDERLANDE

PROCOLLO
concernente
L'APPLICAZIONE DEL TRATTATO
che istituisce
LA COMUNITA' ECONOMICA EUROPEA
ALLE PARTI NON EUROPEE
DEL REGNO DEI PAESI BASSI

PROCOL
betreffende
DE TOEPASSING VAN HET VERDRAG
tot oprichting van de
EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP
OP DE NIET-EUROPESE DELEN
VAN HET
KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

SOUCLIEUSES, au moment de signer le Traité instituant entre elles la Communauté Économique Européenne, de préciser la portée des dispositions de l'article 227 de ce Traité à l'égard du Royaume des Pays-Bas,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, en raison de la structure constitutionnelle du Royaume telle qu'elle résulte du Statut du 29 décembre 1954, aura la faculté, par dérogation à l'article 227, de ne ratifier le Traité que pour le Royaume en Europe et la Nouvelle-Guinée Néerlandaise.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

IN DEM BESTREBEN, bei der Unterzeichnung des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft die Tragweite des Artikels 227 dieses Vertrags gegenüber dem Königreich der Niederlande genau zu bestimmen,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

Die Regierung des Königreichs der Niederlande ist wegen des Verfassungsgefüges des Königreichs, wie es im Statut vom 29. Dezember 1954 festgelegt ist, berechtigt, in Abweichung von Artikel 227 den Vertrag nur für das Königreich in Europa und Niederländisch-Neuguinea zu ratifizieren.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

SOLLECITE di precisare, al momento della firma del Trattato che istituisce tra loro la Comunità Economica Europea, la portata del disposto dell'articolo 227 del Trattato nei confronti del Regno dei Paesi Bassi,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato stesso:

Il Governo del Regno dei Paesi Bassi, a motivo della struttura costituzionale del Regno quale risulta dallo Statuto del 29 dicembre 1954, avrà facoltà, in deroga all'articolo 227, di ratificare il Trattato soltanto per quanto riguarda il Regno in Europa e la Nuova Guinea olandese.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

VERLANGENDE, op het ogenblik van ondertekening van het Verdrag waarbij zij tezamen de Europese Economische Gemeenschap oprichten, de draagwijdte der bepalingen van artikel 227 van dat Verdrag ten aanzien van het Koninkrijk der Nederlanden nader te omschrijven,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, die aan dat Verdrag zijn gehecht:

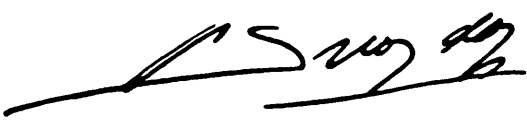
De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden is, wegens de grondwettelijke structuur van het Koninkrijk zoals deze volgt uit het Statuut von 29 december 1954, gerechtigd, in afwijking van artikel 227, het Verdrag alleen voor het Rijk in Europa en Nederlands Nieuw-Guinea te bekrachtigen.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spadolini 

Alcedo

Alcedo

Sini

Stam

Antonio Tognoli

J. Tognoli

Beni

Beni



Therese

PROTOCOLE
sur les
PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS
de la
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

PROTOKOLL
über die
VORRECHTE UND BEFREIUNGEN
der
EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT

PROTOCOLLO
sui
PRIVILEGI E SULLE IMMUNITÀ
della
COMUNITÀ ECONOMICA EUROPEA

PROTOCOL
betreffende de
VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN
van de
EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP

**PROTOCOLE
SUR LES
PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS**

**LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITÉ INSTITUANT LA
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article 218 de ce Traité, la Communauté jouit sur les territoires des États membres des immunités et privilèges nécessaires pour remplir sa mission, dans les conditions définies à un Protocole séparé,

CONSIDÉRANT d'autre part qu'aux termes de l'article 28 du Protocole sur les Statuts de la Banque européenne d'investissement, la Banque jouit des privilèges et immunités déterminés au Protocole visé à l'alinéa précédent,

ONT DÉSIGNÉ, afin d'établir ce Protocole, comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

Baron J. Ch. SNOY et **d'OPPUERS**, Secrétaire général du Ministère des Affaires économiques, Président de la délégation belge auprès de la Conférence intergouvernementale;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

M. le Professeur Docteur Carl Friedrich OPHÜLS, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Président de la délégation allemande auprès de la Conférence intergouvernementale;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Robert MARJOLIN, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Vice-Président de la délégation française auprès de la Conférence intergouvernementale;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

M. V. BADINI CONFALONIERI, Sous-Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Président de la délégation italienne auprès de la Conférence intergouvernementale;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG

M. Lambert SCHAUS, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg,
Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence
intergouvernementale;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

M. J. LINTHORST HOMAN, Président de la délégation néerlandaise auprès
de la Conférence intergouvernementale;

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne
et due forme,

SONT CONVENUS des dispositions ci-après qui sont annexées au Traité
instituant la Communauté Économique Européenne.

Chapitre 1

BIENS, FONDS, AVOIRS ET OPÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ

ARTICLE 1

Les locaux et les bâtiments de la Communauté sont inviolables. Ils sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation. Les biens et avoirs de la Communauté ne peuvent être l'objet d'aucune mesure de contrainte administrative ou judiciaire sans une autorisation de la Cour de Justice.

ARTICLE 2

Les archives de la Communauté sont inviolables.

ARTICLE 3

La Communauté, ses avoirs, revenus et autres biens sont exonérés de tous impôts directs.

Les gouvernements des États membres prennent, chaque fois qu'il leur est possible, les dispositions appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant des droits indirects et des taxes à la vente entrant dans les prix des biens immobiliers ou mobiliers lorsque la Communauté effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature. Toutefois l'application de ces dispositions ne doit pas avoir pour effet de fausser la concurrence à l'intérieur de la Communauté.

Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité générale.

ARTICLE 4

La Communauté est exonérée de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard des articles destinés à son usage officiel; les articles ainsi importés ne seront pas cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

Elle est également exonérée de tout droit de douane et de toute prohibition et restriction d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

Chapitre 2

COMMUNICATIONS ET LAISSEZ-PASSER

ARTICLE 5

Pour leurs communications officielles et le transfert de tous leurs documents, les institutions de la Communauté bénéficient sur le territoire de chaque État membre du traitement accordé par cet État aux missions diplomatiques.

La correspondance officielle et les autres communications officielles des institutions de la Communauté ne peuvent être censurées.

ARTICLE 6

Des laissez-passer dont la forme est arrêtée par le Conseil et qui sont reconnus comme titres valables de circulation par les autorités des États membres peuvent être délivrés aux membres et aux agents des institutions de la Communauté par les présidents de celles-ci. Ces laissez-passer sont délivrés aux fonctionnaires et agents dans les conditions fixées par les statuts prévus à l'article 212 du Traité.

La Commission peut conclure des accords en vue de faire reconnaître ces laissez-passer comme titres valables de circulation sur le territoire des États tiers.

Chapitre 3

MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

ARTICLE 7

Aucune restriction d'ordre administratif ou autre n'est apportée au libre déplacement des membres de l'Assemblée se rendant au lieu de réunion de l'Assemblée ou en revenant.

Les membres de l'Assemblée se voient accorder en matière de douane et de contrôle des changes :

a) par leur propre gouvernement, les mêmes facilités que celles reconnues aux hauts fonctionnaires se rendant à l'étranger en mission officielle temporaire,

b) par les gouvernements des autres États membres, les mêmes facilités que celles reconnues aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

ARTICLE 8

Les membres de l'Assemblée ne peuvent être recherchés, détenus ou poursuivis en raison des opinions ou votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 9

Pendant la durée des sessions de l'Assemblée, les membres de celle-ci bénéficient :

a) sur leur territoire national, des immunités reconnues aux membres du Parlement de leur pays,

b) sur le territoire de tout autre État membre, de l'exemption de toute mesure de détention et de toute poursuite judiciaire.

L'immunité les couvre également lorsqu'ils se rendent au lieu de réunion de l'Assemblée ou en reviennent.

L'immunité ne peut être invoquée dans le cas de flagrant délit et ne peut non plus mettre obstacle au droit de l'Assemblée de lever l'immunité d'un de ses membres.

Chapitre 4

REPRÉSENTANTS DES ÉTATS MEMBRES PARTICIPANT AUX TRAVAUX DES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTÉ

ARTICLE 10

Les représentants des États membres participant aux travaux des institutions de la Communauté, ainsi que leurs conseillers et experts techniques, jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges, immunités ou facilités d'usage.

Le présent article s'applique également aux membres des organes consultatifs de la Communauté.

Chapitre 5

FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE LA COMMUNAUTÉ

ARTICLE 11

Sur le territoire de chacun des États membres et quelle que soit leur nationalité, les fonctionnaires et agents de la Communauté visés à l'article 212 du Traité :

a) jouissent, sous réserve des dispositions des articles 179 et 215 du Traité, de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux, y compris

leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle; ils continueront à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions,

b) ne sont pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers,

c) jouissent, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, des facilités reconnues par l'usage aux fonctionnaires des organisations internationales,

d) jouissent du droit d'importer en franchise du pays de leur dernière résidence ou du pays dont ils sont ressortissants, leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays intéressé, et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit pays, de réexporter en franchise leur mobilier et leurs effets sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement du pays où le droit est exercé,

e) jouissent du droit d'importer en franchise leur automobile affectée à leur usage personnel, acquise dans le pays de leur dernière résidence ou dans le pays dont ils sont ressortissants aux conditions du marché intérieur de celui-ci, et de la réexporter en franchise, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement du pays intéressé.

ARTICLE 12

Dans les conditions et suivant la procédure fixées par le Conseil statuant sur les propositions formulées par la Commission dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du Traité, les fonctionnaires et agents de la Communauté sont soumis au profit de celle-ci à un impôt sur les traitements, salaires et émoluments versés par elle.

Ils sont exempts d'impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments versés par la Communauté.

ARTICLE 13

Pour l'application des impôts sur les revenus et sur la fortune, des droits de succession, ainsi que des conventions tendant à éviter les doubles impositions conclues entre les pays membres de la Communauté, les fonctionnaires et

agents de la Communauté qui, en raison uniquement de l'exercice de leurs fonctions au service de la Communauté, établissent leur résidence sur le territoire d'un pays membre autre que le pays du domicile fiscal qu'ils possèdent au moment de leur entrée au service de la Communauté, sont considérés, tant dans le pays de leur résidence que dans le pays du domicile fiscal, comme ayant conservé leur domicile dans ce dernier pays si celui-ci est membre de la Communauté. Cette disposition s'applique également au conjoint dans la mesure où celui-ci n'exerce pas d'activité professionnelle propre, ainsi qu'aux enfants à charge et sous la garde des personnes visées au présent article.

Les biens meubles appartenant aux personnes visées à l'alinéa précédent et situés sur le territoire de l'État de séjour sont exonérés de l'impôt des successions dans cet État; pour l'établissement de cet impôt, ils sont considérés comme se trouvant dans l'État du domicile fiscal, sous réserve des droits des États tiers et de l'application éventuelle des dispositions des conventions internationales relatives aux doubles impositions.

Les domiciles acquis en raison uniquement de l'exercice de fonctions au service d'autres organisations internationales ne sont pas pris en considération dans l'application des dispositions du présent article.

ARTICLE 14

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition que la Commission formulera dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du Traité, fixe le régime des prestations sociales applicables aux fonctionnaires et agents de la Communauté.

ARTICLE 15

Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et après consultation des autres institutions intéressées, détermine les catégories de fonctionnaires et agents de la Communauté auxquels s'appliquent, en tout ou en partie, les dispositions des articles 11, 12 alinéa 2 et 13.

Les noms, qualités et adresses des fonctionnaires et agents compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement aux gouvernements des États membres.

Chapitre 6

PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DES MISSIONS ÉTABLIES AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ

ARTICLE 16

L'État membre sur le territoire duquel est situé le siège de la Communauté accorde aux missions des États tiers accrédités auprès de la Communauté les immunités diplomatiques d'usage.

Chapitre 7

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 17

Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux fonctionnaires et agents de la Communauté exclusivement dans l'intérêt de cette dernière.

Chaque institution de la Communauté est tenue de lever l'immunité accordée à un fonctionnaire ou agent dans tous les cas où elle estime que la levée de cette immunité n'est pas contraire aux intérêts de la Communauté.

ARTICLE 18

Pour l'application du présent Protocole, les institutions de la Communauté agissent de concert avec les autorités responsables des États membres intéressés.

ARTICLE 19

Les articles 11 à 14 inclus et 17 sont applicables aux membres de la Commission.

ARTICLE 20

Les articles 11 à 14 inclus et 17 sont applicables aux juges, aux avocats généraux, au greffier et aux rapporteurs adjoints de la Cour de Justice, sans préjudice des dispositions de l'article 3 du Protocole sur le Statut de la Cour de Justice relatives à l'immunité de juridiction des juges et des avocats généraux.

ARTICLE 21

Le présent Protocole s'applique également à la Banque européenne d'investissement, aux membres de ses organes, à son personnel, et aux représentants des États membres qui participent à ses travaux sans préjudice des dispositions du Protocole sur les statuts de celle-ci.

La Banque européenne d'investissement sera, en outre, exonérée de toute imposition fiscale et parafiscale à l'occasion de sa création et des augmentations de son capital ainsi que des formalités diverses que ces opérations pourront comporter dans l'État du siège. De même sa dissolution et sa liquidation n'entraîneront aucune perception. Enfin, l'activité de la Banque et de ses organes, s'exerçant dans les conditions statutaires, ne donnera pas lieu à l'application des taxes sur le chiffre d'affaires.

PROTOKOLL
ÜBER DIE
VORRECHTE UND BEFREIUNGEN

**DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN DES VERTRAGS ZUR GRÜNDUNG DER
EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT,**

**IN DER ERWÄGUNG, daß die Gemeinschaft gemäß Artikel 218 dieses Ver-
trags nach Maßgabe eines besonderen Protokolls in den Hoheitsgebieten der Mit-
gliedstaaten die zur Erfüllung ihrer Aufgabe erforderlichen Vorrechte und Be-
freiungen genießt,**

**UND IN DER ERWÄGUNG, daß gemäß Artikel 28 des Protokolls über die
Satzung der Europäischen Investitionsbank diese die Vorrechte und Befreiungen
genießt, die in dem in Absatz 1 genannten Protokoll festgelegt werden,**

**HABEN für die Errichtung dieses Protokolls zu ihren Bevollmächtigten
ERNANNT:**

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER:

**Baron J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Generalsekretär des Wirtschaftsmini-
steriums, Leiter der belgischen Delegation bei der Regierungskonferenz;**

DER PRÄSIDENT DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND:

**Herrn Professor Dr. Carl Friedrich OPHÜLS, Botschafter der Bundesrepu-
blik Deutschland, Leiter der deutschen Delegation bei der Regierungskon-
ferenz;**

DER PRÄSIDENT DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK:

**Herrn Robert MARJOLIN, ordentlicher Professor der Rechte, stellvertreten-
der Leiter der französischen Delegation bei der Regierungskonferenz;**

DER PRÄSIDENT DER ITALIENISCHEN REPUBLIK:

**Herrn V. BADINI CONFALONIERI, Unterstaatssekretär für Auswärtige An-
gelegenheiten, Leiter der italienischen Delegation bei der Regierungskon-
ferenz;**

IHRE KÖNIGLICHE HOHEIT DIE GROSSHERZOGIN VON LUXEMBURG:

Herrn Lambert SCHAUS, Botschafter des Großherzogtums Luxemburg,
Leiter der luxemburgischen Delegation bei der Regierungskonferenz;

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE:

Herrn J. LINTHORST HOMAN, Leiter der niederländischen Delegation bei
der Regierungskonferenz.

**DIESE SIND nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen
Vollmachten**

**über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die dem Vertrag zur
Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft als Anhang beigefügt sind:**

Kapitel 1

VERMÖGENSGEGENSTÄNDE, LIEGENSCHAFTEN, GUTHABEN UND GESCHÄFTE DER GEMEINSCHAFT

ARTIKEL 1

Die Räumlichkeiten und Gebäude der Gemeinschaft sind unverletzlich. Sie dürfen nicht durchsucht, beschlagnahmt, eingezogen oder enteignet werden. Die Vermögensgegenstände und Guthaben der Gemeinschaft dürfen ohne Ermächtigung des Gerichtshofs nicht Gegenstand von Zwangsmaßnahmen der Verwaltungsbehörden oder Gerichte sein.

ARTIKEL 2

Die Archive der Gemeinschaft sind unverletzlich.

ARTIKEL 3

Die Gemeinschaft, ihre Guthaben, Einkünfte und sonstigen Vermögensgegenstände sind von jeder direkten Steuer befreit.

Die Regierungen der Mitgliedstaaten treffen in allen Fällen, in denen es ihnen möglich ist, geeignete Maßnahmen für den Erlaß oder die Erstattung des Betrags der indirekten Steuern und Verkaufsabgaben, die in den Preisen für bewegliche oder unbewegliche Güter inbegriffen sind, wenn die Gemeinschaft für ihren Dienstbedarf größere Einkäufe tätigt, bei denen derartige Steuern und Abgaben im Preis enthalten sind. Die Durchführung dieser Maßnahmen darf jedoch den Wettbewerb innerhalb der Gemeinschaft nicht verfälschen.

Von den Abgaben, die lediglich die Vergütung für Leistungen gemeinnütziger Versorgungsbetriebe darstellen, wird keine Befreiung gewährt.

ARTIKEL 4

Die Gemeinschaft ist von allen Zöllen sowie Ein- und Ausfuhrverboten und -beschränkungen bezüglich der zu ihrem Dienstgebrauch bestimmten Gegenstände befreit; die in dieser Weise eingeführten Gegenstände dürfen im Hoheitsgebiet des Staates, in das sie eingeführt worden sind, weder entgeltlich noch unentgeltlich veräußert werden, es sei denn zu Bedingungen, welche die Regierung dieses Staates genehmigt.

Der Gemeinschaft steht ferner für ihre Veröffentlichungen Befreiung von allen Zöllen sowie Ein- und Ausfuhrverboten und -beschränkungen zu.

Kapitel 2

NACHRICHTENÜBERMITTLUNG UND AUSWEISE

ARTIKEL 5

Den Organen der Gemeinschaft steht für ihre amtliche Nachrichtenübermittlung und die Übermittlung aller ihrer Schriftstücke im Hoheitsgebiet jedes Mitgliedstaates die gleiche Behandlung wie den diplomatischen Vertretungen zu.

Der amtliche Schriftverkehr und die sonstige amtliche Nachrichtenübermittlung der Organe der Gemeinschaft unterliegen nicht der Zensur.

ARTIKEL 6

Die Präsidenten der Organe der Gemeinschaft können den Mitgliedern und Bediensteten dieser Organe Ausweise ausstellen, deren Form vom Rat bestimmt wird und die von den Behörden der Mitgliedstaaten als gültige Reiseausweise anerkannt werden. Diese Ausweise werden den Beamten und sonstigen Bediensteten nach Maßgabe des Statuts ausgestellt, das in Artikel 212 dieses Vertrags vorgesehen ist.

Die Kommission kann Abkommen zur Anerkennung dieser Ausweise als im Hoheitsgebiet dritter Länder gültige Reiseausweise schließen.

Kapitel 3

MITGLIEDER DER VERSAMMLUNG

ARTIKEL 7

Die Reise der Mitglieder der Versammlung zum und vom Tagungsort der Versammlung unterliegt keinen verwaltungsmäßigen oder sonstigen Beschränkungen.

Die Mitglieder der Versammlung erhalten bei der Zollabfertigung und Devisenkontrolle

a) seitens ihrer eigenen Regierung dieselben Erleichterungen wie hohe Beamte, die sich in offiziellem Auftrag vorübergehend ins Ausland begeben;

b) seitens der Regierungen der anderen Mitgliedstaaten dieselben Erleichterungen wie ausländische Regierungsvertreter mit vorübergehendem offiziellem Auftrag.

ARTIKEL 8

Wegen einer in Ausübung ihres Amtes erfolgten Äußerung oder Abstimmung dürfen Mitglieder der Versammlung weder in ein Ermittlungsverfahren verwickelt noch festgenommen oder verfolgt werden.

ARTIKEL 9

Während der Dauer der Sitzungsperiode der Versammlung

a) steht ihren Mitgliedern im Hoheitsgebiet ihres eigenen Staates die den Parlamentsmitgliedern zuerkannte Unverletzlichkeit zu,

b) können ihre Mitglieder im Hoheitsgebiet jedes anderen Mitgliedstaates weder festgehalten noch gerichtlich verfolgt werden.

Die Unverletzlichkeit besteht auch während der Reise zum und vom Tagungsort der Versammlung.

Bei Ergreifung auf frischer Tat kann die Unverletzlichkeit nicht geltend gemacht werden; sie steht auch nicht der Befugnis der Versammlung entgegen, die Unverletzlichkeit eines ihrer Mitglieder aufzuheben.

Kapitel 4

VERTRETER DER MITGLIEDSTAATEN, DIE AN DEN ARBEITEN DER ORGANE DER GEMEINSCHAFT TEILNEHMEN

ARTIKEL 10

Den Vertretern der Mitgliedstaaten, die an den Arbeiten der Organe der Gemeinschaft teilnehmen, sowie ihren Beratern und Sachverständigen stehen während der Ausübung ihrer Tätigkeit und auf der Reise zum und vom Tagungsort die üblichen Vorrechte, Befreiungen und Erleichterungen zu.

Dies gilt auch für die Mitglieder der beratenden Organe der Gemeinschaft.

Kapitel 5

BEAMTE UND SONSTIGE BEDIENSTETE DER GEMEINSCHAFT

ARTIKEL 11

Den in Artikel 212 dieses Vertrags genannten Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft stehen im Hoheitsgebiet jedes Mitgliedstaates ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit folgende Vorrechte und Befreiungen zu:

a) Befreiung von der Gerichtsbarkeit bezüglich der von ihnen in amtlicher Eigenschaft vorgenommenen Handlungen einschließlich ihrer mündlichen

und schriftlichen Äußerungen; die Artikel 179 und 215 dieses Vertrags bleiben unberührt; die Befreiung gilt auch nach Beendigung ihrer Amtstätigkeit;

b) Befreiung von Einwanderungsbeschränkungen und von der Meldepflicht für Ausländer; das gleiche gilt für ihre Ehegatten und die von ihnen unterhaltenen Familienmitglieder;

c) die den Beamten der internationalen Organisationen üblicherweise gewährten Erleichterungen auf dem Gebiet der Vorschriften des Währungs- und Devisenrechts;

d) das Recht, ihre Wohnungseinrichtung und ihre persönlichen Gebrauchsgegenstände aus dem Land ihres letzten ständigen Aufenthalts oder dem Land, dem sie angehören, bei Antritt ihres Dienstes in das in Frage stehende Land zollfrei einzuführen und bei Beendigung ihrer Amtstätigkeit in diesem Land ihre Wohnungseinrichtung und ihre persönlichen Gebrauchsgegenstände zollfrei wieder auszuführen, vorbehaltlich der Bedingungen, welche die Regierung des Landes, in dem dieses Recht ausgeübt wird, in dem einen und anderen Fall für erforderlich erachtet;

e) das Recht, das zu ihrem eigenen Gebrauch bestimmte Kraftfahrzeug, sofern es im Land ihres letzten ständigen Aufenthalts oder in dem Land, dem sie angehören, zu den auf dem Binnenmarkt dieses Landes geltenden Bedingungen erworben worden ist, zollfrei einzuführen und es zollfrei wieder auszuführen, jedoch in beiden Fällen vorbehaltlich der Bedingungen, welche die Regierung des in Frage stehenden Landes in dem einen und anderen Fall für erforderlich erachtet.

ARTIKEL 12

Von den Gehältern, Löhnen und anderen Bezügen, welche die Gemeinschaft ihren Beamten und sonstigen Bediensteten zahlt, wird zugunsten der Gemeinschaft eine Steuer gemäß den Bestimmungen und dem Verfahren erhoben, die vom Rat auf Grund der Vorschläge festgelegt werden, welche die Kommission ihm binnen einem Jahr nach Inkrafttreten dieses Vertrags unterbreitet.

Die Beamten und sonstigen Bediensteten sind von innerstaatlichen Steuern auf die von der Gemeinschaft gezahlten Gehälter, Löhne und Bezüge befreit.

ARTIKEL 13

Die Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft, die sich lediglich zur Ausübung einer Amtstätigkeit im Dienst der Gemeinschaft im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaates als des Staates niederlassen, in dem sie

zur Zeit des Dienstantritts bei der Gemeinschaft ihren steuerlichen Wohnsitz haben, werden in den beiden genannten Staaten für die Erhebung der Einkommen-, Vermögen- und Erbschaftsteuer sowie für die Anwendung der zur Vermeidung der Doppelbesteuerung zwischen den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft geschlossenen Abkommen so behandelt, als hätten sie ihren früheren Wohnsitz beibehalten, sofern sich dieser in einem Mitgliedstaat der Gemeinschaft befindet. Dies gilt auch für den Ehegatten, soweit dieser keine eigene Berufstätigkeit ausübt, sowie für die Kinder, die unter der Aufsicht der in diesem Artikel bezeichneten Personen stehen und von ihnen unterhalten werden.

Das im Hoheitsgebiet des Aufenthaltsstaates befindliche bewegliche Vermögen der in Absatz 1 bezeichneten Personen ist in diesem Staat von der Erbschaftsteuer befreit; für die Veranlagung dieser Steuer wird es vorbehaltlich der Rechte dritter Länder und der etwaigen Anwendung internationaler Abkommen über die Doppelbesteuerung als in dem Staat des steuerlichen Wohnsitzes befindlich betrachtet.

Ein lediglich zur Ausübung einer Amtstätigkeit im Dienste anderer internationaler Organisationen begründeter Wohnsitz bleibt bei der Anwendung dieses Artikels unberücksichtigt.

ARTIKEL 14

Der Rat legt auf Grund eines Vorschlags der Kommission, den diese binnen einem Jahr nach Inkrafttreten dieses Vertrags unterbreitet, durch einstimmigen Beschluß das System der Sozialleistungen für die Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft fest.

ARTIKEL 15

Der Rat bestimmt auf Vorschlag der Kommission und nach Anhörung der anderen betroffenen Organe die Gruppen von Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft, auf welche die Artikel 11, 12 Absatz 2 und Artikel 13 ganz oder teilweise Anwendung finden.

Namen, Dienstrang und -stellung sowie Anschrift der Beamten und sonstigen Bediensteten dieser Gruppen werden den Regierungen der Mitgliedstaaten in regelmäßigen Zeitabständen mitgeteilt.

Kapitel 6

VORRECHTE UND BEFREIUNGEN DER VERTRETUNGEN BEI DER GEMEINSCHAFT

ARTIKEL 16

Der Mitgliedstaat, in dessen Hoheitsgebiet sich der Sitz der Gemeinschaft befindet, gewährt den bei der Gemeinschaft beglaubigten Vertretungen dritter Länder die üblichen diplomatischen Befreiungen.

Kapitel 7

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

ARTIKEL 17

Die Vorrechte, Befreiungen und Erleichterungen werden den Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft ausschließlich im Interesse der Gemeinschaft gewährt.

Jedes Organ der Gemeinschaft hat die Befreiung eines Beamten oder sonstigen Bediensteten in allen Fällen aufzuheben, in denen dies nach seiner Auffassung den Interessen der Gemeinschaft nicht zuwiderläuft.

ARTIKEL 18

Bei der Anwendung dieses Protokolls handeln die Organe der Gemeinschaft und die verantwortlichen Behörden der beteiligten Mitgliedstaaten im gegenseitigen Einvernehmen.

ARTIKEL 19

Die Artikel 11 bis 14 und 17 finden auf die Mitglieder der Kommission Anwendung.

ARTIKEL 20

Die Artikel 11 bis 14 und 17 finden auf die Richter, die Generalanwälte, den Kanzler und die Hilfsberichterstatter des Gerichtshofs Anwendung; die Bestimmungen des Artikels 3 des Protokolls über die Satzung des Gerichtshofs betreffend die Befreiung der Richter und Generalanwälte von der Gerichtsbarkeit bleiben unberührt.

ARTIKEL 21

Dieses Protokoll gilt auch für die Europäische Investitionsbank, die Mitglieder ihrer Organe, ihr Personal und die Vertreter der Mitgliedstaaten, die an ihren Arbeiten teilnehmen; die Bestimmungen des Protokolls über die Satzung der Bank bleiben unberührt.

Die Europäische Investitionsbank ist außerdem von allen Steuern und sonstigen Abgaben anlässlich ihrer Errichtung und der Erhöhungen ihres Kapitals sowie von den verschiedenen Förmlichkeiten befreit, die hiermit in dem Staat, in dem sie ihren Sitz hat, verbunden sind. Desgleichen werden bei ihrer etwaigen Auflösung und Liquidation keine Abgaben erhoben. Ferner unterliegt die Tätigkeit der Bank und ihrer Organe, soweit sie nach Maßgabe der Satzung ausgeübt wird, nicht der Umsatzsteuer.

**PROTOCOLLO
SUI PRIVILEGI E SULLE IMMUNITÀ**

LE ALTE PARTI CONTRAENTI DEL TRATTATO CHE ISTITUISCE LA COMUNITÀ ECONOMICA EUROPEA,

CONSIDERANDO che a termini dell'articolo 218 del Trattato la Comunità gode sui territori degli Stati membri delle immunità e dei privilegi necessari per assolvere la sua missione alle condizioni definite da un Protocollo separato,

CONSIDERANDO d'altra parte che a termini dell'articolo 28 del Protocollo sullo Statuto della Banca europea per gli investimenti, la Banca gode dei privilegi e delle immunità previsti dal Protocollo di cui al comma precedente,

HANNO DESIGNATO come plenipotenziari, al fine di definire tale Protocollo:

SUA MAESTÀ IL RE DEI BELGI

S. E. Barone J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Segretario Generale del Ministero degli Affari Economici, Presidente della delegazione belga presso la Conferenza intergovernativa;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA

S. E. Carl Friedrich OPHUELS, Ambasciatore della Repubblica Federale di Germania, Presidente della delegazione tedesca presso la Conferenza intergovernativa;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE

S. E. Robert MARJOLIN, « Professeur agrégé des Facultés de Droit », Vicepresidente della delegazione francese presso la Conferenza intergovernativa;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

S. E. V. BADINI CONFALONIERI, Sottosegretario di Stato agli Affari Esteri, Presidente della delegazione italiana presso la Conferenza intergovernativa;

SUA ALTEZZA REALE LA GRANDUCHESSA DEL LUSSEMBURGO

S. E. Lambert SCHAUS, Ambasciatore del Granducato del Lussemburgo, Presidente della delegazione lussemburghese presso la Conferenza intergovernativa;

SUA MAESTÀ LA REGINA DEI PAESI BASSI

S. E. J. LINTHORST HOMAN, Presidente della delegazione olandese presso la Conferenza intergovernativa;

I QUALI, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato che istituisce la Comunità Economica Europea.

Capo 1

BENI, FONDI, AVERI E OPERAZIONI DELLA COMUNITÀ

ARTICOLO 1

I locali e gli edifici della Comunità sono inviolabili. Essi sono esenti da perquisizioni, requisizioni, confisca o espropriazione. I beni e gli averi della Comunità non possono essere oggetto di alcun provvedimento di coercizione amministrativa o giudiziaria senza autorizzazione della Corte di Giustizia.

ARTICOLO 2

Gli archivi della Comunità sono inviolabili.

ARTICOLO 3

La Comunità, i suoi averi, entrate e altri beni sono esenti da qualsiasi imposta diretta.

I governi degli Stati membri adottano, ogni qualvolta sia loro possibile, le opportune disposizioni per l'abbuono o il rimborso dell'importo dei diritti indiretti e delle tasse sulla vendita compresi nei prezzi dei beni immobili o mobili, quando la Comunità effettui, per suo uso ufficiale, acquisti considerevoli il cui prezzo comprenda diritti e tasse di tale natura. Tuttavia l'applicazione di tali disposizioni non deve avere per effetto di falsare la concorrenza all'interno della Comunità.

Nessuna esenzione è concessa per quanto riguarda le imposte, tasse e diritti che costituiscono mera remunerazione di servizi di utilità generale.

ARTICOLO 4

La Comunità è esente da ogni dazio doganale, divieto e restrizione all'importazione e all'esportazione, in ordine agli oggetti destinati al suo uso ufficiale; gli oggetti così importati non saranno ceduti a titolo oneroso o gratuito sul territorio del paese nel quale siano stati importati, salvo che ciò non avvenga a condizioni accette al governo di tale paese.

Essa è del pari esente da ogni dazio doganale e da ogni divieto e restrizione all'importazione e all'esportazione in ordine alle sue pubblicazioni.

Capo 2

COMUNICAZIONI E LASCIAPASSARE

ARTICOLO 5

Le istituzioni della Comunità beneficiano, nel territorio di ciascuno Stato membro, per le loro comunicazioni ufficiali e la trasmissione di tutti i loro documenti, del trattamento concesso da questo Stato alle missioni diplomatiche.

La corrispondenza ufficiale e le altre comunicazioni ufficiali delle istituzioni della Comunità non possono essere censurate.

ARTICOLO 6

I presidenti delle istituzioni della Comunità possono rilasciare ai membri e agli agenti di dette istituzioni lasciapassare la cui forma è stabilita dal Consiglio e che sono riconosciuti dalle autorità degli Stati membri come titoli di viaggio validi. Tali lasciapassare sono rilasciati ai funzionari e agli agenti secondo le condizioni stabilite dagli statuti di cui all'articolo 212 del Trattato.

La Commissione può concludere accordi per far riconoscere tali lasciapassare come titoli di viaggio validi sul territorio di Stati terzi.

Capo 3

MEMBRI DELL'ASSEMBLEA

ARTICOLO 7

Nessuna restrizione d'ordine amministrativo o d'altro genere è appor-
tata alla libertà di movimento dei membri della Assemblea che si recano al
luogo di riunione dell'Assemblea o ne ritornano.

Ai membri dell'Assemblea sono concessi in materia di dogana e di con-
trollo dei cambi:

a) dal proprio governo, le stesse agevolazioni concesse agli alti fun-
zionari che si recano all'estero in missione ufficiale temporanea,

b) dai governi degli altri Stati membri, le stesse agevolazioni concesse
ai rappresentanti di governi esteri in missione ufficiale temporanea.

ARTICOLO 8

I membri dell'Assemblea non possono essere ricercati, detenuti o per-
seguiti a motivo delle opinioni o dei voti espressi nell'esercizio delle loro fun-
zioni.

ARTICOLO 9

Per la durata delle sessioni dell'Assemblea, i membri di essa bene-
ficiano:

a) sul territorio nazionale, delle immunità riconosciute ai membri del
Parlamento del loro paese,

b) sul territorio d'ogni altro Stato membro, dell'esenzione da ogni
provvedimento di detenzione e da ogni procedimento giudiziario.

L'immunità li copre ugualmente quando essi si recano al luogo di riunione dell'Assemblea o ne ritornano.

L'immunità non può essere invocata nel caso di flagrante delitto e non può inoltre pregiudicare il diritto dell'Assemblea di togliere l'immunità ad uno dei suoi membri.

Capo 4

**RAPPRESENTANTI DEGLI STATI MEMBRI
CHE PARTECIPANO AI LAVORI DELLE ISTITUZIONI DELLA COMUNITÀ**

ARTICOLO 10

I rappresentanti degli Stati membri che partecipano ai lavori delle istituzioni della Comunità, nonchè i loro consiglieri e periti tecnici, godono, durante l'esercizio delle loro funzioni e durante i loro viaggi a destinazione o in provenienza dal luogo della riunione, dei privilegi, delle immunità e delle agevolazioni d'uso.

Il presente articolo si applica ugualmente ai membri degli organi consultivi della Comunità.

Capo 5

FUNZIONARI E AGENTI DELLA COMUNITÀ

ARTICOLO 11

Sul territorio di ciascuno Stato membro e qualunque sia la loro cittadinanza, i funzionari e agenti della Comunità di cui all'articolo 212 del Trattato:

a) godono, fatte salve le disposizioni degli articoli 179 e 215 del Trattato, dell'immunità di giurisdizione per gli atti da loro compiuti in veste uf-

ficiale, comprese le loro parole e i loro scritti; essi continueranno a beneficiare di questa immunità dopo la cessazione delle loro funzioni,

b) nè essi nè i loro coniugi e i familiari a loro carico, sono sottoposti alle disposizioni che limitano l'immigrazione e alle formalità di registrazione degli stranieri,

c) godono, per quanto riguarda la disciplina vigente in materia valutaria o di cambio, delle agevolazioni usualmente riconosciute ai funzionari delle organizzazioni internazionali,

d) godono del diritto di importare in franchigia dal paese della loro ultima residenza o dal paese di cui sono cittadini, la propria mobilia ed i propri effetti personali, in occasione della loro prima immissione in funzione nel paese interessato, e del diritto di riesportare in franchigia la propria mobilia e i propri effetti personali alla cessazione delle loro funzioni nel suddetto paese, fatte salve, nell'uno e nell'altro caso, le condizioni ritenute necessarie dal governo del paese in cui il diritto è esercitato,

e) godono del diritto di importare in franchigia la propria autovettura destinata al loro uso personale, acquistata nel paese della loro ultima residenza o nel paese di cui sono cittadini, alle condizioni del mercato interno di tale paese, e di riesportarla in franchigia, fatte salve, nell'uno e nell'altro caso, le condizioni ritenute necessarie dal governo del paese interessato.

ARTICOLO 12

Alle condizioni e secondo la procedura stabilite dal Consiglio, che delibera sulle proposte che la Commissione formulerà entro un anno dall'entrata in vigore del Trattato, i funzionari e gli agenti della Comunità saranno soggetti, a profitto di quest'ultima, ad una imposta sugli stipendi, salari ed emolumenti dalla stessa versati.

Essi sono esenti da imposte nazionali sugli stipendi, salari ed emolumenti versati dalla Comunità.

ARTICOLO 13

Ai fini dell'applicazione delle imposte sul reddito e sul patrimonio, dei diritti di successione, nonchè delle convenzioni concluse tra i paesi membri della Comunità al fine di evitare le doppie imposizioni, i funzionari e agenti

della Comunità, i quali, in ragione esclusivamente dell'esercizio delle loro funzioni al servizio della Comunità, stabiliscono la loro residenza sul territorio di un paese membro diverso dal paese ove avevano il domicilio fiscale al momento dell'entrata in servizio presso la Comunità, sono considerati, sia nel paese di residenza che nel paese del domicilio fiscale, come tuttora domiciliati in quest'ultimo paese qualora esso sia membro della Comunità. Tale disposizione si applica egualmente al coniuge, semprechè non eserciti una propria attività professionale, nonchè ai figli ed ai minori a carico delle persone indicate nel presente articolo e in loro custodia.

I beni mobili appartenenti alle persone di cui al comma precedente e che si trovino nel territorio dello Stato di residenza, sono esenti dall'imposta di successione in tale Stato; ai fini dell'applicazione di tale imposta essi sono considerati come se fossero situati nello Stato del domicilio fiscale, fatti salvi i diritti degli Stati terzi e l'eventuale applicazione delle norme delle convenzioni internazionali sulle doppie imposizioni.

Ai fini dell'applicazione delle disposizioni del presente articolo non si prendono in considerazione i domicili acquisiti soltanto a motivo dell'esercizio di funzioni al servizio di altre organizzazioni internazionali.

ARTICOLO 14

Il Consiglio, deliberando all'unanimità su una proposta che la Commissione formulerà nel termine di un anno dall'entrata in vigore del Trattato, stabilisce il regime di previdenza sociale applicabile ai funzionari e agli agenti della Comunità.

ARTICOLO 15

Il Consiglio, deliberando su proposta della Commissione e previa consultazione delle altre istituzioni interessate, determina le categorie di funzionari e agenti della Comunità cui si applicano, in tutto o in parte, le disposizioni degli articoli 11, 12 comma 2 e 13.

I nomi, le qualifiche e gli indirizzi dei funzionari e agenti compresi in tali categorie sono comunicati periodicamente ai governi degli Stati membri.

Capo 6

**PRIVILEGI E IMMUNITÀ DELLE MISSIONI
ACCREDITATE PRESSO LA COMUNITÀ**

ARTICOLO 16

Lo Stato membro, sul cui territorio è situata la sede della Comunità, riconosce alle missioni dei paesi terzi accreditate presso la Comunità le immunità diplomatiche d'uso.

Capo 7

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 17

I privilegi, le immunità e le agevolazioni sono concesse ai funzionari e agli agenti della Comunità esclusivamente nell'interesse di quest'ultima.

Ciascuna istituzione della Comunità ha l'obbligo di togliere l'immunità concessa a un funzionario o ad un agente ogni qualvolta essa reputi che ciò non sia contrario agli interessi della Comunità.

ARTICOLO 18

Ai fini dell'applicazioni del presente Protocollo, le istituzioni della Comunità agiranno d'intesa con le autorità responsabili degli Stati membri interessati.

ARTICOLO 19

Gli articoli da 11 a 14 inclusi e l'articolo 17 sono applicabili ai membri della Commissione.

ARTICOLO 20

Gli articoli da 11 a 14 inclusi e l'articolo 17 sono applicabili ai giudici, agli avvocati generali, al cancelliere e ai relatori aggiunti della Corte di Giustizia, senza pregiudizio delle disposizioni dell'articolo 3 del Protocollo sullo Statuto della Corte di Giustizia, relative all'immunità di giurisdizione dei giudici e degli avvocati generali.

ARTICOLO 21

Il presente Protocollo si applica anche alla Banca europea per gli investimenti, ai membri dei suoi organi, al suo personale e ai rappresentanti degli Stati membri che partecipano ai suoi lavori, senza pregiudizio delle disposizioni del Protocollo sullo Statuto della Banca.

La Banca europea per gli investimenti sarà, inoltre, esente da qualsiasi imposizione fiscale e parafiscale al momento della sua costituzione e degli aumenti del suo capitale, nonchè dalle varie formalità che tali operazioni potranno importare nello Stato in cui ha la propria sede. Parimenti, il suo scioglimento e la sua liquidazione non importeranno alcuna imposizione fiscale. Infine, l'attività della Banca e dei suoi organi, svolgentesi secondo le condizioni statutarie, non darà luogo all'applicazione di tasse sulla cifra d'affari.

PROTOCOL
BETREFFENDE DE
VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN BIJ HET VERDRAG TOT OP-
RICHTING VAN DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP,

OVERWEGENDE, dat krachtens de bepalingen van artikel 218 van dat Verdrag, de Gemeenschap, onder de in een afzonderlijk protocol te stellen voorwaarden, op het grondgebied van de Lid-Staten de immuniteiten en voorrechten geniet, welke nodig zijn ter vervulling van haar taak,

OVERWEGENDE verder, dat krachtens de bepalingen van artikel 28 van het Protocol betreffende de statuten van de Europese Investeringsbank, deze bank de immuniteiten en voorrechten geniet, welke in het in voorgaand lid bedoelde protocol zijn bepaald,

HEBBEN, ter vaststelling van dit Protocol, als hun gevolmachtigden aangewezen:

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN:

J. CH. BARON SNOY et d'OPPUERS, Secretaris-Generaal van het Ministerie van Economische Zaken, Voorzitter van de Belgische delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND:

Prof. Dr. Carl Friedrich OPHÜLS, Ambassadeur van de Bondsrepubliek Duitsland, Voorzitter van de Duitse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE FRANSE REPUBLIEK:

de Heer Robert MARJOLIN, Hoogleraar in de Rechtsgeleerdheid, Vice-Voorzitter van de Franse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE ITALIAANSE REPUBLIEK:

de Heer V. BADINI CONFALONIERI, Onder-Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken, Voorzitter van de Italiaanse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG:

de Heer Lambert SCHAUS, Ambassadeur van het Groothertogdom Luxemburg, Voorzitter van de Luxemburgse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN:

de Heer J. LINTHORST HOMAN, Voorzitter van de Nederlandse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DIE, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten,

OVEREENSTEMMING HEBBEN BEREIKT omtrent de volgende bepalingen welke aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap zijn gehecht.

Hoofdstuk 1

EIGENDOMMEN, FONDSSEN, BEZITTINGEN EN VERRICHTINGEN VAN DE GEMEENSCHAP

ARTIKEL 1

De gebouwen en terreinen van de Gemeenschap zijn onschendbaar. Zij zijn vrijgesteld van huiszoeking, vordering, verbeurdverklaring of onteigening. De eigendommen en bezittingen van de Gemeenschap kunnen zonder toestemming van het Hof van Justitie niet worden getroffen door enige dwangmaatregel van bestuursrechtelijke of gerechtelijke aard.

ARTIKEL 2

Het archief van de Gemeenschap is onschendbaar.

ARTIKEL 3

De Gemeenschap, haar bezittingen, inkomsten en andere eigendommen zijn vrijgesteld van alle directe belastingen.

Telkens wanneer hun dit mogelijk is, treffen de regeringen van de Lid-Staten passende maatregelen tot kwijtschelding of teruggave van het bedrag der indirecte belastingen en van belastingen op de verkoop, welke een deel vormen van de prijs van onroerende of roerende goederen, wanneer de Gemeenschap voor haar officieel gebruik belangrijke aankopen doet van goederen in de prijs waarvan zodanige belastingen begrepen zijn. De toepassing van deze bepalingen mag evenwel niet tot gevolg hebben dat de mededinging binnen de Gemeenschap wordt vervalst.

Geen enkele vrijstelling wordt verleend van belastingen, heffingen en rechten die niet anders zijn dan eenvoudige vergoedingen voor diensten van openbaar nut.

ARTIKEL 4

De Gemeenschap is vrijgesteld van alle douanerechten, in- en uitvoerverboden en -beperkingen met betrekking tot goederen bestemd voor officieel gebruik van de Gemeenschap; de aldus ingevoerde goederen mogen op het grondgebied van het land alwaar zij zijn ingevoerd niet onder bezwarende titel of om niet worden overgedragen, tenzij op voorwaarden welke door de regering van dat land zijn goedgekeurd.

Zij is eveneens vrijgesteld van alle douanerechten, in- en uitvoerverboden en -beperkingen met betrekking tot haar publikaties.

Hoofdstuk 2

MEDEDELINGEN EN LAISSEZ-PASSER

ARTIKEL 5

De instellingen van de Gemeenschap genieten, voor hun officiële mededelingen en het overbrengen van al hun documenten, op het grondgebied van iedere Lid-Staat de behandeling, welke door deze Staat aan diplomatieke missies wordt toegestaan.

De officiële correspondentie en andere officiële mededelingen van de instellingen van de Gemeenschap zijn niet aan censuur onderworpen.

ARTIKEL 6

Laissez-passers, waarvan de vorm door de Raad wordt vastgesteld en welke als geldige reispapieren worden erkend door de overheidsinstanties van de Lid-Statens, kunnen door de voorzitters van de instellingen van de Gemeenschap aan de leden en het personeel van deze instellingen worden verstrekt. Deze laissez-passers worden aan de ambtenaren en overige personeelsleden verstrekt overeenkomstig de bepalingen van de statuten bedoeld in artikel 212 van het Verdrag.

De Commissie kan akkoorden sluiten ten einde deze laissez-passers te doen erkennen als geldige reispapieren voor het grondgebied van derde Statens.

Hoofdstuk 3

LEDEN VAN DE VERGADERING

ARTIKEL 7

De bewegingsvrijheid der leden van de Vergadering die zich naar de plaats van bijeenkomst der Vergadering begeven of daarvan terugkeren wordt op geen enkele wijze beperkt door voorschriften van bestuursrechtelijke of andere aard.

Aan de leden van de Vergadering worden, wat betreft douane- en deviezencontrole, toegekend:

a) door hun eigen regering, dezelfde faciliteiten als zijn toegekend aan hoge ambtenaren, die zich, belast met een tijdelijke officiële zending, naar het buitenland begeven,

b) door de regeringen van de andere Lid-Staten, dezelfde faciliteiten als zijn toegekend aan vertegenwoordigers van buitenlandse regeringen, belast met een tijdelijke officiële zending.

ARTIKEL 8

Tegen de leden van de Vergadering kan geen opsporing plaatsvinden, noch kunnen zij worden aangehouden of vervolgd op grond van de mening of de stem, die zij in de uitoefening van hun ambt hebben uitgebracht.

ARTIKEL 9

Tijdens de zittingsduur van de Vergadering genieten de leden:

a) op hun eigen grondgebied, de immunititeiten welke aan de leden van de volksvertegenwoordiging in hun land zijn verleend;

b) op het grondgebied van elke andere Lid-Staat, vrijstelling van aanhouding en gerechtelijke vervolging in welke vorm ook.

De immuniteit beschermt hen eveneens, wanneer zij zich naar de plaats van de bijeenkomst van de Vergadering begeven of daarvan terugkeren.

Op deze immuniteit kan geen beroep worden gedaan in geval van ontdekking op heterdaad, terwijl zij evenmin kan verhinderen dat de Vergadering het recht uitoefent de immuniteit van een harer leden op te heffen.

Hoofdstuk 4

DE AAN DE WERKZAAMHEDEN VAN DE INSTELLINGEN DER GEMEENSCHAP DEELNEMENDE VERTEGENWOORDIGERS DER LID-STATEN

ARTIKEL 10

De aan de werkzaamheden van de instellingen van de Gemeenschap deelnemende vertegenwoordigers der Lid-Statens, alsmede hun raadsliden en de deskundigen, genieten gedurende de uitoefening van hun ambt en op hun reizen naar en van de plaats van bijeenkomst de gebruikelijke voorrechten, immuniteiten of faciliteiten.

Dit artikel is eveneens van toepassing op de leden der raadgevende organen van de Gemeenschap.

Hoofdstuk 5

AMBTENAREN EN OVERIGE PERSONEELSLEDEN VAN DE GEMEENSCHAP

ARTIKEL 11

De ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap bedoeld in artikel 212 van het Verdrag zijn, ongeacht hun nationaliteit, op het grondgebied van elk der Lid-Statens:

a) behoudens de bepalingen van de artikelen 179 en 215 van het Verdrag, vrijgesteld van rechtsvervolgung voor hetgeen zij in hun officiële hoedanigheid

hebben gedaan, gezegd of geschreven; zij blijven deze immuniteit genieten nadat zij hun ambt hebben neergelegd;

b) tezamen met hun echtgenoten en de te hunnen laste zijnde verwanten vrijgesteld van immigratiebeperkingen en vreemdelingenregistratie;

c) inzake monetaire of deviezenregelingen in het genot van de gebruikelijke faciliteiten welke aan ambtenaren van internationale organisaties worden toegekend;

d) gerechtigd om de eerste maal, dat zij hun post bezetten, in het betrokken land hun huisraad en goederen voor persoonlijk gebruik vrij van rechten in te voeren uit het land waar zij het laatst hun verblijfplaats hebben gehad of uit het land waarvan zij onderdaan zijn, en bij het neerleggen van hun ambt hun huisraad en goederen voor persoonlijk gebruik uit genoemd land vrij van rechten weder uit te voeren, in beide gevallen met inachtneming van de voorwaarden, welke de regering van het land waar dit recht wordt uitgeoefend, als noodzakelijk beschouwt;

e) gerechtigd uit een Lid-Staat hun voor persoonlijk gebruik bestemde personenauto die in het land waar zij het laatst hun verblijfplaats hebben gehad of in het land waarvan zij onderdaan zijn, verkregen is op de voorwaarden die op de binnenlandse markt van dat land gelden, vrij van rechten in te voeren en deze vrij van rechten weder uit te voeren, in beide gevallen met inachtneming van de voorwaarden welke de regering van het betrokken land als noodzakelijk beschouwt.

ARTIKEL 12

Onder de voorwaarden en volgens de procedure welke door de Raad worden vastgesteld op grond van de door de Commissie binnen een jaar na de inwerking-treding van het Verdrag gedane voorstellen, worden de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap onderworpen aan een belasting ten bate van de Gemeenschap op de door haar betaalde salarissen, lonen en emolumenten.

Zij zijn vrijgesteld van nationale belastingen op de door de Gemeenschap betaalde salarissen, lonen en emolumenten.

ARTIKEL 13

De ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap, die zich uitsluitend uit hoofde van de uitoefening van hun ambt in dienst van de Gemeenschap vestigen op het grondgebied van een andere Lid-Staat dan de Staat van de

fiscale woonplaats, welke zij bezitten op het oogenblik van hun indiensttreding bij de Gemeenschap, worden voor de toepassing van de inkomsten-, vermogens- en successiebelastingen, alsmede van de tusschen de Lid-Staten van de Gemeenschap gesloten overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belasting, zowel in de Staat waar zij zich gevestigd hebben als in de Staat van de fiscale woonplaats, geacht hun woonplaats te hebben behouden in de laatstgenoemde Staat, indien deze lid is van de Gemeenschap. Deze bepaling geldt eveneens voor de echtgenoot voor zover deze geen eigen beroepsbezigheden uitoefent, alsmede voor de kinderen die ten laste zijn en onder toezicht staan van de in dit artikel bedoelde personen.

De roerende goederen welke toebehoren aan de in de vorige alinea bedoelde personen en zich bevinden op het grondgebied van de Staat van verblijf, worden in die Staat vrijgesteld van successiebelasting; voor de heffing van die belasting worden die roerende goederen geacht zich in de Staat van de fiscale woonplaats te bevinden, onder voorbehoud van de rechten van derde Staten en de mogelijke toepassing van de bepalingen der internationale overeenkomsten betreffende dubbele belasting.

De uitsluitend uit hoofde van de uitoefening van een ambt in dienst van andere internationale organisaties verkregen woonplaats wordt niet in aanmerking genomen bij de toepassing van de bepalingen van dit artikel.

ARTIKEL 14

Op voorstel van de Commissie, in te dienen binnen een jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag, stelt de Raad met eenparigheid van stemmen de regeling vast inzake de sociale voorzieningen, welke op de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap van toepassing zal zijn.

ARTIKEL 15

Op voorstel van de Commissie en na raadpleging van de overige betrokken instellingen, bepaalt de Raad op welke categorieën van ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap de bepalingen van de artikelen 11, 12, tweede alinea, en 13 geheel of ten dele van toepassing zijn.

De namen, hoedanigheden en adressen der ambtenaren en overige personeelsleden, welke onder deze categorieën zijn begrepen, worden op gezette tijden aan de regeringen van de Lid-Staten medegedeeld.

Hoofdstuk 6

VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN DER BIJ DE GEMEENSCHAP GEVESTIGDE MISSIES

ARTIKEL 16

De Lid-Staat, op welks grondgebied de zetel van de Gemeenschap is gevestigd, verleent aan de missies der bij de Gemeenschap geaccrediteerde derde Staten de gebruikelijke diplomatieke immuniteiten.

Hoofdstuk 7

ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 17

De voorrechten, immuniteiten en faciliteiten worden aan de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap uitsluitend in haar belang verleend.

Elke instelling van de Gemeenschap is gehouden de aan een ambtenaar of ander personeelslid verleende immuniteit op te heffen in alle gevallen, waarin zulks naar haar mening niet strijdig is met de belangen van de Gemeenschap.

ARTIKEL 18

Voor de toepassing van dit Protocol handelen de instellingen van de Gemeenschap in overeenstemming met de verantwoordelijke autoriteiten van de betrokken Lid-Staten.

ARTIKEL 19

De artikelen 11 tot en met 14 en 17 zijn van toepassing op de leden van de Commissie.

ARTIKEL 20

De artikelen 11 tot en met 14 en 17 zijn van toepassing op de rechters, de griffier en de toegevoegde rapporteurs van, alsmede op de advocaten-generaal bij het Hof van Justitie, onverminderd de bepalingen van artikel 3 van het Protocol betreffende het Statuut van het Hof van Justitie nopens de vrijstelling van rechtsvervolging van de rechters en de advocaten-generaal.

ARTIKEL 21

Dit Protocol is eveneens van toepassing op de Europese Investeringsbank, de leden van haar organen, haar personeel en de vertegenwoordigers der Lid-Staten, die aan haar werkzaamheden deelnemen, onverminderd de bepalingen van het protocol betreffende haar statuten.

De Europese Investeringsbank wordt bovendien vrijgesteld van elke fiscale en parafiscale heffing ter gelegenheid van haar oprichting en van de uitbreiding van haar aandelenkapitaal, alsmede van de verschillende formaliteiten welke deze verrichtingen kunnen medebrengen in de Staat waar de zetel gevestigd is. Haar opheffing en liquidering zullen evenmin enige heffing medebrengen. Tenslotte geeft de werkzaamheid van de Bank en van haar organen, uitgeoefend onder de statutaire voorwaarden, geen aanleiding tot de heffing van omzetbelastingen.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Protokoll gesetzt.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Protocollo.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben gesteld.

Fait à Bruxelles, le dix-sept avril mil neuf cent cinquante-sept.

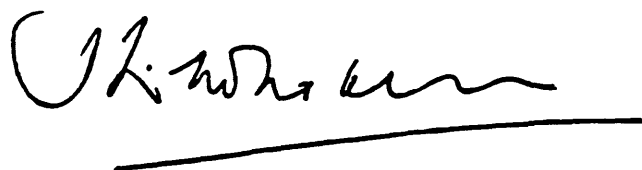
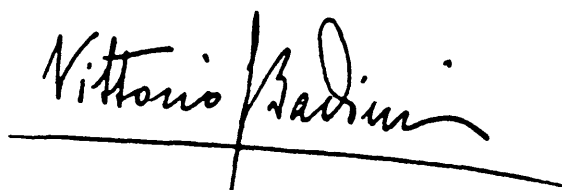
Geschehen zu Brüssel, am siebzehnten April neunzehnhundertsiebenundfünfzig.

Fatto a Bruxelles, il diciassette aprile millenovecentocinquantasette.

Gedaan te Brussel, de zeventiende april negentienhonderd zevenenvijftig.



E. F. Opkamps



PROCOLE
sur le
STATUT DE LA COUR DE JUSTICE
de la
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

PROKOLL
über die
SATZUNG DES GERICHTSHOFS
der
EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT

PROCOLLO
sullo
STATUTO DELLA CORTE DI GIUSTIZIA
della
COMUNITÀ ECONOMICA EUROPEA

PROCOL
betreffende het
STATUUT VAN HET HOF VAN JUSTITIE
van de
EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP

**PROTOCOLE
SUR LE
STATUT DE LA COUR DE JUSTICE**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITÉ INSTITUANT LA
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

DÉSIRANT fixer le Statut de la Cour prévu à l'article 188 de ce Traité,

ONT DÉSIGNÉ, à cet effet, comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

Baron J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Secrétaire général du Ministère des
Affaires économiques, Président de la délégation belge auprès de la
Conférence intergouvernementale;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

M. le Professeur Docteur Carl Friedrich OPHÜLS, Ambassadeur de la
République fédérale d'Allemagne, Président de la délégation allemande
auprès de la Conférence intergouvernementale;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Robert MARJOLIN, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Vice-
Président de la délégation française auprès de la Conférence inter-
gouvernementale;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

M. V. BADINI CONFALONIERI, Sous-Secrétaire d'État aux Affaires étran-
gères, Président de la délégation italienne auprès de la Conférence
intergouvernementale;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG

M. Lambert SCHAUS, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg,
Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence
intergouvernementale;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

M. J. LINTHORST HOMAN, Président de la délégation néerlandaise auprès
de la Conférence intergouvernementale;

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne
et due forme,

SONT CONVENUS des dispositions ci-après qui sont annexées au Traité
instituant la Communauté Économique Européenne.

ARTICLE 1

La Cour instituée par l'article 4 du Traité est constituée et exerce ses fonctions conformément aux dispositions du Traité et du présent Statut.

Titre premier

STATUT DES JUGES ET DES AVOCATS GÉNÉRAUX

ARTICLE 2

Tout juge doit, avant d'entrer en fonctions, en séance publique, prêter serment d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

ARTICLE 3

Les juges jouissent de l'immunité de juridiction. En ce qui concerne les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle, ils continuent à bénéficier de l'immunité après la cessation de leurs fonctions.

La Cour, siégeant en séance plénière, peut lever l'immunité.

Au cas où, l'immunité ayant été levée, une action pénale est engagée contre un juge, celui-ci n'est justiciable, dans chacun des États membres, que de l'instance compétente pour juger les magistrats appartenant à la plus haute juridiction nationale.

ARTICLE 4

Les juges ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative.

Ils ne peuvent, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le Conseil, exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non.

Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages.

En cas de doute, la Cour décide.

ARTICLE 5

En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de juge prennent fin individuellement par démission.

En cas de démission d'un juge, la lettre de démission est adressée au président de la Cour pour être transmise au président du Conseil. Cette dernière notification emporte vacance de siège.

Sauf les cas où l'article 6 ci-après reçoit application, tout juge continue à siéger jusqu'à l'entrée en fonctions de son successeur.

ARTICLE 6

Les juges ne peuvent être relevés de leurs fonctions ni déclarés déchus de leur droit à pension ou d'autres avantages en tenant lieu que si, au jugement unanime des juges et des avocats généraux de la Cour, ils ont cessé de répondre aux conditions requises ou de satisfaire aux obligations découlant de leur charge. L'intéressé ne participe pas à ces délibérations.

Le greffier porte la décision de la Cour à la connaissance des présidents de l'Assemblée et de la Commission et la notifie au président du Conseil.

En cas de décision relevant un juge de ses fonctions, cette dernière notification emporte vacance de siège.

ARTICLE 7

Les juges dont les fonctions prennent fin avant l'expiration de leur mandat sont remplacés pour la durée du mandat restant à courir.

ARTICLE 8

Les dispositions des articles 2 à 7 inclus sont applicables aux avocats généraux.

Titre II

ORGANISATION

ARTICLE 9

Le greffier prête serment devant la Cour d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

ARTICLE 10

La Cour organise la suppléance du greffier pour le cas d'empêchement de celui-ci.

ARTICLE 11

Des fonctionnaires et autres agents sont attachés à la Cour pour permettre d'en assurer le fonctionnement. Ils relèvent du greffier sous l'autorité du président.

ARTICLE 12

Sur proposition de la Cour, le Conseil statuant à l'unanimité peut prévoir la nomination de rapporteurs adjoints et en fixer le statut. Les rapporteurs adjoints peuvent être appelés, dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure, à participer à l'instruction des affaires dont la Cour est saisie, et à collaborer avec le juge rapporteur.

Les rapporteurs adjoints, choisis parmi des personnes offrant toutes garanties d'indépendance et réunissant les titres juridiques nécessaires, sont nommés par le Conseil. Ils prêtent serment devant la Cour d'exercer leurs fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

ARTICLE 13

Les juges, les avocats généraux et le greffier sont tenus de résider au siège de la Cour.

ARTICLE 14

La Cour demeure en fonctions d'une manière permanente. La durée des vacances judiciaires est fixée par la Cour, compte tenu des nécessités du service.

ARTICLE 15

La Cour ne peut valablement délibérer qu'en nombre impair. Les délibérations de la Cour siégeant en séance plénière sont valables si cinq juges sont présents. Les délibérations des chambres ne sont valables que si elles sont prises par trois juges; en cas d'empêchement de l'un des juges composant une chambre, il peut être fait appel à un juge faisant partie d'une autre chambre dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure.

ARTICLE 16

Les juges et les avocats généraux ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agent, conseil ou avocat de l'une des parties, ou sur laquelle ils ont été appelés à se prononcer comme membre d'un tribunal, d'une commission d'enquête ou à tout autre titre.

Si, pour une raison spéciale, un juge ou un avocat général estime ne pas pouvoir participer au jugement ou à l'examen d'une affaire déterminée, il en fait part au président. Au cas où le président estime qu'un juge ou un avocat général ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger ou conclure dans une affaire déterminée, il en avertit l'intéressé.

En cas de difficulté sur l'application du présent article, la Cour statue.

Une partie ne peut invoquer soit la nationalité d'un juge, soit l'absence, au sein de la Cour ou d'une de ses chambres, d'un juge de sa nationalité pour demander la modification de la composition de la Cour ou d'une de ses chambres.

Titre III

PROCÉDURE

ARTICLE 17

Les États ainsi que les institutions de la Communauté sont représentés devant la Cour par un agent nommé pour chaque affaire; l'agent peut être assisté d'un conseil ou d'un avocat inscrit à un barreau de l'un des États membres.

Les autres parties doivent être représentées par un avocat inscrit à un barreau de l'un des États membres.

Les agents, conseils et avocats comparissant devant la Cour jouissent des droits et garanties nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions, dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure.

La Cour jouit à l'égard des conseils et avocats qui se présentent devant elle des pouvoirs normalement reconnus en la matière aux cours et tribunaux, dans les conditions qui seront déterminées par le même règlement.

Les professeurs ressortissants des États membres dont la législation leur reconnaît un droit de plaider jouissent devant la Cour des droits reconnus aux avocats par le présent article.

ARTICLE 18

La procédure devant la Cour comporte deux phases : l'une écrite, l'autre orale.

La procédure écrite comprend la communication aux parties, ainsi qu'aux institutions de la Communauté dont les décisions sont en cause, des requêtes, mémoires, défenses et observations et, éventuellement, des répliques, ainsi que de toutes pièces et documents à l'appui ou de leurs copies certifiées conformes.

Les communications sont faites par les soins du greffier dans l'ordre et les délais déterminés par le règlement de procédure.

La procédure orale comprend la lecture du rapport présenté par un juge rapporteur, l'audition par la Cour des agents, conseils et avocats et des conclusions de l'avocat général, ainsi que, s'il y a lieu, l'audition des témoins et experts.

ARTICLE 19

La Cour est saisie par une requête adressée au greffier. La requête doit contenir l'indication du nom et du domicile du requérant et de la qualité du signataire, l'indication de la partie contre laquelle la requête est formée, l'objet du litige, les conclusions et un exposé sommaire des moyens invoqués.

Elle doit être accompagnée, s'il y a lieu, de l'acte dont l'annulation est demandée ou, dans l'hypothèse visée à l'article 175 du Traité, d'une pièce justifiant de la date de l'invitation prévue à cet article. Si ces pièces n'ont pas été jointes à la requête, le greffier invite l'intéressé à en effectuer la production dans un délai raisonnable, sans qu'aucune forclusion puisse être opposée au cas où la régularisation interviendrait après l'expiration du délai de recours.

ARTICLE 20

Dans les cas visés à l'article 177 du Traité, la décision de la juridiction nationale qui suspend la procédure et saisit la Cour est notifiée à celle-ci à la diligence de cette juridiction nationale. Cette décision est ensuite notifiée par les soins du greffier de la Cour aux parties en cause, aux États membres et à la Commission, ainsi qu'au Conseil si l'acte dont la validité ou l'interprétation est contestée émane de celui-ci.

Dans un délai de deux mois à compter de cette dernière notification, les parties, les États membres, la Commission et, le cas échéant, le Conseil, ont le droit de déposer devant la Cour des mémoires ou observations écrites.

ARTICLE 21

La Cour peut demander aux parties de produire tous documents et de fournir toutes informations qu'elle estime désirables. En cas de refus, elle en prend acte.

La Cour peut également demander aux États membres et aux institutions qui ne sont pas parties au procès, tous renseignements qu'elle estime nécessaires aux fins du procès.

ARTICLE 22

A tout moment, la Cour peut confier une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

ARTICLE 23

Des témoins peuvent être entendus dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure.

ARTICLE 24

La Cour jouit à l'égard des témoins défaillants des pouvoirs généralement reconnus en la matière aux cours et tribunaux et peut infliger des sanctions pécuniaires, dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure.

ARTICLE 25

Les témoins et experts peuvent être entendus sous la foi du serment selon la formule déterminée par le règlement de procédure ou suivant les modalités prévues par la législation nationale du témoin ou de l'expert.

ARTICLE 26

La Cour peut ordonner qu'un témoin ou un expert soit entendu par l'autorité judiciaire de son domicile.

Cette ordonnance est adressée aux fins d'exécution à l'autorité judiciaire compétente dans les conditions fixées par le règlement de procédure. Les pièces résultant de l'exécution de la commission rogatoire sont renvoyées à la Cour dans les mêmes conditions.

La Cour assume les frais, sous réserve de les mettre, le cas échéant, à la charge des parties.

ARTICLE 27

Chaque État membre regarde toute violation des serments des témoins et des experts comme le délit correspondant commis devant un tribunal national statuant en matière civile. Sur dénonciation de la Cour, il poursuit les auteurs de ce délit devant la juridiction nationale compétente.

ARTICLE 28

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Cour, d'office ou sur demande des parties, pour des motifs graves.

ARTICLE 29

Au cours des débats, la Cour peut interroger les experts, les témoins, ainsi que les parties elles-mêmes. Toutefois, ces dernières ne peuvent plaider que par l'organe de leur représentant.

ARTICLE 30

Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le président et le greffier.

ARTICLE 31

Le rôle des audiences est arrêté par le président.

ARTICLE 32

Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

ARTICLE 33

Les arrêts sont motivés. Ils mentionnent les noms des juges qui ont délibéré.

ARTICLE 34

Les arrêts sont signés par le président et le greffier. Ils sont lus en séance publique.

ARTICLE 35

La Cour statue sur les dépens.

ARTICLE 36

Le président de la Cour peut statuer selon une procédure sommaire dérogeant, en tant que de besoin, à certaines des règles contenues dans le présent Statut et qui sera fixée par le règlement de procédure, sur des conclusions tendant

soit à l'obtention du sursis prévu à l'article 185 du Traité, soit à l'application de mesures provisoires en vertu de l'article 186, soit à la suspension de l'exécution forcée conformément à l'article 192 dernier alinéa.

En cas d'empêchement du président, celui-ci sera remplacé par un autre juge dans les conditions déterminées par le règlement de procédure.

L'ordonnance rendue par le président ou son remplaçant n'a qu'un caractère provisoire et ne préjuge en rien la décision de la Cour statuant au principal.

ARTICLE 37

Les États membres et les institutions de la Communauté peuvent intervenir aux litiges soumis à la Cour.

Le même droit appartient à toute autre personne justifiant d'un intérêt à la solution d'un litige soumis à la Cour, à l'exclusion des litiges entre États membres, entre institutions de la Communauté, ou entre États membres d'une part et institutions de la Communauté d'autre part.

Les conclusions de la requête en intervention ne peuvent avoir d'autre objet que le soutien des conclusions de l'une des parties.

ARTICLE 38

Lorsque la partie défenderesse, régulièrement mise en cause, s'abstient de déposer des conclusions écrites, l'arrêt est rendu par défaut à son égard. L'arrêt est susceptible d'opposition dans le délai d'un mois à compter de sa notification. Sauf décision contraire de la Cour, l'opposition ne suspend pas l'exécution de l'arrêt rendu par défaut.

ARTICLE 39

Les États membres, les institutions de la Communauté et toutes autres personnes physiques ou morales, peuvent, dans les cas et dans les conditions qui seront déterminés par le règlement de procédure, former tierce-opposition contre les arrêts rendus sans qu'ils aient été appelés, si ces arrêts préjudicient à leurs droits.

ARTICLE 40

En cas de difficulté sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, sur la demande d'une partie ou d'une institution de la Communauté justifiant d'un intérêt à cette fin.

ARTICLE 41

La révision de l'arrêt ne peut être demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la révision.

La procédure de révision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence d'un fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la révision, et déclarant de ce chef la demande recevable.

Aucune demande de révision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

ARTICLE 42

Des délais de distance seront établis par le règlement de procédure.

Aucune déchéance tirée de l'expiration des délais ne peut être opposée lorsque l'intéressé établit l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure.

ARTICLE 43

Les actions contre la Communauté en matière de responsabilité non contractuelle se prescrivent par cinq ans à compter de la survenance du fait qui y donne lieu. La prescription est interrompue soit par la requête formée devant la Cour, soit par la demande préalable que la victime peut adresser à l'institution compétente de la Communauté. Dans ce dernier cas, la requête doit être formée dans le délai de deux mois prévu à l'article 173; les dispositions de l'article 175 alinéa 2, sont, le cas échéant, applicables.

ARTICLE 44

Le règlement de procédure de la Cour prévu à l'article 188 du Traité contient, outre les dispositions prévues par le présent Statut, toutes autres dispositions nécessaires en vue de l'appliquer et de le compléter, en tant que de besoin.

ARTICLE 45

Le Conseil statuant à l'unanimité peut apporter aux dispositions du présent Statut les adaptations complémentaires qui s'avèreraient nécessaires en raison des mesures qu'il aurait prises aux termes de l'article 165 dernier alinéa du Traité.

ARTICLE 46

Le président du Conseil procède, immédiatement après la prestation de serment, à la désignation, par tirage au sort, des juges et des avocats généraux dont les fonctions sont sujettes à renouvellement à la fin de la première période de trois ans, conformément à l'article 167 alinéas 2 et 3 du Traité.

**PROTOKOLL
ÜBER DIE
SATZUNG DES GERICHTSHOFS**

**DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN DES VERTRAGS ZUR GRÜNDUNG DER
EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT,**

**IN DEM WUNSCH, die in Artikel 188 dieses Vertrags vorgesehene Satzung
des Gerichtshofs festzulegen,**

HABEN zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ERNANNT:

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER:

**Baron J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Generalsekretär des Wirtschaftsmini-
steriums, Leiter der belgischen Delegation bei der Regierungskonferenz;**

DER PRÄSIDENT DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND:

**Herrn Professor Dr. Carl Friedrich OPHÜLS, Botschafter der Bundes-
republik Deutschland, Leiter der deutschen Delegation bei der Regierungs-
konferenz;**

DER PRÄSIDENT DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK:

**Herrn Robert MARJOLIN, ordentlicher Professor der Rechte, stellvertreten-
der Leiter der französischen Delegation bei der Regierungskonferenz;**

DER PRÄSIDENT DER ITALIENISCHEN REPUBLIK:

**Herrn V. BADINI CONFALONIERI, Unterstaatssekretär für Auswärtige An-
gelegenheiten, Leiter der italienischen Delegation bei der Regierungskon-
ferenz;**

IHRE KÖNIGLICHE HOHEIT DIE GROSSHERZOGIN VON LUXEMBURG:

**Herrn Lambert SCHAUS, Botschafter des Großherzogtums Luxemburg,
Leiter der luxemburgischen Delegation bei der Regierungskonferenz;**

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE:

Herrn J. LINTHORST HOMAN, Leiter der niederländischen Delegation bei der Regierungskonferenz.

DIESE SIND nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten

über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft als Anhang beigefügt sind:

ARTIKEL 1

Für die Errichtung und die Tätigkeit des durch Artikel 4 dieses Vertrags geschaffenen Gerichtshofs gelten die Bestimmungen dieses Vertrags und dieser Satzung.

Titel I

DIE RICHTER UND DIE GENERALANWÄLTE

ARTIKEL 2

Jeder Richter leistet vor Aufnahme seiner Amtstätigkeit in öffentlicher Sitzung den Eid, sein Amt unparteiisch und gewissenhaft auszuüben und das Beratungsgeheimnis zu wahren.

ARTIKEL 3

Die Richter sind keiner Gerichtsbarkeit unterworfen. Hinsichtlich ihrer in amtlicher Eigenschaft vorgenommenen Handlungen, einschließlich ihrer mündlichen und schriftlichen Äußerungen, steht ihnen diese Befreiung auch nach Abschluß ihrer Amtstätigkeit zu.

Der Gerichtshof kann die Befreiung durch Plenarentscheidung aufheben.

Wird nach Aufhebung der Befreiung ein Strafverfahren gegen einen Richter eingeleitet, so darf dieser in jedem Mitgliedstaat nur vor ein Gericht gestellt werden, das für Verfahren gegen Richter der höchsten Gerichte dieses Mitgliedstaates zuständig ist.

ARTIKEL 4

Die Richter dürfen weder ein politisches Amt noch ein Amt in der Verwaltung ausüben.

Sie dürfen keine entgeltliche oder unentgeltliche Berufstätigkeit ausüben, es sei denn, daß der Rat ausnahmsweise von dieser Vorschrift Befreiung erteilt.

Bei der Aufnahme ihrer Tätigkeit übernehmen sie die feierliche Verpflichtung, während der Ausübung und nach Ablauf ihrer Amtstätigkeit die sich aus ihrem Amt ergebenden Pflichten zu erfüllen, insbesondere die Pflicht, bei der Annahme gewisser Tätigkeiten oder Vorteile nach Ablauf dieser Tätigkeit ehrenhaft und zurückhaltend zu sein.

Im Zweifelsfalle entscheidet der Gerichtshof.

ARTIKEL 5

Abgesehen von den regelmäßigen Neubesetzungen und von Todesfällen endet das Amt eines Richters durch Rücktritt.

Bei Rücktritt eines Richters ist das Rücktrittsschreiben an den Präsidenten des Gerichtshofs zur Weiterleitung an den Präsidenten des Rates zu richten. Mit der Benachrichtigung des letzteren wird der Sitz frei.

Mit Ausnahme der Fälle, in denen Artikel 6 Anwendung findet, bleibt jeder Richter bis zum Amtsantritt seines Nachfolgers im Amt.

ARTIKEL 6

Ein Richter kann nur dann seines Amtes enthoben oder seiner Ruhegehaltsansprüche oder anderer an ihrer Stelle gewährter Vergünstigungen für verlustig erklärt werden, wenn er nach einstimmigem Urteil der Richter und Generalanwälte des Gerichtshofs nicht mehr die erforderlichen Voraussetzungen erfüllt oder den sich aus seinem Amt ergebenden Verpflichtungen nicht mehr nachkommt. Der Betroffene wirkt bei der Beschlußfassung nicht mit.

Der Kanzler bringt den Präsidenten der Versammlung und der Kommission die Entscheidung des Gerichtshofs zur Kenntnis und übermittelt sie dem Präsidenten des Rates.

Wird durch eine solche Entscheidung ein Richter seines Amtes enthoben, so wird sein Sitz mit der Benachrichtigung des Präsidenten des Rates frei.

ARTIKEL 7

Endet das Amt eines Richters vor Ablauf seiner Amtszeit, so wird es für die verbleibende Amtszeit neu besetzt.

ARTIKEL 8

Die Artikel 2 bis 7 finden auf die Generalanwälte Anwendung.

Titel II

ORGANISATION

ARTIKEL 9

Der Kanzler leistet vor dem Gerichtshof den Eid, sein Amt unparteiisch und gewissenhaft auszuüben und das Beratungsgeheimnis zu wahren.

ARTIKEL 10

Der Gerichtshof regelt die Vertretung des Kanzlers für den Fall seiner Verhinderung.

ARTIKEL 11

Dem Gerichtshof werden Beamte und sonstige Bedienstete beigegeben, um ihm die Erfüllung seiner Aufgaben zu ermöglichen. Sie unterstehen dem Kanzler unter Aufsicht des Präsidenten.

ARTIKEL 12

Der Rat kann durch einstimmigen Beschluß auf Vorschlag des Gerichtshofs die Ernennung von Hilfsberichterstattern vorsehen und ihre Stellung bestimmen. Die Hilfsberichterstatter können nach Maßgabe der Verfahrensordnung berufen werden, an der Bearbeitung der beim Gerichtshof anhängigen Sachen teilzunehmen und mit dem Berichterstatter zusammenzuarbeiten.

Zu Hilfsberichterstattern sind Persönlichkeiten auszuwählen, die jede Gewähr für Unabhängigkeit bieten und die erforderlichen juristischen Befähigungsnachweise erbringen; sie werden vom Rat ernannt. Sie leisten vor dem Gerichtshof den Eid, ihr Amt unparteiisch und gewissenhaft auszuüben und das Beratungsgeheimnis zu wahren.

ARTIKEL 13

Die Richter, die Generalanwälte und der Kanzler sind verpflichtet, am Sitz des Gerichtshofs zu wohnen.

ARTIKEL 14

Der Gerichtshof übt seine Tätigkeit ständig aus. Die Dauer der Gerichtsferien wird vom Gerichtshof unter Berücksichtigung der dienstlichen Erfordernisse festgesetzt.

ARTIKEL 15

Der Gerichtshof kann nur in der Besetzung mit einer ungeraden Zahl von Richtern rechtswirksam entscheiden. Die in Vollsitzungen getroffenen Entscheidungen des Gerichtshofs sind gültig, wenn fünf Richter anwesend sind. Die Entscheidungen der Kammern sind nur dann gültig, wenn sie von drei Richtern getroffen werden; bei Verhinderung eines Richters einer Kammer kann nach Maßgabe der Verfahrensordnung ein Richter einer anderen Kammer herangezogen werden.

ARTIKEL 16

Die Richter und Generalanwälte dürfen nicht an der Erledigung einer Sache teilnehmen, in der sie vorher als Bevollmächtigte, Beistände oder Anwälte einer der Parteien tätig gewesen sind oder über die zu befinden sie als Mitglied eines Gerichts, eines Untersuchungsausschusses oder in anderer Eigenschaft berufen waren.

Glaubt ein Richter oder Generalanwalt bei der Entscheidung oder Untersuchung einer bestimmten Sache aus einem besonderen Grund nicht mitwirken zu können, so macht er davon dem Präsidenten Mitteilung. Hält der Präsident die Teilnahme eines Richters oder Generalanwalts an der Verhandlung oder Entscheidung einer bestimmten Sache aus einem besonderen Grund für unangebracht, so setzt er diesen hiervon in Kenntnis.

Ergibt sich bei der Anwendung dieses Artikels eine Schwierigkeit, so entscheidet der Gerichtshof.

Eine Partei kann den Antrag auf Änderung der Zusammensetzung des Gerichtshofs oder einer seiner Kammern weder mit der Staatsangehörigkeit eines Richters noch damit begründen, daß dem Gerichtshof oder einer seiner Kammern kein Richter ihrer Staatsangehörigkeit angehört.

Titel III

VERFAHREN

ARTIKEL 17

Die Staaten sowie die Organe der Gemeinschaft werden vor dem Gerichtshof durch einen Bevollmächtigten vertreten, der für jede Sache bestellt wird; der Bevollmächtigte kann sich der Hilfe eines Beistands oder eines Anwalts bedienen, der in einem Mitgliedstaat zugelassen ist.

Die anderen Parteien müssen durch einen Anwalt vertreten sein, der in einem Mitgliedstaat zugelassen ist.

Die vor dem Gerichtshof auftretenden Bevollmächtigten, Beistände und Anwälte genießen nach Maßgabe der Verfahrensordnung die zur unabhängigen Ausübung ihrer Aufgaben erforderlichen Rechte und Sicherheiten.

Der Gerichtshof hat nach Maßgabe dieser Verfahrensordnung gegenüber den vor ihm auftretenden Beiständen und Anwälten die den Gerichten üblicherweise zuerkannten Befugnisse.

Hochschullehrer, die Angehörige von Mitgliedstaaten sind, deren Rechtsordnung ihnen gestattet, vor Gericht als Vertreter einer Partei aufzutreten, haben vor dem Gerichtshof die durch diesen Artikel den Anwälten eingeräumte Rechtsstellung.

ARTIKEL 18

Das Verfahren vor dem Gerichtshof gliedert sich in ein schriftliches und ein mündliches Verfahren.

Das schriftliche Verfahren umfaßt die Übermittlung der Klageschriften, Schriftsätze, Klagebeantwortungen und Erklärungen und gegebenenfalls der Repliken sowie aller zur Unterstützung vorgelegten Belegstücke und Urkunden oder ihrer beglaubigten Abschriften an die Parteien sowie an diejenigen Organe der Gemeinschaft, deren Entscheidungen Gegenstand des Verfahrens sind.

Die Übermittlung obliegt dem Kanzler in der Reihenfolge und innerhalb der Fristen, welche die Verfahrensordnung bestimmt.

Das mündliche Verfahren umfaßt die Verlesung des von einem Berichterstatter vorgelegten Berichts, die Anhörung der Bevollmächtigten, Beistände und Anwälte und der Schlußanträge des Generalanwalts durch den Gerichtshof sowie gegebenenfalls die Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen.

ARTIKEL 19

Die Klageerhebung bei dem Gerichtshof erfolgt durch Einreichung einer an den Kanzler zu richtenden Klageschrift. Die Klageschrift muß Namen und Wohnsitz des Klägers, die Stellung des Unterzeichnenden, die Partei, gegen welche die Klage erhoben wird, und den Streitgegenstand angeben sowie die Anträge und eine kurze Darstellung der Klagegründe enthalten.

Ihr ist gegebenenfalls der Wortlaut des Aktes beizufügen, dessen Nichtigkeitsklärung beantragt wird, oder in dem in Artikel 175 dieses Vertrags geregelten Fall eine Unterlage, aus der sich der Zeitpunkt der in dem genannten Artikel vorgesehenen Aufforderung ergibt. Sind der Klageschrift diese Unterlagen nicht beigefügt, so fordert der Kanzler den Kläger auf, sie innerhalb einer angemessenen

Frist beizubringen; die Klage kann nicht deshalb zurückgewiesen werden, weil die Beibringung erst nach Ablauf der für die Klageerhebung vorgeschriebenen Frist erfolgt.

ARTIKEL 20

In den in Artikel 177 dieses Vertrags geregelten Fällen obliegt es dem Gericht des Mitgliedstaates, das ein Verfahren aussetzt und den Gerichtshof anruft, diese Entscheidung dem Gerichtshof zu übermitteln. Der Kanzler des Gerichtshofs stellt diese Entscheidung den beteiligten Parteien, den Mitgliedstaaten und der Kommission zu und außerdem dem Rat, sofern die Gültigkeit oder Auslegung einer Handlung des Rates streitig ist.

Binnen zwei Monaten nach dieser Zustellung können die Parteien, die Mitgliedstaaten, die Kommission und gegebenenfalls der Rat beim Gerichtshof Schriftsätze einreichen oder schriftliche Erklärungen abgeben.

ARTIKEL 21

Der Gerichtshof kann von den Parteien die Vorlage aller Urkunden und die Erteilung aller Auskünfte verlangen, die er für wünschenswert hält. Im Falle einer Weigerung stellt der Gerichtshof diese ausdrücklich fest.

Der Gerichtshof kann ferner von den Mitgliedstaaten und den Organen, die nicht Parteien in einem Rechtsstreit sind, alle Auskünfte verlangen, die er für die Regelung dieses Rechtsstreits erforderlich erachtet.

ARTIKEL 22

Der Gerichtshof kann jederzeit Personen, Personengemeinschaften, Dienststellen, Ausschüsse oder Einrichtungen seiner Wahl mit der Abgabe von Gutachten betrauen.

ARTIKEL 23

Zeugen können nach Maßgabe der Verfahrensordnung vernommen werden.

ARTIKEL 24

Nach Maßgabe der Verfahrensordnung kann der Gerichtshof gegenüber ausbleibenden Zeugen die den Gerichten allgemein zuerkannten Befugnisse ausüben und Geldbußen verhängen.

ARTIKEL 25

Zeugen und Sachverständige können unter Benutzung der in der Verfahrensordnung vorgeschriebenen Eidesformel oder in der in der Rechtsordnung ihres Landes vorgesehenen Weise eidlich vernommen werden.

ARTIKEL 26

Der Gerichtshof kann anordnen, daß ein Zeuge oder Sachverständiger von dem Gericht seines Wohnsitzes vernommen wird.

Diese Anordnung ist gemäß den Bestimmungen der Verfahrensordnung zur Ausführung an das zuständige Gericht zu richten. Die in Ausführung des Rechtshilfeersuchens abgefaßten Schriftstücke werden dem Gerichtshof nach denselben Bestimmungen übermittelt.

Der Gerichtshof übernimmt die anfallenden Auslagen; er erlegt sie gegebenenfalls den Parteien auf.

ARTIKEL 27

Jeder Mitgliedstaat behandelt die Eidesverletzung eines Zeugen oder Sachverständigen wie eine vor seinen eigenen in Zivilsachen zuständigen Gerichten begangene Straftat. Auf Anzeige des Gerichtshofs verfolgt er den Täter vor seinen zuständigen Gerichten.

ARTIKEL 28

Die Verhandlung ist öffentlich, es sei denn, daß der Gerichtshof von Amts wegen oder auf Antrag der Parteien aus wichtigen Gründen anders beschließt.

ARTIKEL 29

Der Gerichtshof kann während der Verhandlung Sachverständige, Zeugen sowie die Parteien selbst vernehmen. Für die letzteren können jedoch nur ihre bevollmächtigten Vertreter mündlich verhandeln.

ARTIKEL 30

Über jede mündliche Verhandlung ist ein vom Präsidenten und vom Kanzler zu unterschreibendes Protokoll aufzunehmen.

ARTIKEL 31

Die Terminliste wird vom Präsidenten festgelegt.

ARTIKEL 32

Die Beratungen des Gerichtshofs sind und bleiben geheim.

ARTIKEL 33

Die Urteile sind mit Gründen zu versehen. Sie enthalten die Namen der Richter, die bei der Entscheidung mitgewirkt haben.

ARTIKEL 34

Die Urteile sind vom Präsidenten und vom Kanzler zu unterschreiben. Sie werden in öffentlicher Sitzung verlesen.

ARTIKEL 35

Der Gerichtshof entscheidet über die Kosten.

ARTIKEL 36

Der Präsident des Gerichtshofs kann nach einem abgekürzten Verfahren, das erforderlichenfalls von einzelnen Bestimmungen dieser Satzung abweichen kann und in der Verfahrensordnung geregelt ist, über Anträge auf Aussetzung

gemäß Artikel 185 dieses Vertrags, auf Erlaß einstweiliger Anordnungen gemäß Artikel 186 oder auf Aussetzung der Zwangsvollstreckung gemäß Artikel 192 Absatz 4 entscheiden.

Bei Verhinderung des Präsidenten wird dieser durch einen anderen Richter nach Maßgabe der Verfahrensordnung vertreten.

Die von dem Präsidenten oder seinem Vertreter getroffene Anordnung stellt eine einstweilige Regelung dar und greift der Entscheidung des Gerichtshofs in der Hauptsache nicht vor.

ARTIKEL 37

Die Mitgliedstaaten und die Organe der Gemeinschaft können einem bei dem Gerichtshof anhängigen Rechtsstreit beitreten.

Dasselbe gilt für alle anderen Personen, die ein berechtigtes Interesse am Ausgang eines bei dem Gerichtshof anhängigen Rechtsstreits glaubhaft machen; ausgenommen davon sind Rechtsstreitigkeiten zwischen Mitgliedstaaten, zwischen Organen der Gemeinschaft oder zwischen Mitgliedstaaten und Organen der Gemeinschaft.

Mit den auf Grund des Beitritts gestellten Anträgen können nur die Anträge einer Partei unterstützt werden.

ARTIKEL 38

Stellt der ordnungsmäßig geladene Beklagte keine schriftlichen Anträge, so ergeht gegen ihn Versäumnisurteil. Gegen dieses Urteil kann binnen einem Monat nach Zustellung Einspruch eingelegt werden. Der Einspruch hat keine Aussetzung der Vollstreckung aus dem Versäumnisurteil zur Folge, es sei denn, daß der Gerichtshof anders beschließt.

ARTIKEL 39

Mitgliedstaaten, Organe der Gemeinschaft und alle sonstigen natürlichen und juristischen Personen können nach Maßgabe der Verfahrensordnung in den dort genannten Fällen Drittwiderspruch gegen ein Urteil erheben, wenn dieses Urteil ihre Rechte beeinträchtigt und in einem Rechtsstreit erlassen worden ist, an dem sie nicht teilgenommen haben.

ARTIKEL 40

Bestehen Zweifel über Sinn und Tragweite eines Urteils, so ist der Gerichtshof zuständig, dieses Urteil auf Antrag einer Partei oder eines Organs der Gemeinschaft auszulegen, wenn diese ein berechtigtes Interesse hieran glaubhaft machen.

ARTIKEL 41

Die Wiederaufnahme des Verfahrens kann beim Gerichtshof nur dann beantragt werden, wenn eine Tatsache von entscheidender Bedeutung bekannt wird, die vor Verkündung des Urteils dem Gerichtshof und der die Wiederaufnahme beantragenden Partei unbekannt war.

Das Wiederaufnahmeverfahren wird durch eine Entscheidung des Gerichtshofs eröffnet, die das Vorliegen der neuen Tatsache ausdrücklich feststellt, ihr die für die Eröffnung des Wiederaufnahmeverfahrens erforderlichen Merkmale zuerkennt und deshalb den Antrag für zulässig erklärt.

Nach Ablauf von zehn Jahren nach Erlaß des Urteils kann kein Wiederaufnahmeantrag mehr gestellt werden.

ARTIKEL 42

In der Verfahrensordnung sind besondere den Entfernungen Rechnung tragende Fristen festzulegen.

Der Ablauf von Fristen hat keinen Rechtsnachteil zur Folge, wenn der Betroffene nachweist, daß ein Zufall oder ein Fall höherer Gewalt vorliegt.

ARTIKEL 43

Die aus außervertraglicher Haftung der Gemeinschaft hergeleiteten Ansprüche verjähren in fünf Jahren nach Eintritt des Ereignisses, das ihnen zugrunde liegt. Die Verjährung wird durch Einreichung der Klageschrift beim Gerichtshof oder dadurch unterbrochen, daß der Geschädigte seinen Anspruch vorher gegenüber dem zuständigen Organ der Gemeinschaft geltend macht. In letzterem Fall muß die Klage innerhalb der in Artikel 173 vorgesehenen Frist von zwei Monaten erhoben werden; gegebenenfalls findet Artikel 175 Absatz 2 Anwendung.

ARTIKEL 44

Die in Artikel 188 dieses Vertrags vorgesehene Verfahrensordnung des Gerichtshofs enthält außer den nach dieser Satzung zu erlassenden Bestimmungen alle sonstigen Vorschriften, die für die Anwendung dieser Satzung und erforderlichenfalls für ihre Ergänzung notwendig sind.

ARTIKEL 45

Durch einstimmigen Beschluß kann der Rat die Bestimmungen dieser Satzung ergänzen, um sie den Notwendigkeiten anzupassen, die sich aus den gemäß Artikel 165 Absatz 4 dieses Vertrags getroffenen Maßnahmen ergeben.

ARTIKEL 46

Der Präsident des Rates lost unmittelbar nach der Eidesleistung die Richter und Generalanwälte aus, deren Stellen nach Ablauf der ersten drei Jahre gemäß Artikel 167 Absatz 2 und 3 dieses Vertrags neu besetzt werden.

**PROTOCOLLO
SULLO
STATUTO DELLA CORTE DI GIUSTIZIA**

LE ALTE PARTI CONTRAENTI DEL TRATTATO CHE ISTITUISCE LA COMUNITÀ ECONOMICA EUROPEA,

DESIDERANDO definire lo Statuto della Corte previsto all'articolo 188 del Trattato,

HANNO DESIGNATO, a tal fine, come plenipotenziari:

SUA MAESTÀ IL RE DEI BELGI

S. E. Barone J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Segretario generale del Ministero degli Affari Economici, Presidente della delegazione belga presso la Conferenza intergovernativa,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA

S. E. Carl Friedrich OPHÜLS, Ambasciatore della Repubblica federale di Germania, Presidente della delegazione tedesca presso la Conferenza intergovernativa,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE

S. E. Robert MARJOLIN, « Professeur agrégé des Facultés de Droit », Vicepresidente della delegazione francese presso la Conferenza intergovernativa,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

S. E. V. BADINI CONFALONIERI, Sottosegretario di Stato agli Affari Esteri, Presidente della delegazione italiana presso la Conferenza intergovernativa,

SUA ALTEZZA REALE LA GRANDUCHESSA DEL LUSSEMBURGO

S. E. Lambert SCHAUS, Ambasciatore del Granducato del Lussemburgo, Presidente della delegazione lussemburghese presso la Conferenza intergovernativa,

SUA MAESTÀ LA REGINA DEI PAESI BASSI

S. E. J. LINTHORST HOMAN, Presidente della delegazione olandese presso
la Conferenza intergovernativa,

I QUALI, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona
e debita forma,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trat-
tato che istituisce la Comunità Economica Europea.

ARTICOLO 1

La Corte, istituita dall'articolo 4 del Trattato, è costituita ed esercita le proprie funzioni conformemente alle disposizioni del Trattato e del presente Statuto.

Titolo primo

STATUTO DEI GIUDICI E DEGLI AVVOCATI GENERALI

ARTICOLO 2

Ogni giudice, prima di assumere le proprie funzioni deve, in seduta pubblica, prestare giuramento di esercitare tali funzioni in piena imparzialità e secondo coscienza e di nulla divulgare del segreto delle deliberazioni.

ARTICOLO 3

I giudici godono dell'immunità di giurisdizione. Per quanto concerne gli atti da loro compiuti in veste ufficiale, comprese le loro parole e i loro scritti, essi continuano a godere dell'immunità dopo la cessazione delle funzioni.

La Corte, in seduta plenaria, può togliere l'immunità.

Qualora, tolta l'immunità, venga promossa un'azione penale contro un giudice, questi può essere giudicato, in ciascuno degli Stati membri, soltanto dall'organo competente a giudicare i magistrati appartenenti alla più alta giurisdizione nazionale.

ARTICOLO 4

I giudici non possono esercitare alcuna funzione politica o amministrativa.

Essi non possono, salvo deroga concessa a titolo eccezionale dal Consiglio, esercitare alcuna attività professionale remunerata o meno.

Al momento del loro insediamento, essi assumono l'impegno solenne di rispettare, per la durata delle loro funzioni e dopo la cessazione di queste, gli obblighi derivanti dalla loro carica, in particolare i doveri di onestà e di delicatezza per quanto riguarda l'accettare, dopo tale cessazione, determinate funzioni o vantaggi.

In caso di dubbio, la Corte decide.

ARTICOLO 5

A parte i rinnovamenti regolari e i decessi, le funzioni di giudice cessano individualmente per dimissioni.

In caso di dimissioni di un giudice, la lettera di dimissioni è indirizzata al presidente della Corte per essere trasmessa al presidente del Consiglio. Quest'ultima notificazione importa vacanza di seggio.

Salvo i casi in cui si applica l'articolo 6 seguente, ogni giudice rimane in carica fino a quando il suo successore non assuma le proprie funzioni.

ARTICOLO 6

I giudici possono essere rimossi dalle loro funzioni oppure essere dichiarati decaduti dal loro diritto a pensione o da altri vantaggi sostitutivi soltanto qualora, a giudizio unanime dei giudici e degli avvocati generali della Corte, non siano più in possesso dei requisiti richiesti ovvero non soddisfino più agli obblighi derivanti dalla loro carica. L'interessato non prende parte a tali deliberazioni.

Il cancelliere comunica la decisione della Corte ai presidenti dell'Assemblea e della Commissione e la notifica al presidente del Consiglio.

Quest'ultima notificazione, in caso di decisione che rimuove un giudice dalle sue funzioni, importa vacanza di seggio.

ARTICOLO 7

I giudici le cui funzioni cessano prima dello scadere del loro mandato, sono sostituiti per la restante durata del mandato stesso.

ARTICOLO 8

Le disposizioni degli articoli da 2 a 7 inclusi sono applicabili agli avvocati generali.

Titolo II

ORGANIZZAZIONE

ARTICOLO 9

Il Cancelliere presta giuramento avanti alla Corte di esercitare le proprie funzioni in piena imparzialità e secondo coscienza e di nulla divulgare del segreto delle deliberazioni.

ARTICOLO 10

La Corte predispone la sostituzione del cancelliere in caso di impedimento di questi.

ARTICOLO 11

Funzionari e altri agenti sono addetti alla Corte allo scopo di assicurare il funzionamento. Essi dipendono dal cancelliere sotto l'autorità del presidente.

ARTICOLO 12

Una deliberazione unanime del Consiglio, presa su proposta della Corte, può prevedere la nomina di relatori aggiunti e definirne lo statuto. I relatori aggiunti possono essere chiamati, alle condizioni che saranno definite dal regolamento di procedura, a partecipare all'istruzione degli affari sottoposti all'esame della Corte e a collaborare con il giudice relatore.

I relatori aggiunti, scelti tra persone che offrano ogni garanzia di indipendenza e abbiano le qualifiche giuridiche necessarie, sono nominati dal Consiglio. Essi prestano giuramento avanti alla Corte di esercitare le loro funzioni in piena imparzialità e secondo coscienza e di nulla divulgare del segreto delle deliberazioni.

ARTICOLO 13

I giudici, gli avvocati generali e il cancelliere devono risiedere dove la Corte ha la propria sede.

ARTICOLO 14

La Corte funziona in modo permanente. La durata delle vacanze giudiziarie è fissata dalla Corte, tenuto conto delle necessità del servizio.

ARTICOLO 15

La Corte può deliberare validamente soltanto in numero dispari. Le deliberazioni della Corte riunita in seduta plenaria sono valide se sono presenti cinque giudici. Le deliberazioni delle sezioni sono valide soltanto se prese da tre giudici; in caso d'impedimento di uno dei giudici componenti una sezione, si può ricorrere a un giudice che faccia parte di un'altra sezione, alle condizioni che saranno definite dal regolamento di procedura.

ARTICOLO 16

I giudici e gli avvocati generali non possono partecipare alla trattazione di alcun affare nel quale essi siano in precedenza intervenuti come agenti, consulenti o avvocati di una delle parti, o sul quale essi siano stati chiamati a pronunciarsi come membri di un tribunale, di una Commissione d'inchiesta o a qualunque altro titolo.

Qualora, per un motivo particolare, un giudice o un avvocato generale reputi di non poter partecipare al giudizio o all'esame di un affare determinato, ne informa il presidente. Qualora il presidente reputi che un giudice o un avvocato generale non debba, per un motivo particolare, giudicare o concludere in un affare determinato, ne avverte l'interessato.

In caso di difficoltà nell'applicazione del presente articolo, la Corte decide.

Una parte non può invocare la nazionalità di un giudice, nè l'assenza in seno alla Corte o ad una sua sezione di un giudice della propria nazionalità, per richiedere la modificazione della composizione della Corte o di una delle sue sezioni.

Titolo III

PROCEDURA

ARTICOLO 17

Tanto gli Stati quanto le istituzioni della Comunità sono rappresentati avanti alla Corte da un agente nominato per ciascun affare; l'agente può essere assistito da un consulente o da un avvocato iscritto negli albi professionali di uno Stato membro.

Le altre parti devono essere rappresentate da un avvocato iscritto negli albi professionali di uno Stato membro.

Gli agenti, i consulenti e gli avvocati che compaiano avanti alla Corte godono dei diritti e delle garanzie necessarie per l'esercizio indipendente delle loro funzioni, alle condizioni che saranno determinate dal regolamento di procedura.

La Corte gode nei confronti dei consulenti e degli avvocati che si presentano avanti ad essa, dei poteri normalmente riconosciuti in materia alle corti e ai tribunali, alle condizioni che saranno determinate dallo stesso regolamento.

I professori cittadini degli Stati membri la cui legislazione riconosce loro il diritto di patrocinare, godono avanti alla Corte dei diritti riconosciuti agli avvocati dal presente articolo.

ARTICOLO 18

La procedura avanti alla Corte comprende due fasi: l'una scritta, l'altra orale.

La procedura scritta comprende la comunicazione alle parti e alle istituzioni della Comunità le cui decisioni sono in causa, delle istanze, memorie, difese e osservazioni e, eventualmente, delle repliche, nonchè di ogni atto e documento a sostegno, ovvero delle loro copie certificate conformi.

Le comunicazioni sono fatte a cura del cancelliere secondo l'ordine e nei termini fissati dal regolamento di procedura.

La procedura orale comprende la lettura della relazione presentata da un giudice relatore, l'audizione da parte della Corte degli agenti, dei consulenti e degli avvocati e delle conclusioni dell'avvocato generale e, ove occorra, l'audizione dei testimoni e dei periti.

ARTICOLO 19

La Corte è adita mediante istanza trasmessa al cancelliere. L'istanza deve contenere l'indicazione del nome e del domicilio dell'istante e della qualità del firmatario, l'indicazione della parte avverso la quale è proposta, l'oggetto della controversia, le conclusioni ed un'esposizione sommaria dei motivi invocati.

All'istanza deve essere allegato, ove occorra, l'atto di cui è richiesto l'annullamento, ovvero, nell'ipotesi contemplata dall'articolo 175 del Trattato, un documento che certifichi la data della richiesta prevista da tale articolo. Se questi documenti non sono stati allegati all'istanza, il cancelliere invita l'interessato a produrli entro un termine ragionevole, senza che si possa eccepire decadenza qualora la regolarizzazione intervenga dopo la scadenza del termine per ricorrere.

ARTICOLO 20

Nei casi contemplati dall'articolo 177 del Trattato, la decisione della giurisdizione nazionale, che sospende la procedura e si rivolge alla Corte, è notificata a quest'ultima a cura di tale giurisdizione nazionale. Tale decisione è quindi notificata a cura del cancelliere della Corte alle parti in causa, agli Stati membri e alla Commissione, nonchè al Consiglio quando l'atto di cui si contesta la validità o l'interpretazione emani da quest'ultimo.

Nel termine di due mesi da tale ultima notificazione, le parti, gli Stati membri, la Commissione e, quando ne sia il caso, il Consiglio, hanno il diritto di presentare alla Corte memorie ovvero osservazioni scritte.

ARTICOLO 21

La Corte può richiedere alle parti di produrre tutti i documenti e di dare tutte le informazioni che essa reputi desiderabili. In caso di rifiuto, ne prende atto.

La Corte può parimenti richiedere agli Stati membri e alle istituzioni che non siano parti in causa tutte le informazioni che ritenga necessarie ai fini del processo.

ARTICOLO 22

In ogni momento, la Corte può affidare una perizia a qualunque persona, ente, ufficio, Commissione od organo di sua scelta.

ARTICOLO 23

Alle condizioni che saranno determinate dal regolamento di procedura, si può procedere all'audizione di testimoni.

ARTICOLO 24

La Corte gode, nei confronti dei testimoni non comparsi, dei poteri generalmente riconosciuti in materia alle corti e ai tribunali e può infliggere sanzioni pecuniarie, alle condizioni che saranno determinate dal regolamento di procedura.

ARTICOLO 25

I testimoni e i periti possono essere uditi sotto il vincolo del giuramento, secondo la formula stabilita dal regolamento di procedura ovvero secondo le modalità previste dalla legislazione nazionale del teste o del perito.

ARTICOLO 26

La Corte può ordinare che un testimonio o un perito sia udito dall'autorità giudiziaria del suo domicilio.

Tale ordinanza è diretta, per la sua esecuzione, all'autorità giudiziaria competente, alle condizioni stabilite dal regolamento di procedura. Gli atti derivanti dall'esecuzione della rogatoria sono rimessi alla Corte alle stesse condizioni.

La Corte sostiene le spese, con riserva di porle, quando ne sia il caso, a carico delle parti.

ARTICOLO 27

Ogni Stato membro considera qualsiasi violazione dei giuramenti dei testimoni e dei periti alla stregua del corrispondente reato commesso avanti a un tribunale nazionale giudicante in materia civile. Su denuncia della Corte esso procede contro gli autori di tale reato avanti alla giurisdizione nazionale competente.

ARTICOLO 28

L'udienza è pubblica, salvo decisione contraria presa dalla Corte, d'ufficio o su richiesta delle parti, per motivi gravi.

ARTICOLO 29

Nel corso del dibattimento la Corte può interrogare i periti, i testimoni e le parti stesse. Tuttavia queste ultime possono provvedere alla propria difesa orale soltanto tramite il proprio rappresentante.

ARTICOLO 30

Di ogni udienza è redatto un verbale firmato dal presidente e dal cancelliere.

ARTICOLO 31

Il ruolo delle udienze è fissato dal presidente.

ARTICOLO 32

Le deliberazioni della Corte sono e restano segrete.

ARTICOLO 33

Le sentenze sono motivate. Esse menzionano i nomi dei giudici che hanno partecipato alla deliberazione.

ARTICOLO 34

Le sentenze sono firmate dal presidente e dal cancelliere. Esse sono lette in pubblica udienza.

ARTICOLO 35

La Corte delibera sulle spese.

ARTICOLO 36

Il presidente della Corte può decidere secondo una procedura sommaria che deroghi, per quanto necessario, ad alcune norme contenute nel presente Statuto e che sarà fissata dal regolamento di procedura, in merito alle conclusioni intese sia ad ottenere la sospensione prevista all'articolo 185 del Trat-

tato, sia all'applicazione dei provvedimenti provvisori a norma dell'articolo 186, sia alla sospensione dell'esecuzione forzata conformemente all'articolo 192, ultimo comma.

Il presidente, in caso d'impedimento, è sostituito da un altro giudice alle condizioni determinate dal regolamento di procedura.

L'ordinanza pronunciata dal presidente o dal suo sostituto ha soltanto carattere provvisorio e non pregiudica in nulla la decisione della Corte sul merito.

ARTICOLO 37

Gli Stati membri e le istituzioni della Comunità possono intervenire nelle controversie proposte alla Corte.

Uguale diritto spetta ad ogni altra persona che dimostri di avere un interesse alla soluzione di una controversia proposta alla Corte, ad esclusione delle controversie fra Stati membri, fra istituzioni della Comunità, ovvero fra Stati membri da una parte e istituzioni della Comunità dall'altra.

Le conclusioni dell'istanza d'intervento possono avere come oggetto soltanto l'adesione alle conclusioni di una delle parti.

ARTICOLO 38

Quando la parte convenuta, regolarmente chiamata in causa, si astiene dal depositare conclusioni scritte, la sentenza viene pronunciata in sua contumacia. La sentenza può essere impugnata entro il termine di un mese a decorrere dalla sua notificazione. Salvo decisione contraria della Corte, l'opposizione non sospende l'esecuzione della sentenza pronunciata in contumacia.

ARTICOLO 39

Gli Stati membri, le istituzioni della Comunità e ogni altra persona fisica o giuridica, possono, nei casi e alle condizioni che saranno determinate dal regolamento di procedura, proporre opposizione di terzo contro le sentenze pronunziate senza che esse siano state chiamate in causa, qualora tali sentenze siano pregiudizievoli ai loro diritti.

ARTICOLO 40

In caso di difficoltà sul senso e la portata di una sentenza, spetta alla Corte d'interpretarla, a richiesta di una parte o di una istituzione della Comunità che dimostri di avere a ciò interesse.

ARTICOLO 41

La revisione delle sentenze può essere richiesta alla Corte solo in seguito alla scoperta di un fatto di natura tale da avere un'influenza decisiva e che, prima della pronunzia della sentenza, era ignoto alla Corte e alla parte che domanda la revisione.

La procedura di revisione si apre con una sentenza della Corte che constatata espressamente l'esistenza di un fatto nuovo, ne riconosce i caratteri che consentono l'adito alla revisione e dichiara per questo motivo ricevibile l'istanza.

Nessuna istanza di revisione può essere proposta dopo la scadenza di un termine di dieci anni dalla data della sentenza.

ARTICOLO 42

Il regolamento di procedura stabilirà termini in ragione della distanza.

Nessuna decadenza risultante dallo spirare dei termini può essere eccipita quando l'interessato provi l'esistenza di un caso fortuito o di forza maggiore.

ARTICOLO 43

Le azioni contro la Comunità in materia di responsabilità extracontrattuale si prescrivono in cinque anni a decorrere dal momento in cui avviene il fatto che dà loro origine. La prescrizione è interrotta sia dall'istanza presentata alla Corte, sia dalla preventiva richiesta che il danneggiato può rivolgere all'istituzione competente della Comunità. In quest'ultimo caso l'istanza deve essere proposta nel termine di due mesi previsto dall'articolo 173; sono applicabili, quando ne sia il caso, le disposizioni di cui all'articolo 175, comma secondo.

ARTICOLO 44

Il regolamento di procedura della Corte di cui all'articolo 188 del Trattato, contiene, oltre alle disposizioni contemplate dal presente Statuto, tutte le disposizioni necessarie per applicarlo e, per quanto necessario, completarlo.

ARTICOLO 45

Il Consiglio, deliberando all'unanimità, può apportare alle disposizioni del presente Statuto gli adattamenti complementari che risultassero necessari in seguito alle misure da esso eventualmente adottate a termini dell'articolo 165, ultimo comma del Trattato.

ARTICOLO 46

Il presidente del Consiglio procede, immediatamente dopo la prestazione del giuramento, alla designazione, per estrazione a sorte, dei giudici e degli avvocati generali le cui funzioni sono soggette a rinnovamento alla fine del primo periodo di tre anni in conformità all'articolo 167, commi secondo e terzo del Trattato.

PROTOCOL
BETREFFENDE HET
STATUUT VAN HET HOF VAN JUSTITIE

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN BIJ HET VERDRAG TOT OP-
RICHTING VAN DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP,

WENSENDE, het Statuut van het Hof van Justitie, bedoeld in artikel 188
van het Verdrag, vast te stellen,

HEBBEN te dien einde als hun gevolmachtigden aangewezen:

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN:

J. Ch. Baron SNOY et d'OPPUERS, Secretaris-Generaal van het Ministerie
van Economische Zaken, Voorzitter van de Belgische delegatie bij de
Intergouvernementele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND:

Prof. Dr. Carl Friedrich OPHÜLS, Ambassadeur van de Bondsrepubliek
Duitsland, Voorzitter van de Duitse delegatie bij de Intergouvernemen-
tele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE FRANSE REPUBLIEK:

de Heer Robert MARJOLIN, Hoogleraar in de Rechtsgeleerdheid, Vice-
Voorzitter van de Franse delegatie bij de Intergouvernementele Con-
ferentie;

DE PRESIDENT VAN DE ITALIAANSE REPUBLIEK:

de Heer V. BADINI CONFALONIERI, Onder-Staatssecretaris van Buiten-
landse Zaken, Voorzitter van de Italiaanse delegatie bij de Intergouver-
nementele Conferentie;

HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG:

de Heer Lambert SCHAUS, Ambassadeur van het Groothertogdom Luxemburg, Voorzitter van de Luxemburgse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN:

de Heer J. LINTHORST HOMAN, Voorzitter van de Nederlandse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DIE, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten,

OVEREENSTEMMING HEBBEN BEREIKT omtrent de volgende bepalingen welke aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap zijn gehecht.

ARTIKEL 1

Het krachtens artikel 4 van het Verdrag ingestelde Hof van Justitie wordt samengesteld en oefent zijn functies uit overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag en van dit Statuut.

Titel I

STATUS VAN DE RECHTERS EN VAN DE ADVOCATEN-GENERAAL

ARTIKEL 2

Alvorens zijn ambt te aanvaarden, moet iedere rechter in openbare zitting de eed afleggen, dat hij zijn functie zal uitoefenen in volkomen onpartijdigheid en geheel overeenkomstig zijn geweten en dat hij niets van het geheim der beraadslagingen openbaar zal maken.

ARTIKEL 3

De rechters zijn vrijgesteld van rechtsvervolging. Met betrekking tot hetgeen zij in hun officiële hoedanigheid hebben gedaan, gezegd of geschreven, blijven zij deze immuniteit genieten ook nadat zij hun ambt hebben neergelegd.

Het Hof kan, in voltallige zitting, de immuniteit opheffen.

Ingeval tegen een rechter wiens immuniteit is opgeheven, een strafvervolging wordt ingesteld, kan hij in elk der Lid-Staten slechts worden berecht door de instantie, welke bevoegd is tot berechting van de leden van het hoogste nationale rechterlijke college.

ARTIKEL 4

De rechters mogen geen politieke functie of bestuursambt uitoefenen.

Zij mogen geen beroepswerkzaamheid al dan niet tegen beloning verrichten, tenzij van deze bepaling door de Raad bij uitzondering afwijking is toegestaan.

Bij hun ambtsaanvaarding verbinden zij zich plechtig om gedurende hun ambtsperiode en na afloop daarvan de uit hun taak voortvloeiende verplichtingen na te komen, in het bijzonder eerlijkheid en kiesheid te betrachten in het aanvaarden van bepaalde functies of voordelen na afloop van die ambtsperiode.

In geval van twijfel beslist het Hof.

ARTIKEL 5

Behalve door periodieke vervanging of door overlijden eindigt de ambtsuitoefening van een rechter door ontslag.

Ingeval een rechter ontslag verzoekt, richt hij daartoe tot de president van het Hof een brief, welke aan de voorzitter van de Raad wordt doorgezonden. Door laatstbedoelde kennisgeving ontstaat een vacature.

Behoudens in gevallen, waarin artikel 6 hiernavolgend toepassing vindt, blijft elke rechter zitting hebben totdat zijn opvolger in functie treedt.

ARTIKEL 6

Een rechter kan slechts van zijn ambt worden ontheven of van zijn recht op pensioen of van andere als zodanig geldende gunsten vervallen worden verklaard, wanneer hij, naar het eenstemmig oordeel van de rechters van en de advocaten-generaal bij het Hof, heeft opgehouden aan de gestelde voorwaarden of aan de uit zijn ambt voortvloeiende verplichtingen te voldoen. De betrokkene neemt niet aan die beraadslagingen deel.

De griffier deelt de beslissing van het Hof mede aan de voorzitters van de Vergadering en van de Commissie en geeft van die beslissing kennis aan de voorzitter van de Raad.

In geval van een beslissing waarbij een rechter van zijn ambt wordt ontheven, ontstaat door laatstbedoelde kennisgeving een vacature.

ARTIKEL 7

De rechters wier ambtsuitoefening vóór het verstrijken van hun mandaat eindigt, worden voor de verdere duur van het mandaat vervangen.

ARTIKEL 8

De bepalingen van de artikelen 2 tot en met 7 zijn van toepassing op de advocaten-generaal.

Titel II

ORGANISATIE

ARTIKEL 9

De griffier legt voor het Hof de eed af, dat hij zijn functie zal uitoefenen in volkomen onpartijdigheid en geheel overeenkomstig zijn geweten en dat hij niets van het geheim der beraadslagingen openbaar zal maken.

ARTIKEL 10

Het Hof regelt de vervanging van de griffier, voor het geval dat deze verhinderd is.

ARTIKEL 11

In het belang van de dienst worden aan het Hof ambtenaren en andere personeelsleden verbonden. Zij ressorteren onder de griffier, onder het gezag van de president.

ARTIKEL 12

Op voorstel van het Hof kan de Raad met eenparigheid van stemmen voorzien in de benoeming van toegevoegde rapporteurs en hun statuut bepalen. De toegevoegde rapporteurs kunnen overeenkomstig de in het reglement voor de procesvoering vast te stellen bepalingen worden geroepen om deel te nemen aan het onderzoek van de bij het Hof aanhangige zaken en om de rechter-rapporteur bij te staan.

De toegevoegde rapporteurs, gekozen uit personen, die alle waarborgen voor onafhankelijkheid bieden en de nodige bewijzen van juridische bekwaamheid bezitten, worden door de Raad benoemd. Zij leggen voor het Hof de eed af dat zij hun ambt zullen uitoefenen in volkomen onpartijdigheid en geheel overeenkomstig hun geweten en dat zij niets van het geheim der beraadslagingen openbaar zullen maken.

ARTIKEL 13

De rechters, de advocaten-generaal en de griffier zijn verplicht verblijf te houden in de plaats waar het Hof is gevestigd.

ARTIKEL 14

Het Hof is permanent in functie. De rechterlijke vakanties worden door het Hof met inachtneming van de eisen van de dienst vastgesteld.

ARTIKEL 15

Het Hof kan slechts in oneven getal op geldige wijze beslissen. De in voltallige zitting genomen beslissingen van het Hof zijn geldig, wanneer vijf rechters tegenwoordig zijn. De beslissingen van de kamers zijn geldig, wanneer zij door drie rechters zijn genomen; in geval van verhindering van een der rechters van een kamer kan, overeenkomstig de in het reglement voor de procesvoering vast te stellen bepalingen, een beroep worden gedaan op een rechter die deel uitmaakt van een andere kamer.

ARTIKEL 16

De rechters en de advocaten-generaal mogen niet deelnemen aan de berechting van enige zaak, waarin zij vroeger zijn opgetreden als gemachtigde, raadsman of advocaat van een van beide partijen, of waarover zij geroepen zijn geweest zich uit te spreken als lid van een rechtbank, van een commissie van onderzoek of in enige andere hoedanigheid.

Wanneer een rechter of advocaat-generaal om een bijzondere reden meent niet te kunnen deelnemen aan de berechting of het onderzoek van een bepaalde zaak, deelt hij dit aan de president mede. Ingeval de president van oordeel is, dat een rechter of een advocaat-generaal om een bijzondere reden niet over een bepaalde zaak dient te zitten of te concluderen, stelt hij de betrokkene hiervan in kennis.

In geval van moeilijkheden nopens de toepassing van dit artikel beslist het Hof.

Partijen kunnen geen wijziging in de samenstelling van het Hof of van een van zijn kamers verlangen met een beroep op de nationaliteit van een rechter, of op het feit, dat in het Hof of in een van zijn kamers een rechter van haar nationaliteit ontbreekt.

Titel III

PROCEDURE

ARTIKEL 17

De Staten zowel als de instellingen van de Gemeenschap worden voor het Hof vertegenwoordigd door een voor elke zaak benoemde gemachtigde; de gemachtigde kan door een raadsman of door een bij de balie van een van de Lid-Statens ingeschreven advocaat worden bijgestaan.

De andere partijen moeten worden vertegenwoordigd door een bij de balie van een der Lid-Statens ingeschreven advocaat.

De gemachtigden, raadsliden en advocaten, die voor het Hof verschijnen, genieten de voor de onafhankelijke uitoefening van hun functies nodige rechten en waarborgen, overeenkomstig de in het reglement voor de procesvoering vast te stellen bepalingen.

Ten aanzien van de raadslieden en advocaten die voor het Hof optreden, bezit het Hof overeenkomstig de in dat reglement vast te stellen bepalingen de bevoegdheden, welke ter zake gewoonlijk aan gerechtshoven en rechtbanken worden toegekend.

Hoogleraren die onderdaan zijn van een Lid-Staat waarvan de wetgeving hun het recht toekent te pleiten, genieten voor het Hof de rechten, welke in dit artikel aan de advocaten zijn toegekend.

ARTIKEL 18

De procedure voor het Hof bestaat uit twee gedeelten: de schriftelijke en de mondelinge behandeling.

De schriftelijke behandeling omvat het toezenden aan partijen en aan de instellingen van de Gemeenschap wier beslissingen in het geding zijn, van de verzoekschriften, memoriën, verweerschriften en andere opmerkingen en, eventueel, van de verdere conclusiën, alsmede van alle stukken en documenten welke ter ondersteuning in het geding worden gebracht of van hun voor eensluidend gewaarmerkte afschriften.

De toezending geschiedt door tussenkomst van de griffier in de volgorde en binnen de termijnen als bepaald in het reglement voor de procesvoering.

De mondelinge behandeling omvat de voorlezing van het rapport van de rechter-rapporteur, alsmede het horen door het Hof van de gemachtigden, raadslieden en advocaten, en van de advocaat-generaal in zijn conclusie, benevens, zo nodig, het horen van getuigen en deskundigen.

ARTIKEL 19

Een zaak wordt bij het Hof aanhangig gemaakt door middel van een verzoekschrift, dat aan de griffier wordt toegezonden. Het verzoekschrift moet inhouden de naam en woonplaats van de verzoeker en de hoedanigheid van de ondertekenaar, de aanduiding van de partij tegen wie het verzoekschrift is gericht, het onderwerp van het geschil, de conclusiën en een summiere uiteenzetting van de aangevoerde middelen.

Aan het verzoekschrift wordt, indien het strekt tot vernietiging van een handeling, de desbetreffende akte toegevoegd of, in het geval bedoeld in artikel 175 van het Verdrag, een bewijsstuk van de datum der in dat artikel bedoelde uitnodiging. Indien deze stukken niet bij het verzoekschrift zijn gevoegd nodigt de griffier de betrokkene uit deze alsnog binnen een redelijke termijn over te leggen; verval van het recht tot beroep kan niet worden tegengeworpen, indien het verzuim eerst is hersteld na het verstrijken van de termijn van beroep.

ARTIKEL 20

In de in artikel 177 van het Verdrag bedoelde gevallen, wordt van de beslissing van de nationale rechterlijke instantie die de procedure schorst en een beroep doet op het Hof, aan dit Hof kennis gegeven op initiatief van die instantie. De griffier van het Hof geeft van deze beslissing vervolgens kennis aan de betrokken partijen, de Lid-Staten en de Commissie, alsmede aan de Raad wanneer de handeling, waarvan de geldigheid of de uitlegging wordt betwist, van deze uitgaat.

Binnen twee maanden na deze laatste kennisgeving hebben de partijen, de Lid-Staten, de Commissie en, in voorkomend geval, de Raad het recht bij het Hof memoriën of schriftelijke opmerkingen in te dienen.

ARTIKEL 21

Het Hof kan partijen verzoeken alle stukken over te leggen en alle inlichtingen te verstrekken, welke het wenselijk acht. In geval van weigering neemt het Hof hiervan akte.

Het Hof kan eveneens aan de Lid-Staten en aan de instellingen die geen partij in het proces zijn, verzoeken alle inlichtingen te verstrekken welke het voor het proces nodig acht.

ARTIKEL 22

Het Hof is bevoegd te allen tijde een deskundig onderzoek op te dragen aan personen, lichamen, bureaus, commissies of organen te zijner keuze.

ARTIKEL 23

Getuigen kunnen worden gehoord overeenkomstig de bepalingen die zullen worden vastgesteld in het reglement voor de procesvoering.

ARTIKEL 24

Ten aanzien van gebrekige getuigen geniet het Hof dezelfde bevoegdheden als op dit gebied in de regel zijn toegekend aan gerechtshoven en rechtbanken, en kan geldboeten opleggen, een en ander overeenkomstig de bepalingen die zullen worden vastgesteld in het reglement voor de procesvoering.

ARTIKEL 25

Getuigen en deskundigen kunnen onder ede worden gehoord volgens de in het reglement voor de procesvoering vastgestelde formule of op de wijze, welke in de nationale wetgeving van de getuige of de deskundige is voorgescreven.

ARTIKEL 26

Het Hof kan bevelen, dat een getuige of deskundige door de rechterlijke instantie van zijn woonplaats wordt gehoord.

Dit bevel wordt ter uitvoering gericht tot de bevoegde rechterlijke instantie overeenkomstig de bepalingen van het reglement voor de procesvoering. De stukken ter uitvoering van de rogatoire commissie worden op dezelfde wijze aan het Hof teruggezonden.

Het Hof draagt de kosten, doch kan deze eventueel ten laste van partijen brengen.

ARTIKEL 27

Elke Lid-Staat beschouwt iedere schending van de eed der getuigen en deskundigen als het overeenkomstige strafbare feit bedreven voor een nationale rechtbank die in burgerlijke zaken uitspraak doet. Op aangifte van het Hof vervolgt hij de daders van dit strafbare feit voor de bevoegde nationale rechterlijke instantie.

ARTIKEL 28

De zittingen zijn openbaar, tenzij het Hof ambtshalve of op verzoek van partijen om gewichtige redenen anders beslist.

ARTIKEL 29

Tijdens de mondelinge behandeling kan het Hof de deskundigen, de getuigen, alsook de partijen zelf, horen. Deze laatsten kunnen evenwel slechts pleiten bij monde van haar vertegenwoordiger.

ARTIKEL 30

Van iedere zitting wordt proces-verbaal opgemaakt, hetwelk door de president en de griffier wordt ondertekend.

ARTIKEL 31

De rol der terechtzitting wordt door de president vastgesteld.

ARTIKEL 32

De beraadslagingen van het Hof zijn en blijven geheim.

ARTIKEL 33

De arresten zijn met redenen omkleed. Zij vermelden de namen van de rechters, die hebben beslist.

ARTIKEL 34

De arresten worden ondertekend door de president en de griffier. Zij worden in openbare zitting uitgesproken.

ARTIKEL 35

Het Hof geeft een beslissing ten aanzien van de proceskosten.

ARTIKEL 36

De president van het Hof kan in een summiere procedure, voor zover nodig afwijkend van sommige regels van dit Statuut, welke wordt vastgesteld bij het reglement voor de procesvoering, uitspraak doen op conclusies, strekkende

ofwel ter verkrijging van de in artikel 185 van het Verdrag bedoelde opschorting, ofwel tot toepassing van voorlopige maatregelen krachtens artikel 186, ofwel tot schorsing van de gedwongen tenuitvoerlegging overeenkomstig de laatste alinea van artikel 192.

Bij verhindering van de president wordt deze door een andere rechter vervangen overeenkomstig de bepalingen van het reglement voor de procesvoering.

De door de president of zijn plaatsvervanger gegeven beschikking heeft slechts een voorlopig karakter en prejudicieert niet op de beslissing van het Hof ten principale.

ARTIKEL 37

De Lid-Staten en de instellingen van de Gemeenschap kunnen zich voegen in een voor het Hof aanhangig rechtsgeding.

Hetzelfde recht heeft elke andere persoon, die aannemelijk maakt belang te hebben bij de beslissing van een voor het Hof aanhangig rechtsgeding, met uitzondering van de rechtsgedingen tussen Lid-Staten, tussen instellingen van de Gemeenschap, of tussen Lid-Staten enerzijds en instellingen van de Gemeenschap anderzijds.

De conclusiën van het verzoek tot voeging kunnen slechts strekken tot ondersteuning van de conclusiën van een der partijen.

ARTIKEL 38

Wanneer de verwerende partij, ofschoon regelmatig in het geding geroepen, nalaat schriftelijk conclusiën in te dienen, wordt het arrest tegen haar bij verstek gewezen. Het arrest is vatbaar voor verzet binnen een maand na zijn betekening. Tenzij het Hof anders bepaalt, schorst het verzet de tenuitvoerlegging van het bij verstek gewezen arrest niet.

ARTIKEL 39

De Lid-Staten, de instellingen van de Gemeenschap en alle andere natuurlijke of rechtspersonen kunnen, in de gevallen en overeenkomstig de bepalingen vast te stellen in het reglement voor de procesvoering, derden-verzet instellen tegen de arresten gewezen in rechtsgedingen, waarin zij niet geroepen zijn geweest, indien hun rechten door deze arresten worden geschaad.

ARTIKEL 40

In geval van moeilijkheden nopens de betekenis en de strekking van een arrest, heeft het Hof tot taak dit uit te leggen, op verzoek van een der partijen of van een instelling van de Gemeenschap welke haar belang ter zake aannemelijk maakt.

ARTIKEL 41

Herziening van een arrest kan aan het Hof slechts worden verzocht op grond van de ontdekking van een feit, dat van beslissende invloed kan zijn en dat, vóór de uitspraak van het arrest, onbekend was aan het Hof en aan de partij, die de herziening verzoekt.

De herzieningsprocedure begint met een arrest, waarbij het Hof, uitdrukkelijk het bestaan van een nieuw feit vaststellende en oordelende, dat het grond tot herziening oplevert, uit dien hoofde het verzoek ontvankelijk verklaart.

Herziening kan niet meer worden verzocht na verloop van tien jaar te rekenen van de dagtekening van het arrest.

ARTIKEL 42

Bepaalde termijnen volgens afstand worden in het reglement voor de procesvoering vastgesteld.

Verval van instantie wegens het verstrijken van een procestermijn kan niet worden tegengeworpen, wanneer de betrokkene toeval of overmacht aantoonst.

ARTIKEL 43

De vorderingen tegen de Gemeenschap inzake niet contractuele aansprakelijkheid verjaren vijf jaar na het feit, dat tot deze vordering aanleiding heeft gegeven. De verjaring wordt gestuit, hetzij door een bij het Hof ingesteld beroep, hetzij door een eerder gedaan verzoek, hetwelk de benadeelde kan richten tot de bevoegde instelling van de Gemeenschap. In het laatste geval moet het beroep worden ingesteld binnen de termijn van twee maanden bepaald in artikel 173; de tweede alinea van artikel 175 is van overeenkomstige toepassing.

ARTIKEL 44

Het in artikel 188 van het Verdrag bedoelde reglement voor de procesvoering bevat, behalve de in het Statuut vastgestelde bepalingen, alle overige bepalingen welke nodig zijn voor de toepassing en, voor zoveel nodig, de aanvulling van dit Statuut.

ARTIKEL 45

De Raad kan, met eenparigheid van stemmen, de bepalingen van dit Statuut nader aanpassen wanneer zulks nodig blijkt ten gevolge van de maatregelen, die hij overeenkomstig de laatste alinea van artikel 165 van het Verdrag neemt.

ARTIKEL 46

De voorzitter van de Raad gaat terstond na de eedsaflegging over tot aanwijzing, bij loting, van de rechters en de advocaten-generaal, die aan het einde van de eerste periode van drie jaar overeenkomstig de tweede en derde alinea's van artikel 167 van het Verdrag moeten worden vervangen.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Protokoll gesetzt.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Protocollo.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben gesteld.

Fait à Bruxelles, le dix-sept avril mil neuf cent cinquante-sept.

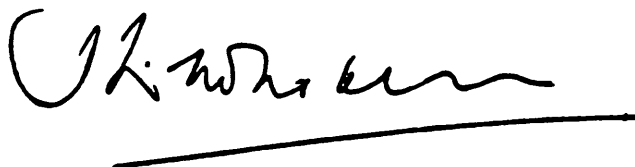
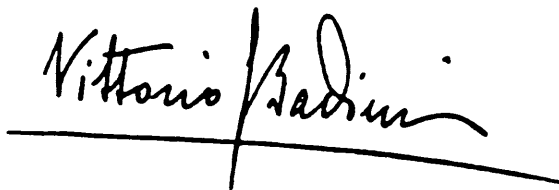
Geschehen zu Brüssel, am siebzehnten April neunzehnhundertsiebenundfünfzig.

Fatto a Bruxelles, il diciassette aprile millenovecentocinquantasette.

Gedaan te Brussel, de zeventiende april negentienhonderd zevenenvijftig.



C. F. Oshits



CONVENTION D'APPLICATION
relative à
L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER
À LA COMMUNAUTÉ

DURCHFÜHRUNGSABKOMMEN
über die
ASSOZIIERUNG DER ÜBERSEEISCHEN LÄNDER
UND HOHEITSGEBIETE MIT DER GEMEINSCHAFT

CONVENZIONE D'APPLICAZIONE
relativa a
L'ASSOCIAZIONE DEI PAESI E TERRITORI D'OLTREMARE
ALLA COMUNITÀ

TOEPASSINGSOVEREENKOMST
betreffende
DE ASSOCIATIE VAN DE LANDEN EN GEBIEDEN OVERZEE
MET DE GEMEENSCHAP

CONVENTION D'APPLICATION
relative à
L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER
A LA COMMUNAUTÉ

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT arrêter la Convention d'application prévue à l'article 136 du Traité,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

ARTICLE 1

Les États membres participent, dans les conditions fixées ci-après, aux mesures propres à promouvoir le développement social et économique des pays et territoires énumérés à l'Annexe IV du Traité, par un effort complémentaire de celui accompli par les autorités responsables de ces pays et territoires.

A cette fin, il est créé un Fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer, auquel les États membres versent pendant cinq années les contributions annuelles prévues à l'Annexe A de la présente Convention.

Le Fonds est géré par la Commission.

ARTICLE 2

Les autorités responsables des pays et territoires présentent à la Commission, en accord avec les autorités locales ou avec la représentation de la population des pays et territoires intéressés, les projets sociaux et économiques pour lesquels le financement de la Communauté est demandé.

ARTICLE 3

La Commission établit chaque année les programmes généraux d'affectation aux différentes catégories de projets des fonds disponibles au titre de l'Annexe B de la présente Convention.

Les programmes généraux comportent des projets pour le financement :

a) de certaines institutions sociales, notamment d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement ou de recherche technique, d'institutions d'orientation et de promotion des activités professionnelles des populations,

b) d'investissements économiques d'intérêt général directement liés à l'exécution d'un programme comportant des projets de développement productifs et concrets.

ARTICLE 4

Au début de chaque exercice, le Conseil détermine à la majorité qualifiée après consultation de la Commission les montants à consacrer au financement :

a) des institutions sociales mentionnées à l'article 3 a),

b) des investissements économiques d'intérêt général visés à l'article 3 b).

La décision du Conseil doit tendre à une répartition géographique rationnelle des montants disponibles.

ARTICLE 5

1. La Commission détermine la répartition, entre les diverses demandes de financement d'institutions sociales, des montants disponibles au titre de l'article 4 a).

2. La Commission élabore les propositions de financement des projets d'investissement économique qu'elle retient au titre de l'article 4 b).

Elle les communique au Conseil.

Si dans le délai d'un mois aucun État membre ne demande que le Conseil s'en saisisse, elles sont réputées approuvées.

Si le Conseil est saisi, il statue à la majorité qualifiée dans un délai de deux mois.

3. Les montants non affectés au cours d'une année sont reportés aux années suivantes.

4. Les montants attribués sont mis à la disposition des autorités responsables de l'exécution des travaux. La Commission veille à ce que leur utilisation soit conforme aux affectations décidées et qu'elle se réalise dans les meilleures conditions économiques.

ARTICLE 6

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, fixe, dans les six mois à compter de l'entrée en vigueur du Traité, les modalités relatives aux appels et au transfert des contributions financières, au régime budgétaire et à la gestion des ressources du Fonds de développement.

ARTICLE 7

La majorité qualifiée prévue aux articles 4, 5 et 6 est de 67 voix. Les États membres disposent respectivement de :

Belgique	11 voix
Allemagne	33 voix
France	33 voix
Italie	11 voix
Luxembourg	1 voix
Pays-Bas	11 voix

ARTICLE 8

Dans chaque pays ou territoire, le droit d'établissement est étendu progressivement aux ressortissants et sociétés des États membres autres que celui qui a des relations particulières avec ce pays ou territoire. Les modalités sont fixées, au cours de la première année d'application de la présente Convention, par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, de telle sorte que toute discrimination disparaisse progressivement au cours de la période de transition.

ARTICLE 9

Dans les échanges commerciaux entre les États membres et les pays et territoires, le régime douanier applicable est celui prévu par les articles 133 et 134 du Traité.

ARTICLE 10

Les États membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires, pendant la durée de la présente Convention, les dispositions du chapitre du Traité relatif à l'élimination des restrictions quantitatives entre les États membres, qu'ils appliquent pour cette même période dans leurs relations mutuelles.

ARTICLE 11

1. Dans chaque pays ou territoire où existent des contingents à l'importation, et un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention, les contingents ouverts aux États autres que celui avec lequel ce pays ou territoire a des relations particulières sont transformés en contingents globaux accessibles sans discrimination aux autres États membres. A partir de la même date, ces contingents sont augmentés annuellement par application des dispositions de l'article 32 et de l'article 33 paragraphes 1, 2, 4, 5, 6 et 7, du Traité.

2. Lorsque, pour un produit non libéré, le contingent global n'atteint pas 7 % de l'importation totale dans un pays ou territoire, un contingent égal à 7 % de cette importation est établi, au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention, et augmenté annuellement conformément aux dispositions prévues au paragraphe 1.

3. Lorsque, pour certains produits, aucun contingent n'est ouvert à l'importation dans un pays ou territoire, la Commission détermine par voie de décision les modalités d'ouverture et d'élargissement des contingents offerts aux autres États membres.

ARTICLE 12

Dans la mesure où les contingents d'importation des États membres portent sur des importations provenant tant d'un État ayant des relations particulières avec un pays ou territoire que de ce pays ou territoire, la part

d'importation en provenance des pays et territoires fait l'objet d'un contingent global établi à partir des statistiques d'importations. Ce contingent est fixé au cours de la première année d'application de la présente Convention et s'accroît suivant les règles prévues à l'article 10.

ARTICLE 13

Les dispositions de l'article 10 ne font pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, ou de protection de la propriété industrielle et commerciale. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée au commerce.

ARTICLE 14

Après la date d'expiration de la présente Convention et jusqu'à l'établissement des dispositions d'association à prévoir pour une nouvelle période, les contingents d'importation dans les pays et territoires d'une part, et dans les États membres d'autre part, en ce qui concerne les produits originaires des pays et territoires, demeurent au niveau fixé pour la cinquième année. Le régime du droit d'établissement existant à la fin de la cinquième année est également maintenu.

ARTICLE 15

1. Les importations de café vert en Italie et dans les pays du Benelux d'une part, et de bananes dans la République fédérale d'Allemagne d'autre part, en provenance de pays tiers, bénéficient de contingents tarifaires dans les conditions fixées aux Protocoles annexés à la présente Convention.

2. Si la Convention vient à expiration avant la conclusion d'un nouvel accord, les États membres bénéficient, en attendant ce nouvel accord, pour les bananes, le cacao en fèves et le café vert, de contingents tarifaires admissibles

aux droits applicables au début de la deuxième étape et égaux au volume des importations en provenance de pays tiers au cours de la dernière année pour laquelle les statistiques sont disponibles.

Ces contingents sont majorés, le cas échéant, proportionnellement à l'accroissement de la consommation dans les pays importateurs.

3. Les États membres bénéficiaires de contingents tarifaires admissibles aux droits appliqués lors de l'entrée en vigueur du Traité au titre des Protocoles relatifs aux importations de café vert et de bananes en provenance de pays tiers, ont le droit d'obtenir pour ces produits, au lieu du régime prévu au paragraphe précédent, le maintien de ces contingents tarifaires au niveau qu'ils ont atteint à la date d'expiration de la Convention.

Ces contingents sont majorés, le cas échéant, dans les conditions prévues au paragraphe 2.

4. La Commission fixe, sur demande des États intéressés, le volume des contingents tarifaires prévus aux paragraphes ci-dessus.

ARTICLE 16

Les dispositions prévues aux articles 1 à 8 inclus de la présente Convention sont applicables à l'Algérie et aux départements français d'outre-mer.

ARTICLE 17

Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 14 et 15, la présente Convention est conclue pour une durée de cinq années.

DURCHFÜHRUNGSABKOMMEN
über die
ASSOZIIERUNG DER ÜBERSEEISCHEN LÄNDER
UND HOHEITSGEBIETE MIT DER GEMEINSCHAFT

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

VON DEM WUNSCH GELEITET, das in Artikel 136 dieses Vertrags vorgesehene Durchführungsabkommen festzulegen,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

ARTIKEL 1

Die Mitgliedstaaten beteiligen sich unter den nachstehend festgelegten Bedingungen an geeigneten Maßnahmen zur Förderung der sozialen und wirtschaftlichen Entwicklung der in Anhang IV dieses Vertrags aufgeführten Länder und Hoheitsgebiete, indem sie die Bemühungen der verantwortlichen Behörden dieser Länder und Hoheitsgebiete ergänzen.

Zu diesem Zweck wird ein Entwicklungsfonds für die überseeischen Länder und Hoheitsgebiete geschaffen, an den die Mitgliedstaaten während eines Zeitabschnitts von fünf Jahren die in Anlage A zu diesem Abkommen vorgesehenen jährlichen Beiträge leisten.

Der Fonds wird von der Kommission verwaltet.

ARTIKEL 2

Die verantwortlichen Behörden der Länder und Hoheitsgebiete unterbreiten der Kommission im Einvernehmen mit den örtlichen Behörden oder der Vertretung der Bevölkerung der betreffenden Länder und Hoheitsgebiete die sozialen und wirtschaftlichen Vorhaben, für welche die Finanzierung durch die Gemeinschaft beantragt wird.

ARTIKEL 3

Die Kommission stellt jährlich die allgemeinen Pläne für die Bereitstellung der nach Anlage B dieses Abkommens verfügbaren Mittel für die verschiedenen Gruppen von Vorhaben auf.

Die allgemeinen Pläne umfassen folgende Finanzierungsvorhaben :

a) bestimmte soziale Einrichtungen, insbesondere Krankenhäuser, Lehr- und technische Forschungsanstalten, Stellen für Berufsberatung und berufliche Förderung der Bevölkerung;

b) wirtschaftliche Investitionen von allgemeinem Interesse, die unmittelbar mit der Durchführung eines Plans für konkrete produktive Entwicklungsvorhaben verbunden sind.

ARTIKEL 4

Zu Beginn jedes Haushaltsjahres bestimmt der Rat mit qualifizierter Mehrheit nach Anhörung der Kommission die Beträge, die für die Finanzierung

a) der in Artikel 3 Buchstabe *a* bezeichneten sozialen Einrichtungen sowie

b) der in Artikel 3 Buchstabe *b* genannten wirtschaftlichen Investitionen von allgemeinem Interesse

bereitzustellen sind.

Die Entscheidung des Rates muß auf eine rationelle geographische Verteilung der verfügbaren Mittel gerichtet sein.

ARTIKEL 5

1. Die Kommission bestimmt, wie die im Sinne des Artikels 4 Buchstabe *a* verfügbaren Beträge auf die einzelnen Anträge für die Finanzierung sozialer Einrichtungen zu verteilen sind.

2. Die Kommission arbeitet Vorschläge für die Finanzierung der wirtschaftlichen Investitionsvorhaben aus, deren Durchführung gemäß Artikel 4 Buchstabe *b* sie vorsieht.

Sie legt diese Vorschläge dem Rat vor.

Liegt binnen einem Monat kein Antrag eines Mitgliedstaats an den Rat vor, sich damit zu befassen, so gelten die Vorschläge als genehmigt.

Wird der Rat damit befaßt, so beschließt er binnen zwei Monaten mit qualifizierter Mehrheit.

3. Die im Laufe eines Jahres nicht zugewiesenen Mittel werden auf die folgenden Jahre übertragen.

4. Die zugewiesenen Beträge werden den Behörden zur Verfügung gestellt, die für die Durchführung der Arbeiten verantwortlich sind. Die Kommission achtet darauf, daß die Mittel zweckentsprechend und unter den günstigsten wirtschaftlichen Bedingungen verwendet werden.

ARTIKEL 6

Der Rat legt binnen sechs Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrags mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag der Kommission die Einzelheiten für die Anforderung und Überweisung der Finanzbeiträge sowie für die Haushaltsregelung und die Verwaltung der Mittel des Entwicklungsfonds fest.

ARTIKEL 7

Die in den Artikeln 4, 5 und 6 vorgesehene qualifizierte Mehrheit beträgt 67 Stimmen. Die einzelnen Mitgliedstaaten verfügen über folgende Stimmen:

Belgien	11 Stimmen
Deutschland	33 Stimmen
Frankreich	33 Stimmen
Italien	11 Stimmen
Luxemburg	1 Stimme
Niederlande	11 Stimmen

ARTIKEL 8

In jedem Land oder Hoheitsgebiet findet auf die Staatsangehörigen und Gesellschaften der anderen Mitgliedstaaten als des Staates, der besondere Beziehungen zu dem betreffenden Land oder Hoheitsgebiet unterhält, das Niederlassungsrecht schrittweise Anwendung. Die Einzelheiten werden während des ersten Jahres der Anwendung dieses Abkommens vom Rat mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag der Kommission so festgelegt, daß jede Diskriminierung während der Übergangszeit schrittweise beseitigt wird.

ARTIKEL 9

Für den Handelsverkehr zwischen den Mitgliedstaaten und den Ländern und Hoheitsgebieten gilt das in den Artikeln 133 und 134 dieses Vertrags vorgesehene Zollsystem.

ARTIKEL 10

Während der Geltungsdauer dieses Abkommens wenden die Mitgliedstaaten in ihrem Handelsverkehr mit den Ländern und Hoheitsgebieten diejenigen Bestimmungen des in diesem Vertrag enthaltenen Kapitels über die Beseitigung der mengenmäßigen Beschränkungen zwischen den Mitgliedstaaten an, die während desselben Zeitabschnitts zwischen ihnen gelten.

ARTIKEL 11

1. In jedem Land oder Hoheitsgebiet, in dem Einfuhrkontingente bestehen, werden ein Jahr nach Inkrafttreten dieses Abkommens die Kontingente, die den Mitgliedstaaten mit Ausnahme desjenigen Staates offenstehen, mit dem das betreffende Land oder Hoheitsgebiet besondere Beziehungen unterhält, zu Globalkontingenten zusammengefaßt, welche den anderen Mitgliedstaaten ohne Unterschied zugänglich sind. Von dem gleichen Zeitpunkt an werden diese Kontingente jährlich gemäß Artikel 32 und Artikel 33 Absätze 1, 2, 4, 5, 6 und 7 dieses Vertrags erhöht.

2. Liegt das Globalkontingent für eine nicht liberalisierte Ware unter 7 v. H. der Gesamteinfuhr eines Landes oder Hoheitsgebiets, so wird binnen einem Jahr nach Inkrafttreten dieses Abkommens ein Kontingent in Höhe von 7 v. H. aufgestellt und jährlich nach Maßgabe des Absatzes 1 erhöht.

3. Besteht für bestimmte Waren kein Kontingent für die Einfuhr in ein Land oder Hoheitsgebiet, so bestimmt die Kommission durch Entscheidung die Einzelheiten für die Eröffnung und Erweiterung der den anderen Mitgliedstaaten einzuräumenden Kontingente.

ARTIKEL 12

Soweit die Einfuhrkontingente der Mitgliedstaaten Einfuhren sowohl aus einem Staat, der besondere Beziehungen zu einem Land oder Hoheitsgebiet

unterhält, als auch aus diesem Land oder Hoheitsgebiet umfassen, ist der Anteil der Einfuhr aus den Ländern und Hoheitsgebieten Gegenstand eines Globalkontingents, das auf Grund der Einfuhrstatistik festgelegt wird. Dieses Kontingent wird während des ersten Jahres der Geltungsdauer dieses Abkommens festgesetzt und nach Maßgabe des Artikels 10 erhöht.

ARTIKEL 13

Die Bestimmungen des Artikels 10 stehen Einfuhr-, Ausfuhr- und Durchfuhrverboten oder -beschränkungen nicht entgegen, die aus Gründen der öffentlichen Sittlichkeit, Ordnung und Sicherheit, zum Schutz der Gesundheit und des Lebens von Menschen, Tieren und Pflanzen, des nationalen Kulturguts von künstlerischem, geschichtlichem oder archäologischem Wert oder des gewerblichen und kommerziellen Eigentums gerechtfertigt sind. Diese Verbote oder Beschränkungen dürfen jedoch weder ein Mittel zur willkürlichen Diskriminierung noch eine verschleierte Beschränkung des Handels darstellen.

ARTIKEL 14

Vom Ablauf der Geltungsdauer dieses Abkommens bis zur Einführung der Assoziierungsbestimmungen für einen neuen Zeitabschnitt werden die Einfuhrkontingente der Länder und Hoheitsgebiete einerseits und der Mitgliedstaaten andererseits hinsichtlich der Waren aus den Ländern und Hoheitsgebieten in der für das fünfte Jahr festgesetzten Höhe beibehalten. Die am Ende des fünften Jahres bestehende Regelung des Niederlassungsrechts wird ebenfalls beibehalten.

ARTIKEL 15

1. Für die Einfuhr von ungebranntem Kaffee nach Italien und in die Beneluxstaaten und von Bananen in die Bundesrepublik Deutschland aus dritten Ländern werden Zollkontingente nach Maßgabe der Protokolle eingeräumt, die diesem Abkommen beigelegt sind.

2. Läuft die Geltungsdauer dieses Abkommens vor Abschluß einer neuen Übereinkunft ab, so werden den Mitgliedstaaten in der Zwischenzeit für Bananen, Kakaobohnen und ungebrannten Kaffee Zollkontingente eingeräumt, für welche die zu Beginn der zweiten Stufe angewandten Zollsätze gelten; diese Zollkontin-

gente entsprechen dem Einfuhrvolumen aus dritten Ländern während des letzten Jahres, für das statistische Angaben vorliegen.

Diese Kontingente werden gegebenenfalls im Verhältnis zum Anstieg des Verbrauchs im Einfuhrstaate erhöht.

3. Die Mitgliedstaaten, denen Zollkontingente eingeräumt werden, für welche gemäß den Protokollen über die Einfuhr von ungebranntem Kaffee und Bananen aus dritten Ländern die bei Inkrafttreten dieses Vertrags angewandten Zollsätze gelten, können verlangen, daß für diese Erzeugnisse an Stelle der in Absatz 2 vorgesehenen Regelung diese Zollkontingente in der Höhe beibehalten werden, die sie bei Ablauf der Geltungsdauer dieses Abkommens erreicht haben.

Diese Kontingente werden gegebenenfalls nach Maßgabe des Absatzes 2 erhöht.

4. Die Kommission bestimmt auf Antrag der betreffenden Staaten den Umfang der in den vorstehenden Absätzen vorgesehenen Zollkontingente.

ARTIKEL 16

Die Artikel 1 bis 8 dieses Abkommens gelten für Algerien und die französischen überseeischen Departements.

ARTIKEL 17

Dieses Abkommen gilt unbeschadet der Artikel 14 und 15 für die Zeitdauer von fünf Jahren.

CONVENZIONE D'APPLICAZIONE
relativa alla
ASSOCIAZIONE DEI PAESI E TERRITORI D'OLTREMARE
ALLA COMUNITA

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO stabilire la Convenzione d'applicazione prevista dall'articolo 136 del Trattato,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate al Trattato:

ARTICOLO 1

Gli Stati membri partecipano, alle condizioni in appresso stabilite, alle misure atte a promuovere lo sviluppo sociale ed economico dei paesi e territori elencati nell'allegato IV del Trattato, mediante uno sforzo complementare a quello compiuto dalle autorità responsabili di tali paesi e territori.

A tal fine, è costituito un Fondo per lo sviluppo dei paesi e territori d'oltremare, al quale gli Stati membri versano per cinque anni i contributi annui previsti dall'allegato A della presente Convenzione.

Il Fondo è amministrato dalla Commissione.

ARTICOLO 2

Le autorità responsabili dei paesi e territori presentano alla Commissione, d'intesa con le autorità locali o con i rappresentanti della popolazione dei paesi e territori interessati, i progetti sociali ed economici per i quali è richiesto il finanziamento della Comunità.

ARTICOLO 3

La Commissione definisce ogni anno i programmi generali per lo stanziamento, a favore delle singole categorie di progetti, dei fondi disponibili a mente dell'allegato B della presente Convenzione.

I programmi generali comprendono progetti per il finanziamento:

a) di talune istituzioni sociali, in particolare di ospedali, di istituti per l'insegnamento o le ricerche tecniche, di istituti per l'orientamento e l'incoaggiamento delle attività professionali delle popolazioni,

b) di investimenti economici di interesse generale, direttamente connessi con l'esecuzione di un programma che implichi progetti di sviluppo produttivi e concreti.

ARTICOLO 4

All'inizio di ogni esercizio, il Consiglio stabilisce a maggioranza qualificata, previa consultazione della Commissione, le somme da destinare al finanziamento:

a) delle istituzioni sociali di cui all'articolo 3 a),

b) degli investimenti economici d'interesse generale di cui all'articolo 3 b).

La decisione del Consiglio deve mirare a una razionale ripartizione geografica delle somme disponibili.

ARTICOLO 5

1. La Commissione stabilisce la ripartizione delle somme disponibili, a mente dell'articolo 4 a), fra le singole domande per il finanziamento d'istituzioni sociali.

2. La Commissione elabora le proposte di finanziamento dei progetti d'investimenti economici che accoglie a mente dell'articolo 4 b).

Essa le trasmette al Consiglio.

Se, nel termine di un mese, nessuna richiesta sia avanzata da uno Stato membro perchè siano portate dinanzi al Consiglio, le proposte si ritengono approvate.

Quando il Consiglio ne sia stato investito, delibera a maggioranza qualificata nel termine di due mesi.

3. Le somme che non siano state assegnate nel corso di un anno vengono riportate agli anni successivi.

4. Le somme assegnate sono messe a disposizione delle autorità responsabili dell'esecuzione dei lavori. La Commissione provvede a che il loro uso sia conforme alle assegnazioni stabilite e si effettui alle migliori condizioni economiche.

ARTICOLO 6

Il Consiglio, deliberando a maggioranza qualificata su proposta della Commissione, fissa, entro sei mesi dal momento dell'entrata in vigore del Trattato, le modalità relative ai richiami e al trasferimento dei contributi finanziari, al regime di bilancio e alla gestione delle risorse del Fondo per lo sviluppo.

ARTICOLO 7

La maggioranza qualificata di cui agli articoli 4, 5 e 6 è di 67 voti. I voti di cui dispongono gli Stati membri sono rispettivamente:

Belgio	11 voti
Germania	33 voti
Francia	33 voti
Italia	11 voti
Lussemburgo	1 voto
Paesi Bassi	11 voti

ARTICOLO 8

In ciascun paese o territorio, il diritto di stabilimento è progressivamente esteso ai cittadini e alle società degli Stati membri diversi da quello che ha relazioni particolari con tale paese o territorio. Le modalità sono stabilite, durante il primo anno di applicazione della presente Convenzione, dal Consiglio, che delibera a maggioranza qualificata su proposta della Commissione, in modo che venga meno gradatamente ogni discriminazione nel corso del periodo transitorio.

ARTICOLO 9

Negli scambi commerciali fra gli Stati membri e i paesi e territori, il regime doganale applicabile è quello previsto dagli articoli 133 e 134 del Trattato.

ARTICOLO 10

Per la durata della presente Convenzione, gli Stati membri applicano ai loro scambi commerciali con i paesi e territori le disposizioni del capo del Trattato relativo all'abolizione delle restrizioni quantitative fra gli Stati membri, che essi mettono in atto durante lo stesso periodo nelle loro relazioni reciproche.

ARTICOLO 11

1. In ciascun paese e territorio ove esistano contingentamenti all'importazione, e un anno dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, i contingenti accordati agli Stati diversi da quello con cui il paese o territorio ha relazioni particolari, sono trasformati in contingenti globali accessibili senza discriminazione agli altri Stati membri. A decorrere dalla stessa data, tali contingenti sono aumentati annualmente in applicazione delle disposizioni dell'articolo 32 e dell'articolo 33, paragrafi 1, 2, 4, 5, 6 e 7 del Trattato.

2. Quando, nei riguardi di un prodotto non liberalizzato, il contingente globale non raggiunge il 7 % dell'importazione totale in un paese o territorio, è istituito un contingente pari al 7 % di tale importazione, al più tardi un anno dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione ed è aumentato annualmente conformemente alle disposizioni previste dal paragrafo 1.

3. Quando, per taluni prodotti, non sia accordato alcun contingente all'importazione in un paese o territorio, la Commissione stabilisce mediante decisioni le modalità di concessione e di aumento dei contingenti accordati agli altri Stati membri.

ARTICOLO 12

Nella misura in cui i contingenti d'importazione degli Stati membri riguardano sia importazioni provenienti da uno Stato avente relazioni particolari con un paese o territorio, sia importazioni provenienti da tale paese o territorio, la quota d'importazione in provenienza dai paesi e territori costituisce l'oggetto di un contingente globale stabilito in base alle statistiche delle importazioni. Tale contingente è fissato durante il primo anno di applicazione della presente Convenzione ed aumenta secondo le norme di cui all'articolo 10.

ARTICOLO 13

Le disposizioni dell'articolo 10 lasciano impregiudicati i divieti o restrizioni d'importazione, d'esportazione o di transito giustificati da motivi di moralità pubblica, d'ordine pubblico, di pubblica sicurezza, di tutela della salute e della vita delle persone e degli animali o di preservazione dei vegetali, di protezione del patrimonio artistico, storico o archeologico nazionale, o di tutela della proprietà industriale e commerciale. Tuttavia, tali divieti o restrizioni non devono costituire nè un mezzo di discriminazione arbitraria nè una restrizione dissimulata del commercio.

ARTICOLO 14

Dopo la data di scadenza della presente Convenzione e fino alla determinazione delle disposizioni di associazione da prevedere per un nuovo periodo, i contingenti d'importazione nei paesi e territori, da una parte, e negli Stati membri, dall'altra, rimangono, per quanto riguarda i prodotti originari di tali paesi e territori, al livello fissato per il quinto anno. È del pari mantenuto il regime del diritto di stabilimento esistente alla fine del quinto anno.

ARTICOLO 15

1. Le importazioni di caffè verde in Italia e nei paesi del Benelux, da una parte, e, dall'altra, le importazioni di banane nella Repubblica federale di Germania, provenienti da paesi terzi, beneficiano di contingenti tariffari alle condizioni stabilite dai Protocolli allegati alla presente Convenzione.

2. Qualora la Convenzione venga a scadere prima della conclusione di un nuovo accordo, gli Stati membri, in attesa del nuovo accordo, beneficiano, per quanto riguarda le banane, i semi di cacao e il caffè verde, di contingenti tariffari ammissibili ai dazi applicabili all'inizio della seconda tappa e pari al volume delle importazioni provenienti da paesi terzi durante l'ultimo anno per cui si dispone di statistiche.

Tali contingenti sono maggiorati, ove occorra, proporzionalmente all'incremento del consumo nei paesi importatori.

3. Gli Stati membri che beneficiano di contingenti tariffari ammissibili ai dazi applicati al momento dell'entrata in vigore del Trattato, a mente dei Protocolli sulle importazioni di caffè verde e di banane provenienti da paesi

terzi, hanno il diritto di ottenere per tali prodotti, anzichè il regime di cui al paragrafo precedente, il mantenimento dei contingenti tariffari al livello che hanno raggiunto alla data di scadenza della Convenzione.

Tali contingenti sono maggiorati, dove occorra, alle condizioni previste dal paragrafo 2.

4. La Commissione, a richiesta degli Stati interessati, fissa il volume dei contingenti tariffari previsti dai paragrafi che precedono.

ARTICOLO 16

Le disposizioni di cui agli articoli da 1 a 8 inclusi della presente Convenzione sono applicabili all'Algeria e ai dipartimenti francesi d'oltremare.

ARTICOLO 17

Salva restando l'applicazione delle disposizioni degli articoli 14 e 15, la presente Convenzione è conclusa per la durata di cinque anni.

TOEPASSINGSOVEREENKOMST
BETREFFENDE
DE ASSOCIATIE VAN DE LANDEN EN GEBIEDEN OVERZEE
MET DE GEMEENSCHAP

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

WENSENDE, de in artikel 136 van het Verdrag bedoelde Toepassings-overeenkomst vast te stellen,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan dat Verdrag zijn gehecht:

ARTIKEL 1

De Lid-Staten nemen onder de hierna bepaalde voorwaarden deel aan maatregelen welke de sociale en economische ontwikkeling van de landen en gebieden genoemd in bijlage IV van het Verdrag kunnen bevorderen, in aanvulling op hetgeen wordt verricht door de instanties welke voor die landen en gebieden de verantwoording dragen.

Te dien einde wordt een Fonds voor de ontwikkeling van de landen en gebieden overzee opgericht, waarin de Lid-Staten gedurende vijf jaar de in bijlage A van deze Overeenkomst genoemde jaarlijkse bijdragen storten.

Het Fonds wordt door de Commissie beheerd.

ARTIKEL 2

De instanties welke voor de landen en gebieden de verantwoording dragen, leggen, in overeenstemming met de plaatselijke autoriteiten of met de vertegenwoordiging van de bevolking der betrokken landen en gebieden, aan de Commissie de sociale en economische projecten voor, waarvan wordt verzocht dat zij door de Gemeenschap worden gefinancierd.

ARTIKEL 3

De Commissie stelt ieder jaar de algemene programma's vast betreffende de bestemming van de volgens bijlage B van deze Overeenkomst beschikbare fondsen voor de verschillende groepen van projecten.

De algemene programma's omvatten projecten voor de financiering van

a) bepaalde sociale instellingen, met name ziekenhuizen, inrichtingen van onderwijs of voor technisch onderzoek, instellingen voor beroepsvoorlichting en voor bevordering van de beroepswerkzaamheden van de bevolking.

b) economische investeringen van algemeen belang welke rechtstreeks verbonden zijn met de uitvoering van een programma dat produktieve en concrete ontwikkelingsprojecten inhoudt.

ARTIKEL 4

Bij de aanvang van elk boekjaar bepaalt de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen na raadpleging van de Commissie, welke bedragen moeten worden besteed voor de financiering:

a) van de in artikel 3 a) genoemde sociale instellingen,

b) van de in artikel 3 b) bedoelde economische investeringen van algemeen belang.

De beschikking van de Raad moet gericht zijn op een doelmatige geografische verdeling der beschikbare bedragen.

ARTIKEL 5

1. De Commissie bepaalt de verdeling van de uit hoofde van artikel 4 a) beschikbare bedragen over de verschillende aanvragen tot financiering van sociale instellingen.

2. De Commissie stelt de voorstellen op ter financiering van de projecten voor economische investeringen welke zij uit hoofde van artikel 4 b) in aanmerking neemt.

Zij zendt deze voorstellen aan de Raad.

Indien binnen een maand geen enkele Lid-Staat de Raad verzocht heeft deze voorstellen in behandeling te nemen, worden zij geacht te zijn goedgekeurd.

Indien de Raad deze voorstellen in behandeling neemt, besluit hij binnen twee maanden met gekwalificeerde meerderheid van stemmen.

3. De bedragen waaraan in de loop van een jaar geen bestemming is gegeven, worden overgedragen naar de volgende jaren.

4. De toegekende bedragen worden ter beschikking gesteld van de autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering der werken. De Commissie draagt er zorg voor dat de bedragen worden gebruikt overeenkomstig hun bestemming en dat zulks op de meest economische wijze geschiedt.

ARTIKEL 6

De Raad bepaalt met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit Verdrag de wijze waarop de financiële bijdragen worden afgeroepen en overgemaakt, de begroting wordt ingericht en de middelen van het Ontwikkelingsfonds worden beheerd.

ARTIKEL 7

De in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde gekwalificeerde meerderheid bestaat uit 67 stemmen. De Lid-Staten beschikken onderscheidenlijk over:

België	11 stemmen
Duitsland	33 stemmen
Frankrijk	33 stemmen
Italië	11 stemmen
Luxemburg	1 stem
Nederland	11 stemmen

ARTIKEL 8

In elk land of gebied wordt het recht van vestiging geleidelijk uitgebreid tot onderdanen en rechtspersonen van een andere Lid-Staat dan die welke bijzondere betrekkingen met dat land of gebied onderhoudt. De wijze van toepassing wordt in de loop van het eerste jaar dat deze Overeenkomst wordt toegepast, door de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie zodanig vastgesteld dat iedere discriminatie in de loop van de overgangperiode geleidelijk verdwijnt.

ARTIKEL 9

In het handelsverkeer tussen de Lid-Staten en de landen en gebieden wordt de douaneregeling toegepast die in de artikelen 133 en 134 van het Verdrag is opgenomen.

ARTIKEL 10

In hun handelsverkeer met de landen en gebieden passen de Lid-Staten voor de duur van deze Overeenkomst de bepalingen toe van het hoofdstuk van het Verdrag betreffende afschaffing van de kwantitatieve beperkingen tussen de Lid-Staten, welke zij gedurende diezelfde periode in hun onderlinge betrekkingen toepassen.

ARTIKEL 11

1. In elk land of gebied waar invoercontingenten bestaan, worden een jaar na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, de contingenten welke zijn geopend voor andere Staten dan die waarmede dat land of gebied bijzondere betrekkingen onderhoudt, gewijzigd in globale contingenten, welke zonder discriminatie ter beschikking zijn van de overige Lid-Staten. Vanaf hetzelfde tijdstip worden die contingenten jaarlijks verruimd met toepassing van de bepalingen van artikel 32 en van artikel 33, leden 1, 2, 4, 5, 6 en 7 van het Verdrag.

2. Wanneer voor een niet-geliberaliseerd produkt het globale contingent minder dan 7% uitmaakt van de totale invoer in een land of gebied, wordt uiterlijk een jaar na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst een contingent gelijk aan 7% van die invoer vastgesteld en jaarlijks verruimd overeenkomstig de bepalingen van lid 1.

3. Wanneer voor bepaalde produkten geen enkel contingent voor de invoer in een land of gebied is geopend, bepaalt de Commissie bij beschikking de wijze van opening en verruiming der contingenten ten behoeve van de andere Lid-Staten.

ARTIKEL 12

Voor zover de invoercontingenten der Lid-Staten betrekking hebben op invoer zowel uit een Staat welke bijzondere betrekkingen onderhoudt met een land of gebied, als uit dat land of gebied zelf, wordt voor het deel van de invoer uit de landen en gebieden een globaal contingent vastgesteld op basis van de invoerstatistiek. Dit contingent wordt vastgesteld in de loop van het eerste jaar dat deze Overeenkomst wordt toegepast en wordt verruimd volgens de regels van artikel 10.

ARTIKEL 13

De bepalingen van artikel 10 vormen geen beletsel voor verboden of beperkingen van invoer, uitvoer of doorvoer, welke gerechtvaardigd zijn uit hoofde van bescherming van de openbare zedelijkheid, de openbare orde, de openbare veiligheid, de gezondheid en het leven van personen, dieren of planten, het nationaal artistiek, historisch en archeologisch bezit of uit hoofde van bescherming van de industriële en commerciële eigendom. Deze verboden of beperkingen mogen echter geen middel tot willekeurige discriminatie noch een verkapte beperking van de handel tussen de Lid-Staten vormen.

ARTIKEL 14

Na het verstrijken van de geldigheidsduur van deze Overeenkomst en totdat de bepalingen inzake de associatie voor een nieuwe periode zijn vastgesteld, blijven, ten aanzien van de produkten van oorsprong uit de landen en gebieden, de invoercontingenten in de landen en gebieden enerzijds en in de Lid-Staten anderzijds gehandhaafd op het voor het vijfde jaar vastgestelde peil. De regeling van het recht van vestiging zoals die aan het einde van het vijfde jaar bestaat, wordt eveneens gehandhaafd.

ARTIKEL 15

1. Voor invoer van ongebrande koffie in Italië en in de Benelux-landen enerzijds en van bananen in de Bondsrepubliek Duitsland anderzijds, van herkomst uit derde landen, gelden tariefcontingenten overeenkomstig het bepaalde in de Protocollen welke aan deze Overeenkomst zijn gehecht.

2. Indien de Overeenkomst eindigt voordat een nieuwe overeenkomst is gesloten, hebben de Lid-Staten in afwachting van deze nieuwe overeenkomst recht op tariefcontingenten voor bananen, cacaobonen en ongebrande koffie, waarbij de rechten worden geheven welke van toepassing zijn bij de aanvang van de tweede etappe, en waarvan de omvang gelijk is aan die van de invoer uit derde landen gedurende het laatste jaar waarover statistische gegevens beschikbaar zijn.

Deze contingenten worden in voorkomende gevallen verruimd in evenredigheid met de toeneming van het verbruik in de invoerende landen.

3. De Lid-Staten welke, op grond van de Protocollen inzake de invoer van ongebrande koffie en van bananen uit derde landen, recht hebben op tariefcontingenten met heffing van de invoerrechten welke van toepassing zijn bij de inwerkingtreding van het Verdrag, kunnen verlangen dat voor deze produkten in de plaats van de in het vorige lid bepaalde regeling de tariefcontingenten worden gehandhaafd op het peil bereikt op de dag waarop de Overeenkomst eindigt.

Bedoelde contingenten worden in voorkomende gevallen verruimd overeenkomstig lid 2.

4. De Commissie stelt op verzoek van de belanghebbende Staten de omvang van de in de bovenstaande leden bedoelde tariefcontingenten vast.

ARTIKEL 16

De bepalingen van de artikelen 1 tot en met 8 van deze Overeenkomst zijn van toepassing op Algerië en op de Franse overzeese departementen.

ARTIKEL 17

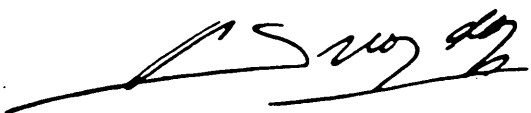
Onverminderd de toepassing van de artikelen 14 en 15 wordt deze Overeenkomst gesloten voor een tijdsduur van vijf jaar.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom, am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

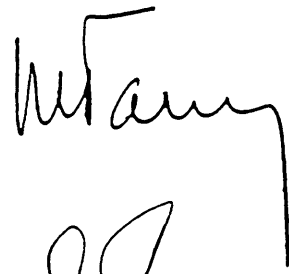
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spang 

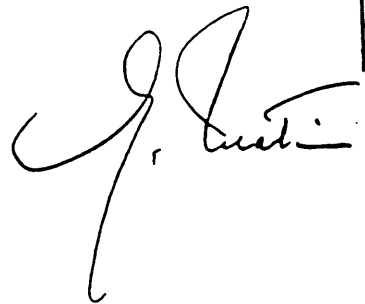


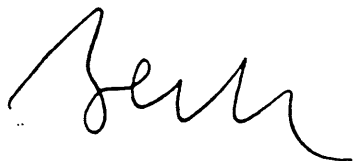






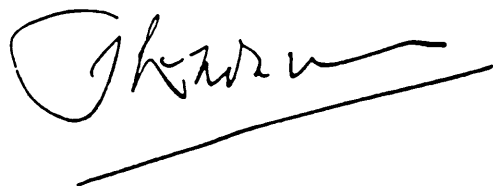












PROCOLE
concernant
LE CONTINGENT TARIFAIRE
POUR LES IMPORTATIONS DE BANANES
(Ex 08.01 de la Nomenclature de Bruxelles)

PROKOLL
über
DAS ZOLLKONTINGENT
FÜR DIE EINFUHR
VON BANANEN
(Ex 08.01 der Brüsseler Nomenklatur)

PROTOCOLLO
relativo
AL CONTINGENTE TARIFFARIO
PER LE IMPORTAZIONI DI BANANE
(Ex 08.01 della Nomenclatura di Bruxelles)

PROTOCOL
betreffende
HET TARIEFCONTINGENT
VOOR DE INVOER VAN BANANEN
(Ex 08.01 van de Naamlijst van Brussel)

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SONT CONVENUES des dispositions suivantes, qui sont annexées à la Convention :

1. Dès le premier rapprochement des droits extérieurs prévu à l'article 23 paragraphe 1 b, du Traité et jusqu'à la fin de la deuxième étape, la République fédérale d'Allemagne bénéficie d'un contingent annuel d'importation en franchise de droits égal à 90 % des quantités importées en 1956, déduction faite des quantités provenant des pays et territoires visés à l'article 131 du Traité.

2. Dès la fin de la deuxième étape et jusqu'à l'expiration de la troisième étape, ce contingent est de 80 % de la quantité définie ci-dessus.

3. Les contingents annuels fixés aux paragraphes ci-dessus sont augmentés de 50 % de la différence entre, d'une part, les quantités totales importées au cours de l'année précédente et, d'autre part, celles qui ont été importées en 1956.

Dans le cas où les importations totales auraient diminué par rapport à l'année 1956, les contingents annuels prévus ci-dessus ne pourront excéder 90 % des importations de l'année précédente dans la période visée au paragraphe premier et 80 % des importations de l'année précédente dans la période visée au paragraphe 2.

4. Dès l'application intégrale du tarif douanier commun, le contingent est de 75 % des importations de l'année 1956. Ce contingent est majoré dans les conditions prévues au paragraphe 3 alinéa 1.

Au cas où les importations auraient diminué par rapport à l'année 1956, le contingent annuel prévu ci-dessus ne pourra excéder 75 % des importations de l'année précédente.

Sur proposition de la Commission, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, décide de la suppression ou de la modification de ce contingent.

5. Le montant des importations de l'année 1956, déduction faite des importations en provenance des pays et territoires visés à l'article 131 du Traité qui, au titre des dispositions ci-dessus, doit servir de base au calcul des contingents, est de 290 000 tonnes.

6. Dans le cas où les pays et territoires se trouveraient dans l'impossibilité de fournir intégralement les quantités demandées par la République fédérale d'Allemagne, les États membres intéressés se déclarent prêts à donner leur accord à une augmentation correspondante du contingent tarifaire allemand.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die dem Abkommen beigelegt sind:

1. Mit der in Artikel 23 Absatz 1 Buchstabe *b* dieses Vertrags vorgesehenen ersten Annäherung der Außenzölle steht der Bundesrepublik Deutschland bis zum Ablauf der zweiten Stufe ein Jahreskontingent für die zollfreie Einfuhr in Höhe von 90 v.H. der im Jahre 1956 eingeführten Mengen zu, wobei die Einfuhr aus den in Artikel 131 dieses Vertrags bezeichneten Ländern und Hoheitsgebieten in Abzug gebracht wird.

2. Nach dem Ende der zweiten Stufe beträgt dieses Kontingent bis zum Ablauf der dritten Stufe 80 v.H. der vorgenannten Menge.

3. Die in den vorstehenden Absätzen festgelegten Jahreskontingente werden um 50 v.H. der Differenz zwischen den im Laufe des Vorjahres eingeführten Gesamtmengen und den entsprechenden Mengen des Jahres 1956 erhöht.

Verringert sich die Gesamteinfuhr im Verhältnis zum Jahre 1956, so dürfen die oben bestimmten Jahreskontingente während des in Absatz 1 genannten Zeitraums 90 v.H. der Einfuhr des Vorjahres und während des in Absatz 2 genannten Zeitraums 80 v.H. der Einfuhr des Vorjahres nicht übersteigen.

4. Mit Beginn der vollständigen Anwendung des Gemeinsamen Zolltarifs beträgt das Kontingent 75 v.H. der Einfuhr des Jahres 1956. Dieses Kontingent wird nach Maßgabe des Absatzes 3 Unterabsatz 1 erhöht.

Verringert sich die Einfuhr im Verhältnis zum Jahre 1956, so darf das oben bestimmte Jahreskontingent 75 v.H. der Einfuhr des Vorjahres nicht übersteigen.

Der Rat entscheidet mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag der Kommission über die Aufhebung oder Änderung dieses Kontingents.

5. Die Einfuhrmenge des Jahres 1956, abzüglich der Einfuhr aus den in Artikel 131 dieses Vertrags bezeichneten Ländern und Hoheitsgebieten, die gemäß den vorstehenden Bestimmungen als Berechnungsgrundlage der Kontingente dienen soll, beläuft sich auf 290 000 Tonnen.

6. Sollte es den Ländern und Hoheitsgebieten unmöglich sein, die von der Bundesrepublik Deutschland verlangten Mengen vollständig zu liefern, so sind die beteiligten Mitgliedstaaten bereit, einer entsprechenden Erhöhung des deutschen Zollkontingents zuzustimmen.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI

HANNO CONVENUTO le seguenti disposizioni, che sono allegare alla Convenzione:

1. Fin dal momento del primo ravvicinamento dei dazi esterni di cui all'articolo 23, paragrafo 1 b), del Trattato e fino al termine della seconda tappa, la Repubblica federale di Germania beneficia di un contingente annuo di importazione in franchigia doganale pari al 90 % dei quantitativi importati nel 1956, dedotti i quantitativi in provenienza dai paesi e territori di cui all'articolo 131 del Trattato.

2. Subito dopo la fine della seconda tappa e fino allo scadere della terza tappa, tale contingente è pari all'80 % del quantitativo suindicato.

3. I contingenti annui fissati dai paragrafi precedenti sono aumentati in misura corrispondente al 50 % della differenza tra i quantitativi totali importati durante l'anno precedente da una parte, e quelli importati nel 1956 dall'altra.

Qualora il totale delle importazioni fosse diminuito rispetto all'anno 1956, i contingenti annui di cui sopra non potranno essere superiori al 90 % delle importazioni dell'anno precedente nel periodo contemplato dal paragrafo 1 e all'80 % delle importazioni dell'anno precedente nel periodo contemplato dal paragrafo 2.

4. Subito dopo l'integrale applicazione della tariffa doganale comune, il contingente è pari al 75 % delle importazioni dell'anno 1956. Tale contingente viene maggiorato alle condizioni di cui al paragrafo 3, primo comma.

Qualora le importazioni fossero diminuite rispetto all'anno 1956, il contingente annuo di cui sopra non potrà essere superiore al 75 % delle importazioni dell'anno precedente.

Su proposta della Commissione, il Consiglio, deliberando a maggioranza qualificata, decide dell'abolizione o della modificazione di tale contingente.

5. Il totale delle importazioni dell'anno 1956, dopo deduzione delle importazioni provenienti dai paesi e territori di cui all'articolo 131 del Trattato che,

a norma delle disposizioni precedenti, deve servire di base al calcolo dei contingenti, è di 290.000 tonnellate.

6. Qualora i paesi e territori si trovassero nell'impossibilità di fornire integralmente i quantitativi richiesti dalla Repubblica federale di Germania, gli Stati membri interessati si dichiarano pronti a consentire un aumento corrispondente del contingente tariffario tedesco.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan de Overeenkomst zijn gehecht:

1. Vanaf de eerste aanpassing der buitenrechten bedoeld in artikel 23, lid 1 b) van het Verdrag en tot het einde van de tweede etappe, kan de Bondsrepubliek Duitsland gebruik maken van een jaarlijks invoercontingent, vrij van rechten, ter grootte van 90% van de in 1956 ingevoerde hoeveelheden, verminderd met de hoeveelheden afkomstig uit de in artikel 131 van het Verdrag bedoelde landen en gebieden.

2. Vanaf het einde van de tweede etappe en tot het einde van de derde etappe bedraagt dit contingent 80% van de hierboven omschreven hoeveelheid.

3. De in de bovenstaande paragrafen vastgestelde jaarlijkse contingenten worden verhoogd met 50% van het verschil tussen de totale gedurende het voorgaande jaar ingevoerde hoeveelheden enerzijds en de in 1956 ingevoerde hoeveelheden anderzijds.

Ingeval de totale invoer verminderd zou zijn ten opzichte van het jaar 1956, mogen de hierboven bepaalde jaarlijkse contingenten voor de in paragraaf 1 bedoelde periode niet hoger zijn dan 90% van de invoer van het voorgaande jaar en voor de in paragraaf 2 bedoelde periode niet hoger dan 80% van de invoer van het voorgaande jaar.

4. Zodra het gemeenschappelijke douanetarief in zijn geheel wordt toegepast, bedraagt het contingent 75% van de invoer van het jaar 1956. Dit contingent wordt verhoogd overeenkomstig de bepalingen van de eerste alinea van paragraaf 3.

Ingeval de invoer verminderd zou zijn ten opzichte van het jaar 1956, mag het hierboven bepaalde jaarlijkse contingent 75% van de invoer van het voorgaande jaar niet overschrijden.

Op voorstel van de Commissie besluit de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen inzake afschaffing of wijziging van dit contingent.

5. De invoer van het jaar 1956, na aftrek van de invoer uit de in artikel 131 van het Verdrag bedoelde landen en gebieden, die overeenkomstig de voren-

staande bepalingen als grondslag moet dienen voor de berekening van de contingenten, bedraagt 290.000 ton.

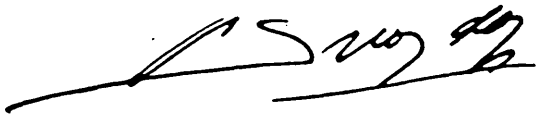
6. De betrokken Lid-Staten verklaren zich bereid in te stemmen met een overeenkomstige verhoging van het Duitse tariefcontingent, ingeval de landen en gebieden in de onmogelijkheid zouden verkeren de door de Bondsrepubliek Duitsland verlangde hoeveelheden ten volle te leveren.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom, am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

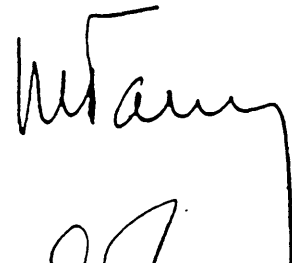
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spadolini 

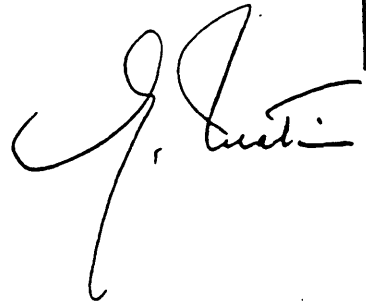


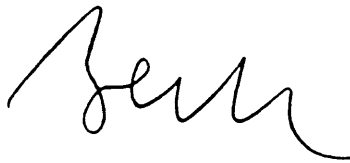






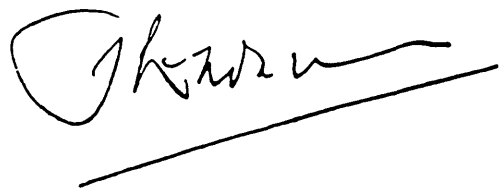












Au moment de signer ce Protocole, le Plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne a fait, au nom de son gouvernement, la déclaration suivante, dont les autres Plénipotentiaires ont pris acte :

La République fédérale d'Allemagne se déclare prête à encourager les mesures qui pourraient être prises par les intérêts privés allemands en vue de favoriser la vente dans la République fédérale des bananes en provenance des pays et territoires associés d'outre-mer.

Dans ce but, des pourparlers devront être entamés aussitôt que possible entre les milieux économiques des différents pays intéressés à la livraison et à l'écoulement des bananes.

Bei Unterzeichnung dieses Protokolls gibt der Bevollmächtigte der Bundesrepublik Deutschland im Namen seiner Regierung folgende Erklärung ab, welche die anderen Bevollmächtigten zur Kenntnis nehmen :

Die Bundesrepublik Deutschland ist bereit, die Maßnahmen zu unterstützen, die von privater deutscher Seite zur Förderung des Verkaufs von Bananen aus assoziierten überseeischen Ländern und Hoheitsgebieten innerhalb der Bundesrepublik getroffen werden könnten.

Zu diesem Zweck sind so bald wie möglich Verhandlungen zwischen den Wirtschaftskreisen der einzelnen an der Lieferung und am Absatz von Bananen interessierten Länder einzuleiten.

Al momento di firmare il presente Protocollo, il plenipotenziario della Repubblica federale di Germania ha fatto, a nome del suo governo, la seguente dichiarazione, di cui gli altri plenipotenziari hanno preso atto :

La Repubblica federale di Germania si dichiara pronta a incoraggiare le misure che potrebbero essere adottate da parte degli interessi privati tedeschi per favorire la vendita nella Repubblica federale delle banane provenienti dai paesi e territori associati d'oltremare.

A tal fine dovranno iniziarsi non appena possibile colloqui tra i circoli economici dei vari paesi interessati alle forniture e allo smercio delle banane.

Op het oogenblik van de ondertekening van dit Protocol heeft de gevolmachtigde van de Bondsrepubliek Duitsland namens zijn Regering de volgende verklaring afgelegd, waarvan de andere gevolmachtigden hebben kennis genomen :

De Bondsrepubliek Duitsland verklaart zich bereid de maatregelen aan te moedigen die van Duitse particuliere zijde zouden kunnen worden genomen, ten einde de verkoop in de Bondsrepubliek van bananen uit de geassocieerde landen en gebieden overzee te begunstigen.

Te dien einde worden tussen de economische kringen der verschillende landen die bij de levering en de afzet van bananen betrokken zijn, zo spoedig mogelijk besprekingen gehouden.

PROCOLE
concernant
LE CONTINGENT TARIFAIRE
POUR LES IMPORTATIONS DE CAFÉ VERT
(Ex 09.01 de la Nomenclature de Bruxelles)

PROKOLL
über
DAS ZOLLKONTINGENT
FÜR DIE EINFUHR
VON UNGEBRANNTM KAFFEE
(Ex 09.01 der Brüsseler Nomenklatur)

PROCOLLO
relativo
AL CONTINGENTE TARIFFARIO
PER LE IMPORTAZIONI DI CAFFE' VERDE
(Ex 09.01 della Nomenclatura di Bruxelles)

PROCOL
betreffende
HET TARIEFCONTINGENT
VOOR DE INVOER VAN
ONGEBRANDE KOFFIE
(Ex 09.01 van de Naamlijst van Brussel)

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SONT CONVENUES des dispositions suivantes qui sont annexées à la Convention :

A. En ce qui concerne l'Italie

Pendant la première période d'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté et après la première modification des droits de douane opérée en conformité avec l'article 23 du Traité, les importations de café vert en provenance de pays tiers, dans le territoire de l'Italie, sont soumises aux droits de douane applicables lors de l'entrée en vigueur du Traité dans la limite d'un contingent annuel égal aux importations totales de café vert effectuées en Italie en provenance de pays tiers au cours de l'année 1956.

A partir de la sixième année après l'entrée en vigueur du Traité et jusqu'à l'expiration de la deuxième étape, le contingent initial prévu à l'alinéa précédent est réduit de 20 %.

Dès le début de la troisième étape, et pour la durée de celle-ci, le contingent est fixé à 50 % du contingent initial.

A l'issue de la période de transition et pour une période de quatre ans, les importations de café vert en Italie peuvent continuer à bénéficier des droits de douane applicables dans ce pays lors de l'entrée en vigueur du Traité à concurrence de 20 % du contingent initial.

La Commission examine si le pourcentage et le délai prévus à l'alinéa précédent sont justifiés.

Les dispositions du Traité sont applicables aux quantités importées en dehors des contingents prévus ci-dessus.

B. En ce qui concerne les pays du Benelux

Dès le début de la deuxième étape, et pour la durée de celle-ci, les importations de café vert en provenance de pays tiers dans les territoires des pays du Benelux peuvent continuer à être effectuées en franchise de droits de douane à concurrence d'un tonnage égal à 85 % de la quantité totale de café vert importée au cours de la dernière année pour laquelle les statistiques sont disponibles.

Dès le début de la troisième étape, et pour la durée de celle-ci, les importations en franchise de droits de douane prévues à l'alinéa précédent sont ramenées à 50 % du tonnage total des importations de café vert effectuées au cours de la dernière année pour laquelle les statistiques sont disponibles.

Les dispositions du Traité sont applicables aux quantités importées en dehors des contingents prévus ci-dessus.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die dem Abkommen beigelegt sind:

A. Für Italien

Während des ersten Zeitraums der Assozierung der überseeischen Länder und Hoheitsgebiete mit der Gemeinschaft gelten nach der ersten gemäß Artikel 23 dieses Vertrags vorgenommenen Änderung der Zollsätze für die Einfuhr von ungebranntem Kaffee aus dritten Ländern in das Hoheitsgebiet Italiens die bei Inkrafttreten des Vertrags anwendbaren Zollsätze im Rahmen eines Jahreskontingents in Höhe der Gesamteinfuhr von ungebranntem Kaffee nach Italien aus dritten Ländern im Jahre 1956.

Von dem sechsten Jahr nach Inkrafttreten des Vertrags an wird bis zum Ende der zweiten Stufe das im vorstehenden Absatz vorgesehene Anfangskontingent um 20 v.H. herabgesetzt.

Mit Beginn der dritten Stufe wird das Kontingent für die Dauer derselben auf 50 v.H. des Anfangskontingents festgesetzt.

Nach Ablauf der Übergangszeit kann für einen Zeitraum von vier Jahren die Einfuhr von ungebranntem Kaffee nach Italien weiterhin bis zu 20 v.H. des Anfangskontingents zu den bei Inkrafttreten dieses Vertrags dort anwendbaren Zollsätzen erfolgen.

Die Kommission prüft, ob der in vorstehendem Absatz vorgesehene Hundertsatz und die dort bezeichnete Frist gerechtfertigt sind.

Für die außerhalb der oben vorgesehenen Kontingente eingeführten Mengen gelten die Bestimmungen dieses Vertrags.

B. Für die Beneluxländer

Mit Beginn der zweiten Stufe und für ihre Dauer kann ungebrannter Kaffee aus dritten Ländern in die Hoheitsgebiete der Beneluxländer bis zu 85 v.H. der Gesamtmenge, die im letzten mit statistischen Unterlagen belegten Jahr eingeführt wurde, weiterhin zollfrei eingeführt werden.

Mit Beginn der dritten Stufe und für ihre Dauer wird die im vorstehenden Absatz bezeichnete Menge auf 50 v.H. der Gesamteinfuhr von ungebranntem Kaffee im letzten mit statistischen Unterlagen belegten Jahr herabgesetzt.

Für die außerhalb der oben vorgesehenen Kontingente eingeführten Mengen gelten die Bestimmungen dieses Vertrags.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate alla Convenzione:

A. Per quanto riguarda l'Italia

Durante il primo periodo di associazione dei paesi e territori d'oltremare alla Comunità e dopo la prima modificazione dei dazi doganali operata in conformità dell'articolo 23 del Trattato, le importazioni di caffè verde provenienti da paesi terzi in territorio italiano sono sottoposte ai dazi doganali applicabili al momento dell'entrata in vigore del Trattato, nei limiti di un contingente annuo pari al totale delle importazioni di caffè verde effettuate in Italia in provenienza da paesi terzi durante l'anno 1956.

A decorrere dal sesto anno successivo all'entrata in vigore del Trattato e fino allo scadere della seconda tappa, il contingente iniziale previsto dal comma precedente è ridotto del 20 %.

Fin dall'inizio della terza tappa, e per la durata di quest'ultima, il contingente è fissato in misura pari al 50 % del contingente iniziale.

Al termine del periodo transitorio e per un periodo di quattro anni, le importazioni di caffè verde in Italia potranno continuare a beneficiare dei dazi doganali applicabili in tale paese al momento dell'entrata in vigore del Trattato fino a concorrenza del 20 % del contingente iniziale.

La Commissione esamina se la percentuale e il termine previsti dal comma precedente siano giustificati.

Le disposizioni del Trattato sono applicabili ai quantitativi importati a prescindere dai contingenti previsti più sopra.

B. Per quanto riguarda i paesi del Benelux

Fin dall'inizio della seconda tappa e per la durata di quest'ultima, le importazioni di caffè verde in provenienza da paesi terzi nei territori dei paesi del Benelux potranno continuare a effettuarsi in franchigia doganale, fino a concorrenza di un tonnellaggio pari all'85 % del quantitativo totale di caffè verde importato nel corso dell'ultimo anno per il quale siano disponibili le statistiche.

Fin dall'inizio della terza tappa e per la durata di quest'ultima, le importazioni in franchigia doganale previste dal comma precedente sono riportate al 50 % del tonnellaggio totale delle importazioni di caffè verde effettuate durante l'ultimo anno per il quale siano disponibili le statistiche.

Le disposizioni del Trattato sono applicabili ai quantitativi importati a prescindere dai contingenti previsti più sopra.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan de Overeenkomst zijn gehecht:

A. Betreffende Italië

Gedurende de eerste periode van associatie van de landen en gebieden overzee met de Gemeenschap en nadat de eerste wijziging van de douanerechten overeenkomstig artikel 23 van het Verdrag tot stand is gekomen, wordt, tot ten hoogste voor een jaarlijks contingent ter grootte van de totale invoer in Italië van ongebrande koffie uit derde landen gedurende het jaar 1956, de invoer in het grondgebied van Italië van ongebrande koffie uit derde landen onderworpen aan de bij de inwerkingtreding van het Verdrag toepasselijke invoerrechten.

Vanaf het zesde jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag en tot het einde van de tweede etappe wordt het oorspronkelijke contingent, in de voorgaande alinea bedoeld, met 20% verminderd.

Bij de aanvang van de derde etappe wordt voor de duur daarvan het contingent vastgesteld op 50% van het oorspronkelijke contingent.

Aan het einde van de overgangsperiode kunnen voor een periode van vier jaar voor de invoer van ongebrande koffie in Italië de invoerrechten blijven gelden die van toepassing waren in dat land bij de inwerkingtreding van het Verdrag, ten belope van 20% van het oorspronkelijke contingent.

De Commissie onderzoekt of het percentage en de termijn gesteld in de vorige alinea verantwoord zijn.

De bepalingen van het Verdrag zijn van toepassing op de hoeveelheden welke boven vorenbedoelde contingenten worden ingevoerd.

B. Betreffende de Benelux-landen

Bij de aanvang van de tweede etappe kan voor de duur daarvan de invoer in de Benelux-landen van ongebrande koffie uit derde landen vrijgesteld blijven van de heffing van invoerrechten voor een tonnage ten belope van 85% van de totale hoeveelheid ongebrande koffie, ingevoerd gedurende het laatste jaar waarover statistische gegevens beschikbaar zijn.

Bij de aanvang van de derde etappe wordt voor de duur daarvan de hoeveelheid die overeenkomstig de voorgaande alinea vrijgesteld is van de heffing van invoerrechten, teruggebracht tot 50% van de totale hoeveelheid ongebrande koffie, ingevoerd gedurende het laatste jaar waarover statistische gegevens beschikbaar zijn.

De bepalingen van het Verdrag zijn van toepassing op de hoeveelheden welke boven vorenbedoelde contingenten worden ingevoerd.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

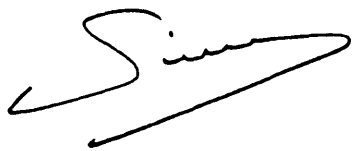
Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

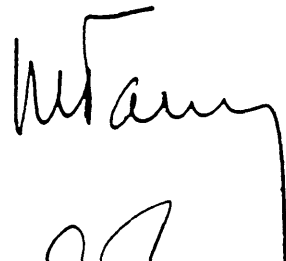
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zevenen-vijftig.

P. N. Spach 

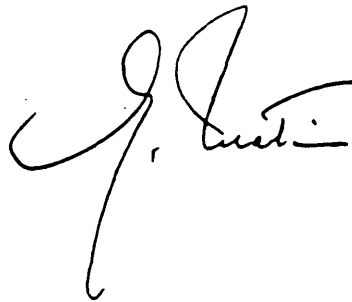


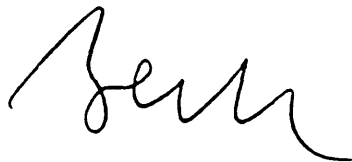






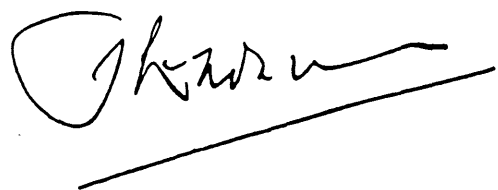












Le texte qui précède est certifié conforme à l'exemplaire unique du Traité instituant la Communauté Économique Européenne, signé à Rome le 25 mars mil neuf cent cinquante-sept et déposé dans les archives du Gouvernement de la République Italienne.

Vorstehender Wortlaut ist die beglaubigte Abschrift des einzigen Exemplars des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, das in Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundertsiebenundfünfzig unterzeichnet und im Archiv der Regierung der Italienischen Republik hinterlegt worden ist.

La presente è copia certificata conforme dell'esemplare unico del Trattato che istituisce la Comunità Economica Europea firmato a Roma il venticinque marzo millenovecentocinquantesette e depositato negli archivi del Governo della Repubblica Italiana.

Hierdoor wordt vastgesteld dat voorgaande tekst eensluidend is met het originele exemplaar van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, getekend te Rome op vijftwintig maart negentienhonderd zevenenvijftig en neergelegd in het archief van de Regering van de Italiaanse Republiek.

Il Capo dell'Ufficio Trattati del Ministero degli Affari Esteri

Consigliere d'Ambasciata
GIUSEPPE SETTI